

LA  
CONTRIBUTION DU CLERGÉ  
DE FRANCE

A L'IMPOT PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DU RÈGNE  
DE LOUIS XIV (1689-1715)

PAR

**ALBERT CANS**

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, AGRÉGÉ D'HISTOIRE  
PROFESSEUR AU LYCÉE DE REIMS

---

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES  
*Présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris*

---

PARIS  
LIBRAIRIE ALPHONSE PICARD ET FILS  
82, RUE BONAPARTE

---

1910







LA  
CONTRIBUTION DU CLERGÉ DE FRANCE  
A L'IMPÔT  
PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DU RÈGNE DE LOUIS XIV



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41555826\\_0033](https://archive.org/details/IA41555826_0033)

LA  
CONTRIBUTION DU CLERGÉ  
DE FRANCE

A L'IMPOT PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DU RÈGNE  
DE LOUIS XIV (1689-1715)

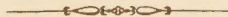
PAR

**ALBERT CANS**

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, AGRÉGÉ D'HISTOIRE  
PROFESSEUR AU LYCÉE DE REIMS

---

Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres



PARIS  
LIBRAIRIE A. PICARD ET FILS  
82, RUE BONAPARTE

—  
1910



## BIBLIOGRAPHIE

---

### A. — Documents officiels.

Trois sources sont de première importance pour l'étude des affaires temporelles du clergé :

1<sup>o</sup> Les *Procès-verbaux des assemblées générales du clergé* (9 vol. in-f°, 1767-1778; tomes V et VI pour la période qui nous occupe). En tête de chaque volume, table des matières pour chaque assemblée, à la fin de chaque volume, *Pièces justificatives*. Nous désignerons cette source dans les citations par l'abréviation Pv.

2<sup>o</sup> Les *Rapports des agents généraux du clergé*, présentés tous les cinq ans aux assemblées, donnent des détails sur les affaires survenues entre les sessions. Ceux de 1695 et 1700 sont imprimés dans les procès-verbaux (tome VI, *Pièces justificatives*, p. 31 et 114); ceux de 1705, 1710 et 1715 forment chacun un volume imprimé à part et accompagné de nombreuses *Pièces justificatives*. Nous citerons en abrégé RA.

3<sup>o</sup> Les *Actes, Titres et Mémoires concernant les affaires du clergé* (14 vol. in-4°, 1768), riche collection de pièces (extraits des recueils précédents, rapports, édits, arrêts du Conseil, etc.), accompagnées parfois de commentaires. Chaque volume contient une table en tête. Le tome XIV forme table générale pour tout le recueil, par ordre alphabétique de matières. Nous utilisons dans ce travail le tome IX (contrats conclus entre le roi et le clergé). Cette collection est connue sous le titre de *Mémoires du Clergé*. Nous citerons en abrégé MC.

Un certain nombre d'affaires, dans la période que nous étudions, n'ayant pas été soumises aux assemblées du clergé, les arrêts qui s'y

rapportent ne figurent pas toujours dans les collections précédentes. On les trouvera aux Archives nationales dans la *Collection Rondonneau* (AD XVII, 3 et 4). Le recueil d'Isambert (tome XX) est beaucoup moins complet.

Trois grands recueils imprimés, le premier surtout, fournissent beaucoup de documents ayant un caractère officiel :

La *Correspondance des Contrôleurs généraux* de 1683 à 1715, éd. par de Boislisle, 3 vol., 1874-1898.

La *Correspondance administrative du règne de Louis XIV*, éd. par G. Depping, 4 vol., 1835.

Les *Lettres, Instructions et Mémoires* de Colbert, éd. par P. Clément, 9 vol., 1861-1868.

Outre les documents officiels, il faut consulter les notes, rapports, correspondances, journaux et mémoires imprimés et manuscrits si l'on veut connaître la vie intime des assemblées, la préparation de leurs travaux, les jugements portés sur leur œuvre par les membres du clergé ou les laïques.

#### B. — Correspondances et notes.

Deux fonds manuscrits de la Bibliothèque nationale sont riches en renseignements de tout genre :

1° Les *Papiers de l'archevêque de Reims, le Tellier* (lettres, notes, comptes, brouillons); ms. fr. 20709, 20756, 20757.

2° Les *Papiers de l'archevêque de Paris, Noailles* (lettres, surtout correspondance avec son frère, l'évêque de Châlons); ms. fr. 23208, 23209, 23215, 23217, 23222, 23483, 23484.

Il faut y ajouter :

3° Le tome III des *Mélanges Colbert* (notes provenant de Colbert, archevêque de Rouen, pour la fin du règne, notamment sur l'assemblée de 1705).

4° Quelques cartons de la série G<sup>7</sup> (Archives nationales), contenant des lettres du contrôleur général et de hauts personnages du clergé : (n° 742), correspondance avec les cardinaux; n°s 1746, 1748, 1749, lettres, mémoires concernant les affaires des dernières années du règne.

## C. — Notes et journaux.

1° Les *Papiers du P. Léonard*, toujours bien renseigné, enregistrent impartialement beaucoup de faits intéressants :

Aux Archives nationales, série G<sup>9</sup>, le carton 4 contient de précieuses *Notes sur les assemblées du clergé* de 1693 à 1703.

Dans la série L, les cartons :

401 (Clergé de France en général).

439 (Notes sur l'épiscopat de Noailles).

716 (Notes sur les églises collégiales et paroissiales de Paris).

727 à 745 (Importants dossiers sur les évêques de France par ordre alphabétique de diocèses).

A la Bibliothèque nationale, des *Mémoires ecclésiastiques du temps*, allant de 1700 à 1709 (ms. fr. 19209, 19211, 19212).

2° La collection des *Nouvelles ecclésiastiques* (gazette janséniste), à la Bibliothèque nationale, est malheureusement incomplète ; très sujette à caution pour les affaires spirituelles, on peut l'utiliser avec plus de sécurité pour les affaires temporelles.

Ms. fr. 23499 (1689).

23500 (1690, sauf juillet, août, septembre et novembre, à compléter par le n° 13803).

23501 (1691, manque décembre).

23502 (1692).

23503 (1693 moins décembre).

23504 (décembre 1693 et 1694).

23505 (1695 à janvier 1698 inclus).

## D. — Mémoires.

Cosnac, archevêque d'Aix (éd. de Cosnac, 2 vol., 1852).

Abbé Legendre, secrétaire de l'archevêque de Paris, Harlay (éd. Roux, 1863).

Ces deux ecclésiastiques ont assisté à plusieurs assemblées ; l'abbé Legendre notamment donne d'intéressants détails sur celles de 1690 et 1695.

Le texte de Saint-Simon donne des renseignements sur les évêques, mais rarement sur les assemblées et affaires temporelles du clergé. Les

notes de l'édition de Boislisle (en cours de publication, 20 volumes parus), forment un précieux répertoire des hommes et choses de l'époque de Louis XIV. Nous n'avons eu à citer que cette édition, qui en est arrivée à l'année 1711.

Sourches (éd. Pontal et de Cosnac, 13 vol., 1882-1893) donne moins de détails que Saint-Simon sur les évêques, mais davantage sur les assemblées et affaires temporelles du clergé.

**E. — Documents utilisés seulement pour des points particuliers.**

1° Pour l'amortissement :

Bibl. Nat. : fonds Joly de Fleury, ms. 1638 (théorie juridique); *Nouvelles acquisitions françaises*, n° 1546 (législation).

Arch. Nat. : *Collection Rondonneau* AD IX, 75 (législation), Q<sup>3</sup> 224-225. (Comptes de la levée faite de 1689 à 1699.)

2° Pour l'argenterie des églises :

Bibl. Nat. : Lb<sup>37</sup> 3968, lettre du roi à l'archevêque de Paris.

Arch. Nat. : G<sup>8</sup> 776 (procès-verbaux de la visite de l'argenterie dans le diocèse de Reims).

3° Pour la capitation :

Arch. Nat. : Z<sup>1</sup>p 10. Rôle du diocèse de Paris, 1696.

4° Pour les biens d'églises aliénés :

Bibl. Nat. : *Mélanges Colbert* 189 (biens possédés vers 1685 par des laïques à titre de baux emphytéotiques).

Arch. Nat. : KK 941 (Rôle des biens aliénés en 1675).

5° Pour les affaires extraordinaires :

Bibl. Nat. : ms. fr. 11103 et 11107. (Liste par ordre chronologique des affaires extraordinaires de 1689 à 1713 avec, pour chaque affaire, le produit pour le roi, la part et le nom du traitant).

## INTRODUCTION

---

La seconde moitié du règne personnel de Louis XIV a été presque entièrement remplie par deux guerres longues et ruineuses, celle de la Ligue d'Augsbourg et de la Succession d'Espagne. La misère des peuples, sensible dès le début de cette période, n'a fait ensuite que s'aggraver, avec l'accroissement considérable des charges publiques ; pour supporter ces charges écrasantes, tout le pays a été appelé à faire un effort vigoureux et prolongé. Je me suis proposé de déterminer quelle part le clergé de France a prise à cet effort, dans quelle mesure et de quelles manières il a, pendant ces deux guerres, contribué aux besoins de l'État. Cet essai peut être considéré comme l'application à une courte période de l'étude d'institutions que j'ai donnée comme thèse principale sous le titre : *L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV*. J'ai tâché de montrer ici comment a fonctionné de 1690 à 1715 cette organisation autonome, et de retracer l'histoire des relations financières du clergé avec la royauté pendant cette fin de règne. Aux décimes et dons gratuits,

autrefois formes normales de sa contribution à l'impôt, aux taxes ordinaires, comme l'amortissement, exigées désormais avec plus de rigueur, le clergé a dû ajouter des subsides supplémentaires tenant lieu de la capitation et du dixième, et des taxes extraordinaires, notamment des créations d'offices; et toutes ces affaires, qu'elles aient été réglées avec ou sans le concours des assemblées du clergé, mettent mieux en relief que les simples dons gratuits les exigences du trésor, l'attitude des officiers royaux et du clergé. On verra que, pendant la seconde moitié du règne, le clergé a contribué aux dépenses de l'État dans une plus forte proportion et sous des formes plus variées que pendant la première moitié.

Cette conclusion un peu générale ne satisfera peut-être pas la curiosité de ceux qui s'intéressent à ce genre de recherches; ils se poseront sans doute les deux questions suivantes <sup>1</sup> :

1° Quelle proportion y a-t-il entre les sommes versées par le clergé au roi de 1690 à 1715, et celles fournies par le reste de la nation?

2° Quelle proportion y a-t-il entre la contribution payée par le clergé et ses revenus?

Mais, s'il est relativement facile de faire le total des sommes données au roi par le clergé, il est très difficile,

1. Une autre question, celle de la proportion entre les sommes demandées par le roi au clergé, et celles accordées par le clergé au roi, ne serait intéressante que pour les époques antérieures; car dans la période que nous étudions, souvent le roi demande de l'argent sans fixer un chiffre, et s'il en fixe un, ce chiffre est adopté par le clergé.

en l'absence de comptes réguliers pour toute cette période, de faire la même opération pour les sommes fournies par le reste du pays. Quant aux revenus du clergé, on sait qu'il est impossible de les évaluer avec quelque précision. On m'excusera donc si, ne pouvant passer sous silence ces deux graves questions, je me suis borné à les traiter très brièvement et en appendice; les résultats auxquels je suis arrivé ne peuvent être présentés que sous toutes réserves, ils n'ont qu'une valeur toute approximative, et ne visent, si l'on peut ainsi parler, qu'à la moindre invraisemblance; des études ultérieures sur les finances royales et sur les biens du clergé, pourront, sans doute, les modifier et leur donner plus de précision.



LA  
CONTRIBUTION DU CLERGÉ DE FRANCE  
A L'IMPÔT

PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DU RÉGNE DE LOUIS XIV

---

PREMIÈRE PARTIE

LA GUERRE DE LA LIGUE D'AUGSBOURG

---

CHAPITRE PREMIER

LES AMORTISSEMENTS; LE DON DE 1690; L'ARGENTERIE DES  
ÉGLISES.

Quand commença la guerre de la Ligue d'Augsbourg (septembre 1688), Louis XIV avait reçu depuis un an déjà le dernier terme du don gratuit de trois millions fourni par le clergé en 1685<sup>1</sup>. Sans attendre le don escompté pour 1690, il déclara en juillet 1689 qu'il allait lever sur le clergé le droit d'amortissement.

En théorie, l'amortissement était une sorte d'indemnité due au roi parce que l'acquisition d'une terre par les ec-

1. Contrat de 1685 dans MC IX, 743.

clésiastiques le privait de certains droits (mutation, aubaine, bâtardise), qu'il aurait pu exercer si cette terre était restée dans le commerce. Intéressé à contrôler les acquisitions du clergé, le roi devait, selon qu'il les jugeait utiles ou non à l'Église et à l'État, les autoriser ou les prohiber, et s'il les autorisait, accorder l'amortissement sans demander autre chose qu'une indemnité pour le préjudice qu'il subissait<sup>1</sup>. En pratique, la royauté laissait s'accumuler, sans en examiner l'utilité, les acquisitions du clergé; puis, quand elle avait besoin d'argent, exigeait tout d'un coup une forte somme pour les confirmer indistinctement et sans connaissance de cause. Ainsi, « la finance absorbant l'exacte justice<sup>2</sup> », le roi pensait avant tout à avoir de temps en temps des subsides importants à sa disposition.

Le clergé avait « financé » en 1641 pour l'amortissement des biens acquis depuis 1620<sup>3</sup>. En 1689, le moment sembla

1. Cette théorie me semble préférable à celle d'après laquelle l'amortissement rachetait les ecclésiastiques de leur incapacité d'acquérir des biens-fonds. Outre que cette soi-disant incapacité est contredite par les lois civiles et ecclésiastiques, la théorie de l'amortissement regardé comme une indemnité d'origine féodale explique bien la diversité des tarifs (l'indemnité variant du tiers au sixième, selon que le bien acquis dépend plus ou moins directement du roi) et la persistance des coutumes locales dans les pays récemment annexés (en Roussillon on calcule sur le fonds, en Flandre sur le revenu, etc...). Voir les détails dans Bibl. Nat., ms. fr. *Nouvelles acquisitions*, 1546; et pour la théorie, les observations de d'Aguesseau (Bibl. Nat., fonds Joly de Fleury ms. 1638).

2. Mot de d'Aguesseau, *ouvr. cité*, p. 308.

3. En 1629, le roi ordonne une recherche; comme le clergé ne se met « en aucun devoir d'y satisfaire », il lui demande de payer en deux ans le tiers de son revenu (1640); et il finit par se contenter en 1641 d'un don gratuit de 5.500.000 # sans exiger de déclaration des biens acquis, déclarations, dit le contrat, que les ecclésiastiques pourront fournir « si bon leur semble ». (Contrat de 1641 dans MC IX, 605.)

venu de lui demander compte des biens qu'il avait acquis depuis 1641; la recherche de ces biens fut prescrite par une déclaration du 5 juillet, « la conjoncture présente  
« nous obligeant à pratiquer tous les moyens légitimes et  
« moins à charge à nos sujets pour fournir aux frais d'une  
« guerre dans laquelle l'Église et l'État se trouvent égale-  
« ment intéressés ». Les déclarations d'acquisition seraient faites dans les trois mois aux commissaires royaux, puis vérifiées par des experts. Le recouvrement était confié à maître Jean Fumée dont les sous-traitants s'établiraient dans chaque généralité. Les évaluations seraient faites d'après les contrats d'acquisition; à défaut de ces contrats, d'après les baux de ferme<sup>1</sup>.

Le clergé se sentit gravement frappé par cette déclaration, bien que ses agents eussent le droit de « représenter  
« ce qu'ils estimeraient être de l'intérêt des ecclésiastiques  
« sur l'exécution de la déclaration ». En septembre, l'archevêque de Paris, sur les instances de la Sorbonne, dont il était proviseur, intervint sans succès auprès du roi<sup>2</sup>. « Avec son éloquence flatteuse qui n'aboutit pas toujours à de grands effets », il déclara qu'il ne fallait pas compter sur des exemptions et que la cour ne jugeait pas à propos d'avancer l'assemblée du clergé qui devait se réunir le 25 mai prochain. Il avait fait pressentir au roi que l'assemblée pourrait à cause des amortissements diminuer le don gratuit et le roi avait promis des adoucissements; mais,

1. Voir la déclaration initiale et les arrêts et déclarations postérieures dans la *Collection Rondonneau* AD IX, 75, 76; les instructions détaillées aux intendants dans la *Corr. des Contr. gén.*, I, 747.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, Bibl. Nat., ms. fr. 23.499, p. 320.

disaient les *Nouvelles ecclésiastiques*, « ce projet ira loin, quelque adoucissement qu'on y apporte ». Les « adoucissements » commencèrent avant l'assemblée : ordre de ne remonter que jusqu'en 1600 pour les bénéfices qui n'avaient pas payé la taxe en 1641, et de les traiter avec ménagement; réduction d'un huitième pour les fabriques rurales; suppression de l'expertise, trop coûteuse, sauf dans le cas où elle était le seul moyen d'estimation. Cependant le clergé ne se pressait pas de payer : un arrêt constatait qu'à la fin d'avril la plupart des bénéficiers n'avaient encore tenu aucun compte des déclarations et arrêts précédents.

A l'assemblée de 1690, il fut à peine question des amortissements : Harlay se borna à dire qu'il faudrait en conférer avec le contrôleur général<sup>1</sup>. L'assemblée avait dû savoir qu'il ne fallait compter que sur quelques adoucissements : « les amortissements subsistent en leur entier », remarquent les *Nouvelles ecclésiastiques*<sup>2</sup>, après les conférences avec le contrôleur général. Et ils ne firent pas tort au don gratuit, comme Harlay avait paru le craindre.

\*  
\* \*

Dès la fin de l'année précédente, on annonçait que ce don serait beaucoup plus fort que d'ordinaire; on ajouta bientôt que le clergé paierait la campagne de 1691, que les décimes seraient augmentées de moitié, que le Père La

1. Pv. V. 653.

2. Bibl. Nat., ms. fr. 13.803, p. 323.

Chaise avait exhorté les députés, quelques jours avant la réunion de l'assemblée, à se montrer très généreux. Le 1<sup>er</sup> mai, on assura que l'affaire était déjà « réglée par avance à douze millions<sup>1</sup> ». C'est en effet le chiffre que demandèrent à l'assemblée les commissaires royaux, envoyés en plus grand nombre que d'habitude. La somme était considérable<sup>2</sup>, quadruple de celle qu'atteignaient en moyenne les dons gratuits dans la première moitié du règne : elle fut accordée cependant sans grandes difficultés : quelques députés dirent que si on ne leur donnait pas satisfaction sur la question des portions congrues et du tiers des éconômats, ils tiendraient serrés les cordons de la bourse, mais ils n'obtinrent que de légères concessions, pas même une réduction du don à dix millions, sur laquelle ils avaient un instant compté<sup>3</sup>. Les douze millions furent votés : quatre devaient être levés sur tous les bénéficiers, y compris tous les petits bénéfices (congruistes, obits, fondations rurales), jusqu'alors exempts ; 2.500.000 <sup>fl</sup> furent

1. *Gazette d'Amsterdam* : Bibl. Nat. M 11.707, aux dates suivantes : 26 décembre 1689, 27 février, 26 avril, 1<sup>er</sup> mai 1690.

2. « Il n'y eut pas jusqu'aux gens du monde, qui, tout prévenus qu'ils sont « que le clergé a des biens immenses, ne parurent effrayés du don qu'on lui « demandait. » *Mém. de Legendre*, p. 118.

3. Les députés se plaignaient de la récente augmentation des portions congrues (1686) qui constituait une charge pour les gros décimateurs, et de la taxe d'un tiers du revenu pour les nouveaux convertis sur les bénéfices, alors nombreux, dont on attendait les bulles. Les portions congrues ne subirent aucun changement, mais le contrat permit d'imposer jusqu'à 50 <sup>fl</sup> pour le don gratuit les congruistes, jusqu'alors exempts ; quant au second point, le roi renonça aux deux tiers de l'arriéré dû au 1<sup>er</sup> janvier 1690, mais déclara qu'il exigerait le tout à l'avenir. Voir *Mém. de Legendre*, p. 112-115, *Nouvelles ecclésiastiques*, Bibl. Nat., ms. fr. 23.500, p. 225, et *Gazette d'Amsterdam*, n° du 12 juin.

demandées aux officiers du clergé, 5.500.000 <sup>#</sup> furent empruntées, le clergé se chargeant d'une « nouvelle rente » de 305.555 <sup>#</sup>. Le maximum de contribution des ecclésiastiques pensionnés fut porté à un quart de leur pension, au lieu d'un cinquième ou un sixième, et la levée fut plus hâtée que d'habitude, les diocèses durent remettre les rôles aux receveurs dans le délai d'un mois au lieu de deux. Ces conditions spéciales de la levée<sup>1</sup> et le recours à l'emprunt, moyen nouveau<sup>2</sup>, montrent combien le roi était pressé de recevoir l'argent.

Après l'assemblée, la levée des amortissements continua avec de nouveaux adoucissements : pour les petits bénéfices, remises variant d'un tiers à un cinquième, nouveaux délais, faculté d'emprunter aux diocèses; pour les communautés de mendiants pauvres, ordre de ne pas presser et de renvoyer au roi la connaissance des taxes<sup>3</sup>. Le roi accordait volontiers des remises justifiées, et à condition que la somme réduite fût exactement payée dans un délai fixé, mais il ne transigeait pas sur les déclarations d'acqui-

1. Voir le contrat de 1690 dans MC IX, 748.

2. Les *Nouvelles ecclésiastiques* (*ibid.*) notent l'importance de ce premier emprunt : « Ces nouvelles rentes seront perpétuelles jusques à rachat, ainsi « c'est proprement une aliénation de fonds, et comme Rome prétend que son « consentement est nécessaire en pareil cas, cela, joint à d'autres circonstances, pourrait faire un incident et ne facilitera pas la prompte expédition des « bulles. » (Allusion à la tentative d'accommodement de 1690 entre Louis XIV et Alexandre VIII). Nous verrons plus loin (p. 26) qu'en 1695 deux prélats notables critiquèrent le système des emprunts. Le public n'avait pas de ces scrupules : « Plusieurs personnes attendent la déclaration qui autorisera de « leur faire des prêts afin d'y placer leur argent ». *Gazette d'Amsterdam*, n° du 30 juin 1690.

3. *Nouvelles ecclésiastiques*, Bibl. Nat., ms. fr. 23.501, p. 1.

sition <sup>1</sup>, et n'agréait pas certaines combinaisons imaginées par le clergé : ainsi Cosnac, qui poussait les bénéficiers de son diocèse à faire des offres particulières d'accommodement, fût blâmé par Pontchartrain <sup>2</sup>; on repoussa aussi les propositions de quelques communautés qui voulaient se défaire d'une partie de leurs fonds, voyant que les biens acquis au milieu du siècle avaient beaucoup diminué de valeur « par suite de la rareté de l'argent et de la ruine presque universelle <sup>3</sup> ».

Quand la levée fut assez avancée, le roi ne vit plus d'inconvénient à prendre l'avis du clergé et il profita pour le faire de l'assemblée extraordinaire de 1693. A cette assemblée <sup>4</sup>, Harlay rappela les adoucissements déjà obtenus « pour ne pas exposer aux poursuites rigoureuses des traitants les ecclésiastiques qui n'avaient pas voulu payer les dites taxes », et fut prié de conférer avec le Procureur général des amortissements. Il fit part à l'assemblée des intentions du roi : chaque évêque convoquerait les retardataires de son diocèse et les prierait de s'exécuter; on pourrait obtenir par les agents des remises individuelles. En 1697, de nouvelles réductions variant entre un tiers et un cinquième furent accordées aux petits bénéficiers <sup>5</sup> en

1. Un arrêt d'octobre 1692 punit de l'amende du triple des droits ceux qui n'ont encore fait aucune déclaration ou en ont fait de fausses.

2. *Corr. des Contr. gén.*, I, 772.

3. *Nouvelles ecclésiastiques*, Bibl. Nat., ms. fr. 13.803, p. 58 (à propos du séminaire de St-Nicolas du Chardonnet qui préférerait abandonner la moitié des fonds sujets à la taxe, au lieu de payer en argent un sixième du prix d'achat).

4. *Pv.* VI, 66.

5. Il y avait parfois des donations minimales : ainsi, en Bretagne, dix sols de rente pour dire un *miserere*, un sillon de terre pour fondation d'une chapelle particulière (*Corr. des Contr. gén.*, I, 801).

retard, débiteurs de moins de 30 ". Malgré tous ces adoucissements, la levée parut dure au clergé, coïncidant d'abord avec le gros don de 1690, plus tard avec d'autres taxes dont nous parlerons plus loin. On se plaignit de la rigueur des traitants, par exemple dans les diocèses pauvres de Béarn <sup>1</sup>, habitués à être ménagés pour les décimes. Il y eut des poursuites : les traitants gardaient jusqu'à concurrence des sommes dues les fruits saisis, que les communautés faisaient parfois racheter par des tiers. Les *Nouvelles ecclésiastiques* parlent souvent à cette époque de ces amortissements qui sont « une véritable St-Barthélemy pour le clergé ». Pontchartrain tint ferme malgré les plaintes <sup>2</sup> et recommandations <sup>3</sup>, car les temps étaient durs, il fallait avant tout beaucoup d'argent. C'est ce que fit comprendre en 1696 l'archevêque de Paris à son frère qui se plaignait des exigences du traitant en Champagne. Prié de s'adresser à l'intendant, l'évêque de Châlons avait écrit :

« A qui me renvoyez-vous pour la protection de l'Eglise?  
 « Il n'y a pas lieu d'attendre [de l'intendant] beaucoup de  
 « justice ni pour le clergé ni pour le peuple : dévoué au  
 « ministre, il n'a en vue que de suivre ses inclinations. Je  
 « vous prie de prendre nos intérêts autrement : vous pou-  
 « vez quelquefois parler en archevêque, je ne doute pas

1. *Corr. des Contr. gén.*, I, 757.

2. Le bruit courut dans les premiers mois de 1690 (*Nouvelles ecclésiastiques*, p. 179) que le pape était mécontent des affaires de l'argenterie et des amortissements, mais rien n'indique qu'il y ait eu une tentative d'intervention pontificale comme en 1695 (voir ci-dessous, p. 35).

3. Il refusa d'exempter les Jésuites protégés par son prédécesseur le Pelletier, les Visitandines de Chaillot appuyées par la reine d'Angleterre : pour celles-ci le roi paya la taxe (*Ibid.*, p. 198).

« même que vous ne le fassiez lorsque vous le croyez à  
 « propos, mais ne nous renvoyez pas à l'intendant, à  
 « moins que vous ne nous en procuriez un qui soit le père  
 « du peuple ». — « Le zèle vous emporte », répliqua  
 Noailles; « comment ferais-je pour vous empêcher de pas-  
 « ser par les mains de celui que le roi charge de ses  
 « affaires? Ce n'est pas sur cela qu'il faut parler en arche-  
 « vêque, et il ne faut pas le faire toujours; je voudrais  
 « fort ce que vous souhaitez, mais cela n'est pas aisé, et  
 « en attendant qu'il arrive, il faut souffrir ce que l'on a et  
 « se contenter d'empêcher une partie du mal si on ne peut  
 « arrêter le tout »<sup>1</sup>.

La recherche fut close et les comptes arrêtés<sup>2</sup> en 1699. Le produit se monta à 18.295.719 <sup>fr</sup>, dont le traitant eut un dixième. Une étude détaillée de ce compte intéresserait l'histoire religieuse locale et ne serait pas à sa place ici. Contentons nous de signaler un fait qui s'en dégage : l'accroissement de la richesse ecclésiastique entre 1644 et 1689 a été plus fort dans la région du Nord, surtout dans la région parisienne, que dans les pays d'outre-Loire<sup>3</sup>; nous avons montré ailleurs<sup>4</sup> qu'il en était de même pour la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle.

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23.483, p. 54 et 61.

2. Ils remplissent, aux Arch. Nat., un énorme in-folio Q<sup>3</sup> 224-225.

3. Plus de la moitié des sommes (57 %) a été payée par les pays de deçà-Loire (généralités d'Amiens, Soissons, Châlons, Rouen, Paris, Orléans, Tours, Alençon, Caen, Rennes). La généralité de Paris compte pour plus d'un sixième dans le total général, et tandis que les cures et fabriques ont été rarement taxées à plus de 1.000 <sup>fr</sup>, une dizaine de communautés parisiennes ont eu à payer plus de 40.000 <sup>fr</sup>, chacune.

4. Voir A. Cans, *L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV*, appendice VI.

En résumé, l'amortissement, dont le roi espérait un secours prompt et considérable, lui fournit, — lentement, il est vrai, — une quinzaine de millions, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg.

\*  
\* \*

La recherche de l'argenterie des églises, contemporaine de celle des amortissements, s'est faite comme elle en dehors des assemblées du clergé. En décembre 1689, Louis XIV avait envoyé à la Monnaie sa vaisselle d'or et d'argent; les grands seigneurs imitèrent le geste royal, et le roi allait inviter le clergé à l'imiter aussi, dans son propre intérêt. Le bruit courut bientôt (janvier 1690) qu'on allait visiter et réduire l'argenterie des églises; le rédacteur des *Nouvelles ecclésiastiques* s'en étonna : « Sera-t-il possible qu'on en vienne à cette extrémité dans un temps réputé si heureux dont tant de monuments inanimés publient le triomphe »? Il ajoutait : « On a « résolu d'attendre l'assemblée du clergé pour régler par « autorité ecclésiastique l'argenterie des églises, mais qui « sait ce que Dieu nous réserve entre ci et ce temps quoi- « que prochain <sup>1</sup>? » En réalité, la recherche allait être réglée avant l'assemblée et de la seule autorité du roi, comme pour les amortissements. Le 8 février 1690, Louis XIV, informé qu'« il y a beaucoup d'argenterie dans les églises au delà de ce qui est nécessaire pour la décence du service divin <sup>2</sup> », exhortait l'archevêque de

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23.500.

2. Surtout, paraît-il, chez les réguliers. Les *Nouvelles ecclésiastiques* citent l'abbaye de St-Denis comme en possédant pour 3 à 400.000 livres.

Paris <sup>1</sup>, l'assurant que la chose serait « fort agréable au roi et fort utile au bien de son État » à faire invento-rier l'argenterie de chaque église de son diocèse, à réserver ce qu'il jugerait à propos, outre les vases sacrés, et à envoyer le reste à la Monnaie. Le produit de la fonte serait employé au profit des églises propriétaires <sup>2</sup> « par les soins de ceux qui sont chargés de leur administration ». Harlay transmit l'invitation du roi à « Messieurs les doyens, « abbés, prieurs, archiprêtres, curés, vicaires, et supé-  
« rieurs des églises du diocèse de Paris, et aux dames  
« abbesses, prieures et supérieures des communautés sé-  
« culières et régulières », en y joignant quelques instruc-  
tions. Il tint ensuite des assemblées avec les intéressés et fit un règlement destiné sans doute, d'après les *Nouvelles ecclésiastiques* <sup>3</sup>, à être « suivi à proportion dans beau-  
coup d'autres diocèses à qui ce grand siège donne le  
mouvement ». L'inventaire de l'argenterie du diocèse de Reims, conservé aux Archives Nationales <sup>4</sup>, nous montre comment les choses se passèrent. Contrairement à ce qu'on avait cru d'abord, les intendants n'eurent aucune part aux opérations : un délégué de l'évêque faisait sa tournée en

1. Bibl. Nat., Lb<sup>37</sup> 3968. De pareilles lettres furent adressées à tous les évêques du royaume.

2. On avait d'abord annoncé que le produit serait « destiné à l'entretien « des pauvres de chaque paroisse » (*Gazette d'Amsterdam*, n° du 20 février 1690). La *Gazette* publie la lettre royale le 24 février et ajoute : « quelques-uns ont parlé et écrit diversement sur cette matière ».

3. Bibl. Nat., ms. fr. 13.803, p. 123.

4. G<sup>s</sup> 776 (incomplet) provenant des papiers de l'archevêque Le Tellier. Pour les douze églises de Reims, la fonte des bassins, burettes, bénitiers, lutrins, chandeliers, lampes, gobelets, cassolettes, clochettes, vases à fleurs, images, reliquaires, croix d'argent, etc., rapporta environ 66.000 livres.

prévenant de son arrivée, visitait l'argenterie et signait avec le curé un procès-verbal indiquant les objets à fondre. Il adressait cette pièce à l'évêché où on la vérifiait par le reçu du directeur de la Monnaie. Dans le diocèse de Paris<sup>1</sup> les visites, commencées dès la fin de février, furent faites par l'abbé Chéron à qui on fit espérer comme récompense un évêché, mais il n'eut qu'une pension du clergé. On réservait dans chaque paroisse, outre les reliquaires, douze chandeliers d'argent qu'on louait aux enterrements, une lampe et deux encensoirs. Les opérations traînèrent en longueur<sup>2</sup> si bien que, vers la Pentecôte, le roi engagea vivement Harlay à les faire terminer au plus tôt<sup>3</sup>; les fonds provenant de la vente furent placés en rentes sur l'Hôtel de Ville.

La recherche n'ayant été faite ni par une assemblée du clergé, ni par un traitant, nous n'en possédons pas les comptes<sup>4</sup>. L'opération fut utile aux églises riches en faisant rentrer à leur profit dans la circulation une partie du capital immobilisé, mais les églises pauvres, qui n'avaient

1. Détails tirés des *Nouvelles ecclésiastiques* (ms. cité, *passim*) et de la *Gazette d'Amsterdam*, nos du 3 mars, 12 et 16 juin.

2. D'après les *Nouvelles ecclésiastiques* (ms. 23.500, p. 66, 99 et 100), les Jésuites et les Feuillants auraient fait des difficultés : Bourdaloue aurait fait conserver aux Jésuites de Saint-Louis-en-l'Île un tabernacle d'argent, montrant à Louvois que la mesure, connue à l'étranger, y produirait mauvaise impression. « Les amortissements et la visite de l'argenterie dont le ministre [Pontchartrain] n'a point voulu exempter les bons Pères ont fait passer le jansénisme aux finances. » Ce mot fait songer à celui de Saint-Simon sur Pontchartrain devenu chancelier. Les jésuites « n'oubliaient rien pour lui donner auprès du roi l'odieux vernis du jansénisme » (*Mém.* X, 395).

3. L'argenterie de Notre-Dame ne fut portée à la Monnaie que le 10 juin.

4. Les *Nouvelles ecclésiastiques* estiment à une centaine de millions la valeur des objets fondus, et le produit net à 1/6, soit près de 17 millions.

pas d'argenterie de luxe, n'y gagnèrent rien. Ainsi les opérations se sont faites sur simple lettre royale, sans que le clergé général ait été consulté, mais sans la participation des fonctionnaires royaux : seules les églises ont été juges de ce qu'elles devaient faire, et seules elles ont profité de l'affaire; mais le roi y a trouvé aussi son compte : grâce à la fonte de l'argenterie, beaucoup d'églises ont pu restaurer leur temporel, et se mettre en mesure de mieux secourir l'État qui allait leur demander des efforts inusités. L'exemple des communautés de Provence à qui la fonte permit de payer leurs amortissements<sup>1</sup>, ne doit pas être le seul, et le rapprochement des dates donne à croire qu'en ordonnant cette recherche quelques mois après celle des amortissements, le roi avait pensé à faciliter au clergé le paiement de la taxe, peut-être aussi à lui enlever tout prétexte pour demander une diminution sur le prochain don gratuit : si le don de 1690 ne souffrit pas de sa coïncidence avec les amortissements, c'est peut-être en partie grâce aux sacrifices que Louis XIV imposa au clergé en l'invitant à fondre l'argenterie des églises.

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, ms. 23.501, p. 20.

## CHAPITRE II

### L'AFFAIRE DES BOIS (1693)

Cette année 1690, marquée par le premier don considérable, le premier emprunt du clergé, et les recherches des amortissements et de l'argenterie, était à peine terminée que déjà l'on parlait de nouveaux subsides. Dès le mois de janvier 1691, une « affaire extraordinaire » menaçait le clergé<sup>1</sup> : des traitants offraient, disait-on, quatre millions pour les amendes encourues par les ecclésiastiques qui avaient dégradé leurs forêts. Ce traité fut en effet conclu et amena en 1693 la réunion d'une assemblée extraordinaire du clergé, la première convoquée sous Louis XIV pour affaires temporelles. Cette question des bois ecclésiastiques mérite d'être reprise d'un peu plus haut.

Le clergé possédait en France une étendue de bois évaluée en 1693, d'après les déclarations des bénéficiers et les relevés des officiers des eaux et forêts, à 921.700 arpents<sup>2</sup>. Le roi avait réglé le régime de ces bois par des ordonnances, afin d'en empêcher le gaspillage, mais les ordonnances étaient mal observées : beaucoup d'ecclésiastiques

1. *Ibid.*, p. 1.

2. Soit environ 560.000 hectares (Pv. VI, 22).

pratiquaient de larges coupes dans leurs futaies sans Lettres Patentes enregistrées au Parlement, et ne réservaient pas le nombre réglementaire de baliveaux : il était si tentant pour un prélat ou un abbé prodigue de restaurer ses affaires en vendant d'un coup quelques milliers d'arbres<sup>1</sup> ! On sait avec quelle passion clairvoyante Colbert entreprit la reconstitution des forêts françaises. Il s'aperçut vite du gaspillage qui régnait un peu partout, surtout dans les bois ecclésiastiques, et dès 1663 il rappela que les ordonnances avaient été méconnues : « Il faut informer et punir ; « presque tous les ecclésiastiques ayant ruiné leurs futaies, « ils laisseront à l'avenir un tiers de tous leur bois pour « venir en futaie<sup>2</sup> ». Ce redoublement de sévérité inquiéta le clergé ; l'évêque de Meaux, à l'assemblée de 1665, parla des « vexations qui se font tous les jours contre les droits « que les ecclésiastiques ont sur leurs forêts à cause de leurs « bénéfices<sup>3</sup> ». Le clergé demanda un arrêt général lui donnant toutes facilités pour couper ses bois. Colbert résista d'abord, puis finit par céder : il allait bientôt remplacer cette tolérance provisoire par un règlement général plus sévère et définitif, l'ordonnance de 1669<sup>4</sup>.

Cette ordonnance, qui suscita parmi les propriétaires de bois une vive opposition, attira tout de suite l'attention

1. En 1655, l'archevêque de Sens, criblé de dettes, fait sans autorisation un véritable massacre dans ses forêts : il abat 163.000 chênes qui lui rapportent 1.249.000 livres (Dubois, *Pardaillan de Gondrin*, p. 506).

2. Instruction sur la réforme des forêts, dans Clément, *Lettres de Colbert*, IV, 203.

3, P<sup>r</sup>. IV, 1.023.

4. Voir les articles concernant les bois ecclésiastiques, dans Isambert, XVIII 277.

du clergé et fit l'objet, à l'assemblée de 1670, d'un rapport de l'évêque de Meaux<sup>1</sup>. Colbert, sans rien retrancher de l'ordonnance, crut pouvoir accorder aux plaintes du clergé deux ans de sursis pour l'application : en attendant, les visites seraient faites et les procès-verbaux dressés. Sa correspondance dans cette période nous montre combien il était difficile d'assujettir les ecclésiastiques à l'ordonnance : Colbert est très rigoureux sur le principe, il écrit aux intendants : « Les permissions [pour les coupes] sont de « grande conséquence, si vous lisez bien l'ordonnance, « vous trouverez que l'intention de Sa Majesté n'a pas été « de rendre cette grâce commune ». Mais dans l'application on sent qu'il se heurte à des résistances : à l'intendant de Bordeaux, après avoir parlé des forêts royales, il dit : « Il faut apporter la même sévérité, s'il est possible, à l'é- « gard des ecclésiastiques » ; et à celui de Metz, douze ans après l'ordonnance : « Il faut établir un bon ordre dans « les coupes de bois de haute futaie des ecclésiastiques, « sans toutefois les faire passer trop promptement de la « liberté entière de les couper, en cas qu'ils l'aient eue « jusqu'à présent, aux instructions et réserves portées par

1. P<sup>v</sup>. V, *Pièces justificatives*, 64. Le rapporteur reconnaît que les ecclésiastiques doivent user de leurs forêts en « bons pères de familles », que le roi a raison d'en surveiller l'exploitation, mais il estime l'ordonnance d'une rigueur excessive sur plusieurs points, et proteste notamment contre les prescriptions suivantes : obligation de faire arpenter, figurer et borner les bois et de remettre les procès-verbaux de cette opération avec les plans dans six mois aux greffiers des maîtrises d'eaux et forêts ; défense de couper les taillis plus souvent que tous les dix ans ; nécessité de laisser un quart des taillis croître en futaie ; quand il n'y a pas un quart de futaie, d'obtenir des Lettres Patentes pour les coupes de futaies et de baliveaux. Pour plus de détails et les arguments employés, voir le texte.

« l'ordonnance de 1669<sup>1</sup> ». Dans les assemblées suivantes le clergé continua à se plaindre et réussit à obtenir de nouveaux sursis. Après la mort de Colbert, l'ordonnance subsistait toujours, mais beaucoup d'ecclésiastiques n'en avaient jamais tenu compte : comment s'en étonner avec ces singulières alternatives de sévérité et de complaisance, cette fermeté dans le principe et ces sursis toujours renouvelés pour l'application ?

C'est dans ces conditions que les traitants proposèrent, en 1691, de rechercher les amendes encourues par les ecclésiastiques depuis 1669 pour la mauvaise exploitation de leurs bois : ces amendes qu'on avait laissé s'accumuler feraient une forte somme qui permettrait d'attendre le don de 1695 : pressé par les circonstances, le roi songeait moins à la conservation des bois qu'au profit qu'il pouvait tirer de la violation des ordonnances. En vain les agents représentèrent que la recherche « serait une ruine assurée pour les bénéficiers » ; en vain alléguèrent-ils les charges toujours croissantes du clergé : le roi, par une déclaration du 24 février 1693, se décida à accepter les offres des traitants qui depuis plusieurs mois assiégeaient les bureaux du contrôle général pour se disputer cette bonne affaire. Par égard pour le clergé on fixa à 10<sup>''</sup> par arpent le taux des amendes encourues<sup>2</sup> ; même à ce taux réduit, les traitants offraient sept millions : sur les instances de Harlay, le roi déclara se contenter de quatre ; « cette affaire », dit Dangeau<sup>3</sup>, « aurait monté à une très

1. Clément, IV, 238, 250, 286.

2. Au lieu de 10 livres par baliveau de taillis et 50 par baliveau de futaie non réservés.

3. *Journal*, IV, 245.

grande somme, mais l'archevêque de Paris l'a accommodée pour le clergé avec M. de Pontchartrain ».

Pour le recouvrement, un des prélats les plus dévoués au roi, de Cosnac, proposait que le clergé empruntât les quatre millions et les fît rembourser par ceux qui avaient encouru des amendes ; c'était, disait-il, le moyen le moins onéreux et le plus prompt, et l'on éviterait cette fâcheuse innovation de mettre des partisans dans les biens d'Église. Malgré l'appui du contrôleur général, cet avis fut rejeté par les prélats qui se trouvaient à Paris, notamment par Harlay à qui Pontchartrain déclara : « Je ne me mets pas en peine du paiement, on vous fera bien payer, mais je crois bien que ce ne sera pas si prompt<sup>1</sup>. » Le moyen adopté fut en effet plus lent. Harlay s'adressa au traitant Giraud qui se chargea de l'affaire à des conditions avantageuses<sup>2</sup> pour le clergé, et une commission composée de neuf prélats, des deux agents et d'un intendant des finances, se réunit à Paris pour établir les rôles. Le travail traîna en longueur : le traitant dut faire des avances, car les bénéficiers ne se pressaient pas de faire à ses commis les déclarations nécessaires, et le roi, pour l'indemniser, ordonna le 6 juin, du consentement de la commission, une taxe provisoire de trois écus par arpent sur tous les possesseurs de bois ecclésiastiques. Quelques-uns s'empressèrent de la payer, mais la plupart se plaignirent : les agents reçurent de nombreuses lettres et le conseil plus de six cents requêtes. Cette taxe, injuste, puis-

1. Cosnac, *Mém.* II, 141.

2. Il aurait pu exiger une remise de 1/6 plus deux sols pour livre, soit 1.060.000 livres ; il ne demandait pour les frais de la levée que 600.000 livres.

qu'elle tombait aussi bien sur les innocents que sur les coupables, ne produisit pas 800.000 <sup>fr</sup>. Comment trouver le reste qui se montait à 3.800.000 <sup>fr</sup>, et « ne pouvait s'exiger », au dire du clergé, « sans réduire aux dernières extrémités plusieurs prélats et un nombre infini d'ecclésiastiques? » Au mois de septembre, le roi convoqua une assemblée extraordinaire du clergé pour résoudre cette question, pendant que l'on continuerait de lever la taxe provisoire. Il se disait désolé de ne pouvoir remettre au clergé la somme entière : on lui avait proposé des moyens très avantageux pour lui, mais il préférait les plus doux pour le clergé et entendait ne régler l'affaire qu'avec son concours.

L'assemblée, composée de deux députés par province, se réunit au milieu de décembre 1693<sup>1</sup>. Après l'exposé du promoteur, Harlay, qui présidait, résuma la situation ; on ne pouvait penser à suivre la voie dans laquelle on s'était engagé ; il valait mieux trouver un autre moyen de secourir le roi. Les principaux membres de l'assemblée se rangèrent à cet avis : l'archevêque de Reims fit voir les conséquences qu'une déclaration analogue à celle du 24 février aurait pu avoir sous un roi moins soucieux des intérêts de l'Église : « Ce serait », dit-il, « un grand bien si on pouvait en abolir jusqu'au souvenir ou faire voir au moins que l'exécution en a été impossible. » Et l'archevêque d'Arles émit l'idée que le corps et les membres devant s'entr'aider, le corps du clergé devait venir à l'aide de ceux de ses membres qui possédaient des bois ; car

1. Procès-verbal dans P<sup>v</sup>. VI, 5-72.

si ces derniers seuls étaient imposés, ils ne pourraient plus aider le corps du clergé lors des impositions générales. Ce principe allait servir de règle pour terminer l'affaire.

Harlay, sur qui l'assemblée se reposa de ce soin, obtint la révocation de la déclaration de février, et dès le lendemain indiqua les moyens les plus prompts de se procurer la somme demandée : comme en 1690, on aurait recours à l'emprunt qui soulagerait pour un temps les bénéficiers, et pour une partie de la somme on taxerait les officiers du clergé. L'assemblée adopta cet avis et décida d'emprunter 2.700.000 <sup>fr</sup> et de demander 1.300.000 <sup>fr</sup> aux officiers ; 2.125.000 <sup>fr</sup> furent payées au roi à qui on devait encore cette somme au moment de la réunion de l'assemblée, le reste servit à dédommager le traitant à qui on enlevait l'affaire, à régler les frais de l'assemblée et de l'emprunt, à rembourser ceux qui avaient payé la taxe provisoire<sup>1</sup>. L'affaire se terminait en somme à l'avantage du clergé, qui à l'assemblée de 1695 remercia Harlay d'avoir « si bien et si utilement ménagé les intérêts du clergé ». Au lieu d'amendes souvent considérables qu'un certain nombre d'ecclésiastiques avaient encourues, le clergé général ne s'imposait que de 690.000 <sup>fr</sup>, mais il faut songer que, sur ce chiffre, 150.000 <sup>fr</sup> représentaient la rente d'un nouvel emprunt, et que le clergé était obligé de taxer ses officiers. De plus, il n'était pas juste de faire payer à tous les fautes de quelques-uns : plus d'un petit bénéficiaire dut gémir d'être obligé de

1. Pour ce remboursement il fallut faire une imposition de 540.000 livres.

donner son argent parce que tel évêque ou abbé avait gaspillé ses futaies. *Les Nouvelles ecclésiastiques* s'étaient déjà plaintes de la taxe provisoire au nom des possesseurs de bois qui n'avaient pas encouru d'amendes<sup>1</sup> : que durent penser ceux qui ne possédaient pas une parcelle de bois ? Mais dans cette affaire il ne s'agissait pas de justice ; le clergé avait compris que la rigueur subite du roi succédant à une longue tolérance n'était qu'un prétexte pour avoir de l'argent ; et ne pouvant refuser la somme demandée, il adopta pour se la procurer le moyen qui lui parut, non le plus juste, mais le plus facile : peu importait au roi que l'argent lui vint des délinquants, des possesseurs de bois, ou de tout le clergé, pourvu qu'il lui vint vite. Cette recherche n'était, au fond, qu'une « affaire extraordinaire » dans le genre de celles qui pullulèrent à cette époque ; et si le gouvernement pouvait reprocher aux ecclésiastiques l'inobservation de l'ordonnance de 1669, lui-même mérite le reproche d'avoir, d'abord par complaisance, puis en 1693 par besoin d'argent, sacrifié les principes de sa législation forestière. Ici comme dans bien d'autres cas, le pouvoir royal, sévère sur les principes, fermait volontiers les yeux sur l'application, quand il s'agissait de privilégiés qui avaient comme le clergé des organes pour se faire entendre, et quand les infractions commises pouvaient rapporter de l'argent. On peut dire que dans l'affaire des bois comme dans

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23.503, p. 45. « Ce sera donc *lex agraria*, et la taxe réelle du clergé, mais nosseigneurs auront beau murmurer en secret à l'oreille de leurs amis, ils applaudiront en présence de celui qui prend une autorité plus que patriarcale sur le clergé [Harlay]. Quel ecclésiastique serait si osé que de le contredire ? »

celle des amortissements, la finance, selon le mot de d'Aguessau, « absorba l'exacte justice <sup>1</sup> ».

1. L'ordonnance de 1669 ne fut pas mieux observée après 1693. En 1700, le clergé se plaint encore de l'ordonnance, et la même année les agents représentent qu'elle n'a jamais eu d'exécution et rappellent les 4 millions payés en 1693, comme s'ils avaient aboli l'ordonnance (Pv. VI, 535, et *Pièces justificatives*, 134). En 1701, le bois se faisant rare, les intendants constatent que l'ordonnance n'a pas été observée (pas plus d'ailleurs par les communautés laïques que par les ecclésiastiques). Ils signalent des dégâts en Limousin et Poitou ; dans le Soissonnais, des coupes, même du quart de réserve, faites sans autorisation ; en 1704 et 1707, des bois vendus, au lieu de rapporter de l'argent pour les bénéfices, « à des personnes dévouées aux ecclésiastiques qui « pour ainsi dire sont eux-mêmes des adjudicataires et s'appliquent par là personnellement le profit considérable qui s'y trouve » (*Corr. des Contr. gén.*, II, 355, 456, 640, 1151, 1350).

## CHAPITRE III

### LE DON DE 1695 ; LA CAPITATION.

Quand se réunit l'assemblée de 1695, environ un an et demi après le règlement de l'affaire des bois, la France était toujours engagée dans une guerre étendue et ruineuse dont on ne prévoyait pas encore la fin<sup>1</sup>. « On va demander au clergé de terribles subsides », disaient quelques semaines avant les *Nouvelles ecclésiastiques*<sup>2</sup>. Le 8 juin les commissaires royaux se présentèrent, à leur tête le rigoureux Pussort, doyen du Conseil, qui atteignait ses quatre-vingts ans et dut s'appuyer sur deux hommes pendant qu'il parlait. Il fit un « discours très grave<sup>3</sup> », et demanda dix millions pour cette guerre dont on ne pouvait diminuer les dépenses sans « risquer l'état et la religion ». Le clergé, tout en se plaignant de sa misère, accorda bien vite la somme demandée<sup>4</sup>, en reconnaissance des services rendus par le roi à l'Eglise qu'il soutenait au dehors par ses

1. Echec des négociations de Maestricht (novembre 1694).

2. Bibl. Nat., ms. fr. 23.505, p. 42.

3. Sourches, IV, 463. Pussort, presque impotent, ne bougeait plus guère de Paris; sa visite à l'assemblée prouve que l'affaire était considérée comme importante (Saint-Simon, *Mém.*, IV, 13, n. 5).

4. Le don avait été réglé dès le 5 juin entre le roi, le contrôleur général et l'archevêque de Paris (Sourches, IV, 462).

armées, après avoir entièrement détruit l'hérésie dans son royaume. D'après le contrat signé le 26 juillet<sup>1</sup>, on imposa 4.300.000 " — dont 300.000 " furent payées dès le mois d'août. — on demanda 2.200.000 " aux officiers de décimes, et 3.500.000 " furent empruntées au denier 16, d'où « nouvelle rente » de 218.750 ". Bien qu'un peu inférieur au don de 1690, celui de 1695 était encore plus fort que ceux auxquels le clergé était habitué dans la période précédente. Une chanson<sup>2</sup> courut sur le haut clergé et le président de l'assemblée, Harlay, qui, paraît-il, avait

1. Texte dans MC IX, 842.

2. Chanson sur l'assemblée de 1695. (Notes du P. Léonard, Arch. Nat. G<sup>o</sup>. 1).

1.

Riches abbés, attendez-vous  
A vous voir aussi gueux que nous.  
Vos députés donnent à la France  
Tant d'argent que tout votre état  
Va tomber dans la décadence  
Comme le reste de l'État.

2.

Jadis les plus forts de vos dons  
N'excédaient pas trois millions;  
Encore étaient-ils volontaires.  
Vous n'êtes plus dans ce bon temps,  
Et les illustres commissaires  
Vont vous dire : Le Roi veut tant.

3.

Les gens de robe sont à bout;  
Les gentils-hommes ont vendu tout.  
Pendant cette guerre si rude,  
Il est juste que le clergé  
Perde un peu de sa plénitude;  
A ce coup il est bien purgé.

poussé trop loin le dévouement à la cause royale<sup>1</sup>. Une manifestation plus significative fut celle des deux évêques de Chartres et de Châlons : n'ayant pas assisté à l'assemblée, ils écrivirent au roi à la fin de juillet<sup>2</sup> pour se plaindre du zèle excessif de leurs collègues et protester contre le nouvel emprunt.

Après avoir assuré le roi de leur dévouement, les deux prélats se proposent de lui montrer « une partie des maux » que l'on fait souffrir gratuitement ou sans nécessité à « l'Église de France ». Ils blâment les prélats courtisans qui font parade de leur zèle pour le roi : « Nous irons toujours » plus loin sur cela », disent-ils, « qu'aucun de nos confrères ». Ils se plaignent de la servitude du clergé, du silence de « nos anciens, à qui il conviendrait mieux de » parler que nous : ceux qui devraient faire connaître les « règles à Votre Majesté les dissimulent; nous gémissons

## 4.

Pour votre riche président,  
Il est devenu gros marchand;  
Il trafique des biens d'Église :  
Il vendrait jusqu'à votre peau  
Si par pareille marchandise  
Il pouvait avoir un chapeau.

1. « Il voulait tout faire d'autorité sans ménager les esprits, interposant souvent l'autorité du roi sans fondement. La plupart des députés sont fort mécontents de cette conduite; plusieurs évêques même se plaignaient hautement dans l'assemblée qu'il avait vendu le clergé de France. » (Notes du P. Léonard, *ibid.*) Déjà, en 1690, l'archevêque de Sens avait fait des « plaintes amères contre certaines gens; il entendait parler de M. de Paris, qui depuis un long temps tyrannisait les assemblées ». Legendre, *Mém.*, p. 103.

2. Bibl. Nat., ms. fr. 23.484, p. 26 (Brouillon avec ratures et notes marginales).

« de l'abus qu'ils ont fait dans leur assemblée de nos  
« procurations, ils en gémissent eux mêmes et ils en sont  
« honteux, et nous les entendons tous les jours, même  
« ceux qui ont la conscience [le] moins délicate, se plain-  
« dre dans le public de ce qu'ils prétendent qu'on leur a  
« fait faire par l'autorité de Votre Majesté. » Les deux  
prélats croient devoir « garder dans le monde un silence  
« exact sur tout ce qui a été fait dans l'assemblée », mais  
s'adressent au roi en secret : « Nous ne croyons pas néces-  
« saire de dire à Votre Majesté qu'un emprunt si considé-  
« rable, joint à tant d'autres qu'on a déjà faits et qu'on  
« ne pourra jamais rembourser, est un vrai engagement  
« de fonds et doit passer pour une véritable aliénation puis-  
« qu'il en a tous les inconvénients ». Or l'aliénation peut  
ruiner le clergé et « plusieurs familles qui en sont créan-  
« cières »; de plus, elle est « fortement défendue dans les  
« conciles généraux sous de rigoureuses peines ». D'ail-  
leurs cette aliénation était-elle bien nécessaire? On pou-  
vait trouver d'autres moyens : l'emprunt pour un temps  
marqué, une imposition d'un tiers, un quart, un cinquième  
ou un sixième sur le revenu de chaque bénéfice selon ses  
charges : « En suivant cela, on évite tout inconvénient,  
« car ce n'en est point un que les ecclésiastiques, même  
« les évêques, soient pour quelque temps moins à leur  
« aise, ce sera au contraire un avantage que la nécessité  
« les oblige à mener une vie plus ecclésiastique et à ren-  
« dre leur dépense conforme aux canons; ils rempliront  
« par là plus d'un devoir : en donnant à Votre Majesté ce  
« qu'elle a droit d'exiger d'eux dans des temps si diffici-  
« les, ils rentreront dans les sentiments de modestie et de

« frugalité<sup>1</sup> que l'Église leur demande toujours, par le re-  
 « tranchement qu'ils seront contraints de faire de leur  
 « équipage, leurs meubles et leur vaisselle d'argent. » Il  
 sera d'ailleurs difficile aux évêques de prendre trop sur  
 leurs revenus, ayant à soutenir des séminaires, beaucoup  
 d'œuvres, et étant les pères des pauvres qui sont par-  
 tout multipliés<sup>2</sup>. Si le roi persiste à engager le clergé  
 dans la voie des emprunts, il devrait, puisque ceux-ci  
 sont de véritables aliénations, demander au Pape son  
 consentement; il n'y aurait là rien de contraire aux libertés  
 gallicanes; on pourrait, au besoin, faire cette demande en  
 secret, par le nonce ou le cardinal chargé des affaires de  
 France à Rome. En terminant, les deux prélats, qui consi-  
 dèrent leur responsabilité comme engagée parce qu'ils  
 doivent exécuter dans leurs diocèses les décisions de l'as-  
 semblée, supplient le roi de réfléchir, il en est temps en-  
 core; bien que l'assemblée soit terminée, les députés, re-

1. On sait que Noailles se contentait à l'ordinaire de « son bouilli avec deux  
 petites et grossières entrées ». Saint-Simon, *Mém.*, VII, 182.

2. « Il a bien des pauvres, » dit le P. Léonard de l'évêque de Chartres.  
 (Arch. Nat. L, 729.) La charité de Noailles inspira les vers suivants lors de  
 sa nomination à Paris :

Le Pape en bon pasteur discernant ses ouailles  
 Et plaçant avec choix ses bienfaits différents,  
 Vient d'accorder gratis les bulles à Noailles,  
 Qui coûteraient, dit-on, soixante mille francs.  
 Quelque Judas dira : « Ce Pape eût pu mieux faire ».  
 Mais non : lui qui chérit les pauvres comme un père.  
 Sait qu'ils ne perdont rien à ce sage gratis.  
 Pour eux toujours la somme est également bonne.  
 Qu'importe que ce soit le Pape qui leur donne,  
 Ou l'archevêque de Paris ?

(Notes du P. Léonard, Arch. Nat., L, 439.)

tenus à Paris pour un remaniement des rôles d'impôt, pourraient recevoir de nouveaux ordres...

Cette lettre communiquée au roi le mit d'abord « fort en colère<sup>1</sup> » ; mais grâce à M<sup>me</sup> de Maintenon, elle ne nuit pas au crédit de ses auteurs. L'évêque de Châlons, Noailles, qui jusque-là n'avait jamais approché le roi, huit jours après lui avoir écrit sur ce ton, succédait sur le siège de Paris à Harlay, clairement visé dans la lettre ; quant à l'évêque de Chartres, Godet des Marais, on sait qu'il garda toute son influence auprès de M<sup>me</sup> de Maintenon, et tous deux, dans les années suivantes, furent « parmi les prélats alors les plus en faveur<sup>2</sup> » ; mais leur démarche n'eut aucun résultat ; ce moyen de l'emprunt qu'ils dénonçaient comme nuisible et irrégulier<sup>3</sup>, continua à être couramment employé ; le clergé et le roi, ne voyant que leur intérêt immédiat, le trouvaient trop commode<sup>4</sup> pour y renoncer.

L'assemblée de 1695, en même temps que le don de 10 millions, accorda au roi une subvention annuelle de 4 millions, tenant lieu de capitation pour la durée de la

1. Le Roy, *La France et Rome*... p. 19, a cité cette épisode d'après un ouvrage janséniste du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais il ignore le texte du mémoire des deux évêques, qui m'a semblé digne d'être mis en lumière.

2. Saint-Simon, *Mém.*, V, 3.

3. Ils n'étaient pas seuls de leur avis : en 1705, l'évêque de Saint-Pons, à l'assemblée provinciale de Narbonne, déclara qu'il ne pouvait approuver les emprunts de deniers que l'on méditait de faire, parce que cela allait à la ruine du clergé ; mais que, pour assister le roi dans ses besoins, il fallait que chaque évêque y contribuât de ses revenus, en retranchant son train, sa dépense, etc... (Bibl. Nat., ms. fr. 19.212, p. 133).

4. L'emprunt de 1695 réussit très bien : en moins de trois mois le Receveur général eut les 3.500.000 # demandées et le roi dut payer, étant servi plutôt qu'il n'était convenu, une somme de 165.644 # à titre d'escompte au comptant (RA 1700 dans Pv. VI, *Pièces justificatives*, 117).

guerre. L'affaire de la capitation ecclésiastique mérite une étude spéciale : elle va nous montrer comment le clergé, en accordant des subsides assez considérables, savait sauvegarder ses privilèges et ses intérêts, même dans les périodes de crise ; elle nous montrera aussi les incertitudes du pouvoir royal, et les différentes tendances qui, dans les questions de ce genre, se faisaient jour au sein du clergé.

\*  
\* \*

Quand se réunit l'assemblée de 1695 (fin mai), la capitation était établie depuis quatre mois. Cet impôt que les besoins croissants nés de la guerre avaient rendu nécessaire, introduisait en principe une révolution profonde dans le système financier ; aussi n'était-ce pas sans hésitations <sup>1</sup> que Louis XIV s'était décidé à l'établir : « Cet ouvrage », d'après l'aveu du contrôleur général, « a changé de face « dix fois depuis les vues premières que le roi s'en était « formé <sup>2</sup> ». Ces changements, survenus dans les deux mois qui précédèrent l'édit d'établissement, portaient entre autres choses sur la part que les ecclésiastiques devaient porter du nouvel impôt : la question était grave, car si elle était appliquée au clergé comme aux laïques, la capitation bouleversait son administration financière et détruisait son immunité<sup>3</sup>. En octobre 1694, le roi avait décidé d'exempter

1. On sait comment les docteurs de Sorbonne, consultés par le P. La Chaise, dissipèrent les scrupules royaux (Saint-Simon, *Mém.*, II, 116).

2. Cité par de Boislesle dans Saint-Simon, *Mém.*, II, 463.

3. Il y avait avant 1695 des capitations locales, levées par certaines villes pour faire participer tous leurs habitants à des dépenses exceptionnelles d'intérêt commun (*ibid.*, 459) ; mais le clergé s'en était presque toujours préservé, malgré les efforts de Colbert. En 1667, celui-ci fit casser un arrêt dispensant

les ecclésiastiques; on devait seulement les comprendre dans le dénombrement, « afin que Sa Majesté puisse connaître à peu près la portée de la grâce qu'elle leur fait <sup>1</sup> ». En décembre, le roi revint sur sa décision et régla au conseil des finances que les ecclésiastiques seraient compris dans le projet : à cette nouvelle on pensa que l'assemblée du clergé ferait « un présent moindre » au roi <sup>2</sup>. Enfin l'édit du 18 janvier 1695 qui établissait la capitation, décida que le clergé y serait assujetti, mais seulement à partir de l'année 1696 <sup>3</sup>, pour qu'il ne fût pas en même temps chargé

les ecclésiastiques de Bourgogne de contribuer aux fortifications de Beaune, le roi réduisit à 7.200 # leur part que Colbert voulait fixer à 12.000 #. La ville fit des saisies, les agents ne purent obtenir décharge entière. « M. Colbert, » disent-ils dans leur rapport de 1670, « ne voulut jamais nous accorder cet arrêt, afin de remédier à cette imposition par capitation. » En 1682, la ville de Gisors imposa 4.000 # de capitation pour payer ses dettes. Colbert écrivit à l'intendant : « Vous pouvez sans difficulté faire exécuter les rôles ; si le clergé « ne se plaint pas, laissez l'y l'année prochaine ; s'il se plaint, il faudra bien « le décharger, vu qu'il n'y a aucun exemple dans le royaume que les ecclésiastiques aient été imposés par capitation. » (RA 1670, dans Pv. V, *Pièces justificatives*, 90. Clément, *Lettres de Colbert*, IV, 154).

1. Circulaire aux intendants du 31 octobre 1694, citée par de Boislisle, *ibid.*, 460.

2. Dangeau, *Journal*, V, 122 et 124.

3. Voici le passage de l'édit, relatif au clergé : « Nous sommes persuadés « que les ecclésiastiques se soumettront d'autant plus volontiers à cette contribution, qu'outre que l'intérêt de la religion et le zèle qu'ils ont toujours fait « paraître pour notre service les y engagent, leur profession les empêchant de « nous servir dans nos armées où la plupart seraient appelés par leur naissance, ils ne peuvent que par cette voie contribuer en cette occasion à la « défense de l'État, dont ils composent le premier corps ; mais d'autant que « l'assemblée générale du clergé de notre royaume se doit tenir en cette année, « que les témoignages que nous avons toujours reçus du zèle de ce corps « nous font présumer qu'il continuera de nous en donner des marques en « nous accordant par un don gratuit des secours proportionnés aux besoins « de l'État, et qu'il ne serait pas juste qu'il se trouvât en même temps chargé « de contribuer à la capitation, voulons que quant à présent le clergé et les

de la capitation et du don prévu pour 1695 : « ce en quoi, » remarqua la *Gazette d'Amsterdam*<sup>1</sup>, « son zèle n'est pas mis à la même épreuve que celui des États de Languedoc », car le don gratuit de cette province ne la dispensa point du nouvel impôt. Ce sursis d'un an, compromis entre l'assujettissement à la loi commune et l'affranchissement complet, — les deux solutions entre lesquelles le roi avait hésité, — c'était une faveur accordée au clergé pour ménager sa susceptibilité et l'empêcher peut-être de chicaner sur le prochain don gratuit, c'était aussi la porte ouverte aux transactions que pourrait imaginer l'assemblée du clergé pour concilier les immunités de l'Église avec les intérêts de l'État.

La capitation fut en effet un des premiers soucis de l'assemblée de 1695<sup>2</sup>. Le 10 juin, Harlay, qui présidait, déclara le nouvel impôt contraire aux immunités de l'Église : au lieu d'un don gratuit, fixé, réparti et perçu par le clergé, c'est un impôt obligatoire, de montant indéterminé, et qui sera sans doute réparti et perçu par les officiers royaux ; or il n'est pas honorable pour le clergé d'être confondu avec les autres sujets de Sa Majesté ; puis, « si la levée est faite par d'autres officiers que ceux du clergé, il est à craindre que ses droits et ses biens ne soient pas assez ménagés. Voilà pour le principe : quant au fait, il faut voir ce que le clergé est en état d'offrir : on demandera au roi

« membres en dépendant ne soient point compris dans le tarif qui sera arrêté  
« en notre Conseil, dans les rôles qui seront arrêtés par les intendants pour  
« le recouvrement des taxes de la première année. » *Corr. des Contr. gén.*,  
I, p. 566.

1. Citée par de Boislisle dans Saint-Simon, *Mém.*, II, 465.

2. P. VI, 154-170.

de vouloir bien indiquer la somme qu'il désire, comme il l'a fait souvent pour le don gratuit, et le clergé verra s'il peut lui accorder satisfaction. Il faut, en somme, trouver un expédient pour concilier les intérêts de l'État et ceux de l'Église qui sont étroitement confondus; voter un subside « ne sera pour ainsi dire que rendre au roi une partie des sommes immenses qu'il a employées pour la destruction de l'hérésie et pour la gloire de la religion <sup>1</sup> ». L'assemblée, par l'organe de Cosnac, chargea Harlay de s'entendre avec le roi.

Le surlendemain (12 juin), « l'archevêque de Paris vint « de Saint-Germain faire sa cour au roi et travailla longtemps avec Sa Majesté avant qu'elle entrât dans son Conseil, « pour trouver l'expédient d'asseoir la capitation de quatre « millions sur le clergé, car ils n'étaient pas faciles dans « l'exécution <sup>2</sup> ». Le 13, Harlay, revenu de Trianon, rendit compte de ses démarches. Abandonnant l'idée d'appliquer au clergé le nouvel impôt, le roi s'empressait d'agréer le subside offert : comme en 1693, le besoin immédiat l'emportait sur l'application d'un principe. Le clergé fournirait quatre millions par an pendant la durée de la guerre, mais il les répartirait et les percevrait dans les formes ordinaires <sup>3</sup>.

1. Le P. Léonard fait remarquer aussi qu'on publia l'édit de 1695 sur la juridiction ecclésiastique immédiatement avant l'assemblée, « afin que cet édit, « qui est tout en faveur des évêques, les portât à accorder au roi le plus de « gratification qu'ils pourraient ». (Arch. Nat. L, 401).

2. Souches, *Mém.*, IV, 464.

3. « Sa Majesté me parut souhaiter que l'offre lui en fût faite à ces deux « conditions : l'une que l'assemblée en fit la levée de la manière qui lui conviendrait le mieux, sans que les officiers du roi s'en mêlassent, et l'autre « que, pour ne point blesser la délicatesse de l'Église, le clergé se tirât par là « de ce qui s'appelle capitation. » Pv. VI, 157.

Harlay eut ensuite, le même jour, une entrevue avec le contrôleur général pour régler deux questions relatives à la répartition. Il demandait qu'on comprit dans la capitation ecclésiastique ceux qui ne payaient pas les décimes, sans quoi ils subiraient la capitation laïque, et le clergé payant décimes serait trop chargé; puis, qu'on dispensât les ecclésiastiques non bénéficiers. Sur le premier point seulement, il obtint satisfaction; sur le second, Pontchartrain lui répondit d'abord que la taxe des non bénéficiers ne regardait point le clergé, puisqu'ils n'étaient pas taxés comme ecclésiastiques mais comme officiers de robe ou de la maison du roi, ou seigneurs de biens séculiers et de patrimoine exprimés dans le tarif; mais le contrat, en définitive, régla ce point selon les désirs du clergé.

L'assemblée approuva ce qu'avait fait son président et chargea la commission du don de régler les détails. Le rapporteur Cosnac parla le 30 juin. On reconnut la nécessité de se renseigner d'une façon plus exacte sur la valeur des bénéfices; on décida de faire des enquêtes soigneuses qu'une commission poursuivrait après la clôture de l'assemblée; elle taxerait les diocèses quand elle aurait des renseignements suffisants. Par le contrat, signé le 26 juillet <sup>1</sup> en même temps que celui du don gratuit, le clergé accordait au roi, pour tenir lieu de capitation, une « subvention » <sup>2</sup> annuelle de quatre millions à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1696 et pour cesser trois mois après la fin de la guerre.

1. MC, IX, 1073.

2. Le clergé nomma ainsi son subsidé, « n'approuvant pas le terme de capitation », qui semblait contraire à ses immunités et devenait d'ailleurs impropre. Ce nom fut proposé par les ministres et agréé par le clergé comme « plus agréable ». Arch. Nat. G<sup>91</sup> et Dangeau, *Journal*, V, 136.

Tous les ecclésiastiques y furent compris, même ceux qui ne possédaient aucun bien d'Église <sup>1</sup> et les communautés qui jusqu'alors n'avaient pas contribué aux décimes ni aux dons gratuits. Les pensions furent imposées jusqu'à concurrence d'un sixième, et les congruistes purent l'être jusqu'à 10 " par an, en plus des 50 " fixées en 1690 pour le don gratuit. Pour plus d'économie et de rapidité, le receveur général commit, pour recevoir l'argent des diocèses au lieu des receveurs provinciaux, des personnes spéciales avec qui il passa des traités, et l'argent recueilli ainsi dans les généralités fut consommé sur place afin d'éviter les frais du transport à Paris.

La subvention fut régulièrement payée aux deux termes de 1696 et 1697. Le 17 septembre 1697, trois jours avant la paix de Ryswick, le roi déclara qu'on lèverait encore la capitation sur les laïques pendant le premier trimestre de 1698, et il exprima le désir de soumettre le clergé à la même prolongation. « Nous ne fimes pas de nouvelles instances », dirent les agents à l'assemblée de 1700<sup>2</sup>, « parce que vous aviez consenti que le contrat ne serait résolu que trois mois après la publication de la paix ».

1. Ils furent taxés par le clergé pour leurs biens de famille. L'impôt gardait donc en partie le caractère de capitation puisqu'il n'était plus seulement assis sur les biens d'Église. On imposa les « chantres et autres du bas-chœur qui n'ont que des gages », on convertit en taxe par tête la taxe jusque-là globale des chapitres, communautés, et monastères, on se réserva le droit d'imposer « personnellement » les anciens curés qui ayant quitté leur cure pour cause de grand âge ou d'infirmité s'étaient réservés une pension pour vivre. On voit que plusieurs clauses précises du contrat montrent un essai pour se rapprocher des conditions de la capitation laïque.

2. RA 1700, dans Pv. VI, *Pièces justificatives*, 119.

Le clergé fournit donc neuf millions pour la capitation<sup>1</sup>. Dans l'ensemble du royaume, sa part fut d'environ 9 %, mais si l'on tient compte du fait qu'il n'a rien payé en 1695, cette part monte jusqu'à 15 % dans les années où il payait<sup>2</sup>. En renonçant à appliquer la réforme au clergé, le roi avait cependant réussi à obtenir une somme convenable<sup>3</sup>, mais ce ne fut pas sans rencontrer une certaine résistance du côté de Rome et au sein même du clergé.

La capitation fournit à la papauté la seule occasion, à notre connaissance, où elle ait essayé, sous Louis XIV, de se mêler des questions financières débattues entre la royauté et le clergé. Dans les premiers jours de mars, c'est-à-dire entre l'édit d'établissement et l'assemblée du clergé, notre ambassadeur à Rome, le cardinal Forbin-Janson, apprit que dans une congrégation de cardinaux on avait blâmé la capitation, la jugeant contraire aux immunités de l'Église. Il courut d'abord se plaindre au cardinal Spada, puis le 8 mars, il obtint du Pape une audience dont il rendait compte au roi dès le lendemain dans les termes suivants : Le Pape dit « qu'il ne pouvait « qu'approuver ce que le clergé voulait faire pour le « service de Votre Majesté et le bien de son État, que le « bien de la religion le devait obliger de faire tous les

1. Pv. VI, 413.

2. Le produit total de la capitation fut de 80 millions (Bibl. Nat., ms. fr. 11103, p. 128).

3. Le projet de Vauban (*Corr. des Contr. gén.*, I, p. 562) eût été plus avantageux pour le clergé. En payant la capitation au denier 15 (soit 5 millions par an, puisque Vauban, par crainte d'exagération, évalue les revenus de l'Église en France à « 75 millions plutôt plus que moins »), le clergé aurait été exempté de tous autres impôts, décimes et dons gratuits. Or, à cette époque, le clergé payait sûrement plus de 5 millions par an.

« efforts qu'il pourrait, mais qu'il voulait seulement re-  
« présenter à Votre Majesté que cette capitation sur des  
« têtes sacrées (ce sont les termes dont il se servit) pourrait  
« avoir des suites à l'égard des autres princes, et qu'outre  
« cela il se trouvait obligé de faire représenter ces choses  
« à Votre Majesté parce que les ministres des autres princes  
« lui reprochent incessamment que dans les moindres  
« choses que leurs maîtres font dans leurs États, il s'en  
« plaint toujours, sans rien dire de ce qui se fait en France ;  
« qu'après cela Votre Majesté fera ce qu'elle jugera lui  
« être convenable, ne voulant entrer avec elle dans aucun  
« embarras ni discussion sur ce sujet.

« Je lui ai représenté sur cela que lorsqu'il ne s'agit  
« pas de l'aliénation des biens de l'Église, le Saint-Siège  
« ne se doit pas mêler de nos affaires temporelles, que  
« Votre Majesté a ses droits sur la personne des ecclé-  
« siastiques qui sont ses sujets, et sur les biens qu'ils  
« possèdent, qu'elle ne doit rendre compte qu'à Dieu  
« seul de la manière dont elle s'en sert, et qu'elle ne les  
« a jamais employés que pour l'avantage des peuples et  
« les intérêts de la religion, que dans cette occasion le  
« clergé de France n'a sujet que de remercier Votre Ma-  
« jesté d'avoir suspendu l'exécution de cette taxe à leur  
« égard, s'en remettant au zèle qu'ils feront paraître  
« pour le bien de l'État et celui de la religion dans l'as-  
« semblée prochaine.

« Sur quoi le Pape m'a répondu qu'il voyait bien que le  
« clergé ne pourrait pas trop faire pour le secours de Votre  
« Majesté, qu'il était persuadé qu'il s'agit de la défense des  
« autels et de maintenir la puissance de Votre Majesté sans

« laquelle il croit que la religion catholique serait perdue,  
« mais qu'il espérait que Votre Majesté tournerait les choses  
« d'une manière conforme à ce qui a été fait jusqu'ici, sans  
« qu'il paraisse que l'immunité ecclésiastique souffre au-  
« cune atteinte, que pour cela il avait résolu d'envoyer seu-  
« lement un bref de créance à son nonce pour représenter  
« ce détail à Votre Majesté. Je lui répondis que j'étais  
« obligé de lui représenter que s'il avait à écrire un bref,  
« ce ne pourrait être qu'un bref de remerciement, et que  
« Votre Majesté ne pourrait voir qu'avec peine qu'il voulût  
« entrer dans une affaire qui ne le regarde point, et qu'il  
« donnât lieu de dire qu'il n'approuve pas ce que Votre  
« Majesté a fait dans cette occasion; j'ajoutai encore d'au-  
« tres raisons, et le Pape me paraissant ébranlé et disposé  
« à se contenter d'ordonner seulement au nonce de parler  
« à M. de Croissy, je lui répétai que je le priais de con-  
« sidérer que tout ce bruit n'avait nul fondement réel,  
« qu'aucun ecclésiastique n'avait été taxé dans cette ca-  
« pitation, qu'il n'y avait ni plainte ni murmure de per-  
« sonne, et que l'assemblée du clergé devant se tenir au  
« mois de mai prochain, il n'était ni de la prudence ni  
« de la justice de Sa Sainteté d'entrer en aucune manière  
« dans cette affaire.

« Le Pape me répondit qu'il ne voulait donner aucun  
« sujet de chagrin à Votre Majesté et que j'instruisse le  
« cardinal Spada de toutes ces choses, ce que j'ai fait ce  
« matin. Après avoir de nouveau représenté toutes ces  
« raisons à ce cardinal, il me dit que le Pape n'enverrait  
« point de bref, qu'il suffisait que j'informasse Votre Ma-  
« jesté de la peine que Sa Sainteté avait eue là-dessus, et

« que, si le nonce en parlait à M. de Croissy, ce serait  
 « d'une manière qui ne pourrait déplaire à Votre Majesté;  
 « mais je ne sais pas si cela sera exécuté de cette manière.  
 « Je supplie Votre Majesté de me permettre de lui dire  
 « qu'il est bon de ne pas accoutumer cette cour à se  
 « mêler des affaires de France, et j'ai reconnu dans celle-  
 « ci, comme dans celle de la régale, que ces gens ici vou-  
 « laient abuser de la pitié et de la modération de Sa Ma-  
 « jesté<sup>1</sup>. »

Quelques jours après, le contrôleur général écrivait à Rome une lettre destinée à bien établir l'équité du nouvel impôt : celui-ci, disait-il, « ne se prend pas sur les biens  
 « des ecclésiastiques, qui sont exempts, mais sur leurs  
 « personnes, qui ne le sont pas de la fidélité qu'ils doivent  
 « au roi, surtout en un temps aussi pressant que celui-ci.  
 « D'ailleurs, messieurs du clergé, loin d'y être lésés, doi-  
 « vent savoir gré au roi de la manière obligeante dont  
 « Sa Majesté parle d'eux dans sa déclaration<sup>2</sup> ».

Louis XIV répondit bientôt à la lettre de son ambassadeur. Le Pape, disait-il avec surprise, voulait donc entrer, pour la plus grande joie des protestants, dans l'intérêt des ennemis du roi, en l'empêchant d'être secouru par ses sujets? Au nonce, qui s'était déjà plaint avant qu'on eût reçu la lettre de Forbin-Janson, on avait répondu par une

1. Archives des affaires étrangères, *Correspondance de Rome*, t. 371, p. 185. Corroborant les paroles du Pape, l'ambassadeur ajoute au cours de cette lettre : « L'on n'a principalement donné ce conseil au Pape touchant  
 « la capitation que parce qu'il écrivait un bref à l'Empereur sur le neuvième  
 « électorat, croyant adoucir la chose en l'obligeant d'en écrire un en même  
 « temps à Votre Majesté. »

2. Lettre du 28 mars à l'abbé de Noirmoutier, dans Depping, *Corr. administrative*, IV, 177.

fin de non recevoir<sup>1</sup>. Au lieu de céder aux injonctions des Autrichiens, le Pape devrait plutôt reprocher « à ces faux catholiques leur dévouement honteux aux intérêts des hérétiques »; au lieu de causer des retards aux secours attendus, il ferait mieux d'exciter le zèle du clergé. « En un mot », poursuivait le roi, « il ne s'est rien fait dans la capitation qui puisse nuire aux intérêts ecclésiastiques<sup>2</sup> et il n'y a rien dans cette affaire qui puisse donner lieu à la cour de Rome d'y vouloir entrer. »

On voit avec quelle fermeté hautaine l'intervention pontificale était repoussée par le roi et l'ambassadeur; la protestation du Pape prenait d'ailleurs une forme très discrète puisqu'il renonçait à envoyer un bref et se contentait d'une conversation du nonce, « ce qui », disait Forbin-Janson, « ne « peut aboutir à rien<sup>3</sup> ». A la fin d'avril, l'ambassadeur eut encore à intervenir. Le nonce avait écrit à Rome que le clergé de France murmurait, se trouvant surchargé d'impôts. Forbin-Janson affirma au Pape que le clergé était au contraire très empressé à secourir le roi, et Louis XIV félicita son ambassadeur : « Je m'assure que Sa Sainteté sera « pleinement désabusée à présent des fausses impressions « qu'on a voulu lui donner sur ce sujet<sup>4</sup>. » Quelques jours après s'ouvrait l'assemblée du clergé qui régla l'affaire

1. « Le pape ne pouvait s'empêcher » avait dit le nonce, « de donner cette « satisfaction aux ministres autrichiens qui se plaignaient de sa rigueur en « leur endroit et de sa trop grande indulgence envers ma couronne. » (Lettre de Louis XIV à Forbin-Janson, 1<sup>er</sup> avril 1695. *Corr. de Rome*, t. 371, p. 205).

2. En marge : « Il n'y a aucune plainte de la part du clergé, même celui de « Languedoc s'y est porté volontiers et avant même que de savoir ma volonté. »

3. Lettre du 15 mars (*Ibid.*, p. 213).

4. *Ibid.*, Forbin-Janson au roi, du 26 avril, le roi à Forbin-Janson du 19 mai (p. 319 et 327).

sans porter atteinte aux immunités ecclésiastiques : l'intervention de Rome devenait inutile : manœuvre diplomatique conduite avec beaucoup de réserve et, semble-t-il, sans aucun espoir de succès, elle n'eut d'autre résultat qu'une affirmation très nette de la doctrine gallicane en matière de contributions ecclésiastiques.

L'opposition du clergé fut plus sérieuse, sinon plus efficace. A l'assemblée, l'évêque de Saint-Pons, Montgaillard, prononça les mots de « servitude » et de « joug », ce qui contribua à sa disgrâce<sup>1</sup>. Sans doute c'était un homme fougueux, connu pour ses habitudes d'opposant, mais il ne fut pas le seul. L'évêque d'Orléans, Coislin, plus pondéré, se plaignit au roi qui l'estimait et l'honorait beaucoup<sup>2</sup>. Le roi répondit qu'il se serait contenté de deux millions, si l'archevêque de Paris ne lui avait fait entendre que le clergé pouvait donner davantage. Coislin raconta sa démarche à l'assemblée. Malgré ses protestations, Harlay fut regardé comme un traître, et on ne cessa de l'abreuer d'inimitiés qui ne furent pas étrangères à sa mort et au peu de regret qu'on en témoigna<sup>3</sup>. Contée par le P. Léonard et la *Gazette d'Amsterdam*<sup>4</sup>, l'anecdote est confirmée par l'abbé Legendre, secrétaire et protégé de Harlay ; cet abbé, très favorable d'ordinaire à la mémoire de son maître<sup>5</sup>, ne tente

1. Arch. Nat. G<sup>9</sup> 1. Voir sur l'attitude de ce prélat : A. Cans, *L'organisation financière du clergé de France...* p. 55, n. 2.

2. Tous ses contemporains font de lui le plus vif éloge : Saint-Simon, *Mém.*, II, 355; XIII, 250; Souches, *Mém.*, I, 147, 274.

3. Arch. Nat. G<sup>9</sup> 1.

4. Citée par de Boislesle, dans Saint-Simon, *Mém.*, II, 351.

5. Il va jusqu'à tenter, — timidement, il est vrai, — de le disculper sur ses mauvaises mœurs, pourtant notoires.

pas de le justifier sur les accusations portées contre lui en 1695, et ajoute même : « Malheureusement pour lui, cette odieuse prévention ne se vérifia que trop tôt<sup>1</sup>. » Au reste, la chose était si connue, qu'en 1701, Le Tellier dans un mémoire au roi n'hésita pas à la rappeler, en faisant appel au témoignage du chancelier Pontchartrain, qui était contrôleur général en 1695, et en mettant la faiblesse de Harlay sur le compte de sa mauvaise santé<sup>2</sup>.

L'opposition ne portait pas seulement sur la somme consentie au roi, mais sur la manière de l'imposer. Coislin proposait d'épargner les ecclésiastiques pauvres et de faire tomber la capitation sur les gros bénéficiers, lui-même offrait de payer une forte part<sup>3</sup>. Montgaillard offrait aussi les revenus de son évêché. En assujettissant au contraire à la capitation les ecclésiastiques qui jusque-là n'avaient pas payé de décimes, notamment les congruistes, Harlay, malgré la résistance de quelques prélats plus désintéressés, associait au fardeau la partie pauvre du clergé. Certains curés taxés à 30 écus, c'est-à-dire au delà du maximum fixé par le contrat, « se plaignirent hautement sans qu'on y eût beaucoup d'égards<sup>4</sup> ». Un prieur composa même en

1. Legendre, *Mém.*, p. 199.

2. « M<sup>sr</sup> le Chancelier qui était contrôleur général lors de la dernière capitation peut rendre compte au roi de la manière dont la subvention du clergé fut réglée à 4 millions, et il ne disconvient pas que le clergé en aurait été quitte à moins, si la mauvaise santé de feu M. l'Archevêque de Paris lui avait permis de représenter en cette occasion à Sa Majesté le pitoyable état des affaires du clergé comme il aurait dû le faire dans la place qu'il occupait. Cette subvention fut réglée le 13 juin 1695 et M<sup>sr</sup> l'Archevêque de Paris mourut le 6 août suivant. » Bibl. Nat., ms. fr. 20.757, p. 6.

3. Saint-Simon, *Mém.*, II, 351, n. 4 et 356, n. 4.

4. Notes du P. Léonard, Arch. Nat. L 401.

leur nom une « Requête des curés au roi sur la capitation », dont l'épigraphe (*Facit indignatio versum*), et le ton assez amer montrent que longtemps avant la Révolution, certains membres du bas clergé sentaient vivement l'injustice de leur misérable situation<sup>1</sup>. En revanche, la plupart des

1. Cette pièce, que le P. Léonard dit avoir conservée, ne se trouve plus dans ses papiers, mais les *Nouvelles ecclésiastiques* (ms. 23505, p. 180) en ont gardé une copie. En voici quelques extraits :

« ... Grand roi, de ton conseil la sage politique  
 « Nous fit de cent écus la portion modique...  
 « Par quel art au clergé ce droit est-il venu  
 « De décimer encor ce maigre revenu;  
 « Et comment aujourd'hui sur cent écus de rente,  
 « Ose-t-il sans rougir m'en ôter plus de trente?... ».  
 Je comprends, continue l'auteur,

« que ton riche clergé  
 « Au soutien de la guerre est le plus engagé;  
 « Mais il faut que du moins l'équité, la sagesse  
 « Dispense de ses droits la pieuse largesse.  
 « Tandis que le prélat dans la fleur de ses jours  
 « Presse le mol duvet d'un fauteuil de velours,  
 « Et remplissant de loin les devoirs de la crosse  
 « Fait rouler dans Paris son superbe carrosse,  
 « D'avides receveurs et de riches fermiers  
 « Lui offrent tous les jours des écus à milliers.  
 « Pour fournir aux plaisirs où nos abbés s'adonnent  
 « Mille et mille colons de toutes parts moissonnent.  
 « D'un *benedicamus* entonné faiblement,  
 « L'inutile chanoine est payé grassement.  
 « Voilà les forts appuis, les épaules robustes  
 « Sur qui doivent tomber des décimes si justes.  
 « Mais pour s'en garantir ensemble conjurés  
 « Tout tombe sur le dos des malheureux curés.  
 « Pour tout bien on nous laisse, en nous coupant la bourse,  
 « D'un triste *requiem* la honteuse ressource.  
 « Il faut pour nous donner à vivre et des habits  
 « Qu'Esculape ou la fièvre égorge nos brebis,  
 « Et qu'on nous voie hélas! dans une sépulture  
 « Rouler comme corbeaux qui cherchent la pâture.  
 « .... Du temporel la triste inquiétude  
 « Nous arrache aux autels, nous dérobe à l'étude;  
 « Il faut, sur le débat d'un panier de raisins,  
 « Lutter contre un seigneur, chicaner nos voisins,

évêques, selon le P. Léonard, se taxaient à la moindre somme qu'ils pouvaient : on murmura de voir l'archevêque de Reims se taxer à deux mille écus seulement, mais on signala aussi avec éloges l'archevêque de Lyon et l'évêque d'Amiens comme ayant fait la répartition avec beaucoup de justice et d'exactitude, et dégrevé, autant que possible, les petits bénéfices <sup>1</sup>.

En résumé, dans l'affaire de la capitation, le clergé avait réussi à parer le coup qui menaçait ses immunités et à convertir un impôt presque révolutionnaire en une subvention répartie et levée dans les formes usitées pour les dons gratuits, mais il fut mal servi par son chef, Harlay; puis en associant au nouvel impôt les bénéficiers jusqu'alors exempts de décimes, notamment les curés, il accentuait fâcheusement les inégalités de la répartition. Afin d'éviter la capitation, il acceptait un abonnement, avantageux pour

« Disputer corps à corps une gerbe usurpée,  
 « Braver, pour la ravoïr, la pointe de l'épée,  
 « Et quand tout épuisé de peines et de frais,  
 « De mes fruits ramassés je crois jouir en paix,  
 « Bientôt pour m'arracher, un homme à mine austère  
 « Un exploit à la main entre en mon presbytère,  
 « Jusqu'à mon cabinet me réclame soudain.  
 « Le livre à son aspect me tombe de la main;  
 « Sages réflexions et dévotes pensées  
 « De mon esprit alors vous êtes effacées;  
 « Je songe à dégarnir ma cave et mon grenier  
 x Et faire au décimeur jusqu'au dernier denier..  
 « Autant que par le luxe un cœur est amolli,  
 « Autant par la disette il se sent avili..  
 « La pauvreté sur elle attire le mépris  
 « Jette sur nos malheurs un regard favorable,  
 « Grand roi; que derechef ta bonté secourable  
 « Fasse dans le repos que notre unique emploi  
 « Soit de fléchir le ciel pour ton peuple et pour toi.

1. Arch. Nat. L 727, 736, 740.

ses privilèges, mais en somme ruineux pour ses finances, d'abord parce qu'il aurait pu payer moins sans la complaisance de Harlay, ensuite parce qu'il affaiblissait la partie la plus pauvre, la plus nombreuse, et la plus active du clergé, qui n'était pas représentée aux assemblées et ne put que se plaindre et s'aigrir sans résultat.

## CHAPITRE IV

### LES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES; LE DON DE 1700.

Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le clergé avait fourni plus de cinquante millions, soit plus de six millions et demi par an<sup>1</sup>. A cette somme relativement considérable, si l'on songe à ce qu'il avait fourni pendant la première moitié du règne, il faut ajouter celles qu'il a dû verser à diverses reprises pour contribuer à « ce nombre « immense de créations d'offices et d'affaires extraordinaires « auxquelles la nécessité de la guerre engagea<sup>2</sup> ». Nous devons donner quelques exemples de ces affaires extraordinaires, qui, sans produire des sommes importantes, donnaient lieu à mainte tracasserie de la part des traitants, et constituaient une violation des privilèges du clergé parce qu'elles se réglaient sans sa participation<sup>3</sup>.

Plusieurs fois, le clergé dut accepter la création d'offices inutiles dont l'acquisition était obligatoire<sup>4</sup>; en 1691, ce

1. Voir le tableau p. 96.

2. Saint-Simon, *Mém.*, VI, 287.

3. Le Tellier, dans son mémoire de 1700 au roi cité plus bas (p. 50), disait que dans ces affaires on avait « compté pour rien tous les privilèges des ecclésiastiques et les clauses des contrats ».

4. Pour n'avoir pas voulu acquérir de ces offices, l'évêque et les chanoines de Conserans furent saisis en vertu d'une ordonnance de l'intendant de Montauban. Pv. VI, 1216.

furent des offices de greffiers des baptêmes, mariages, et sépultures, puis de greffiers des insinuations ecclésiastiques, et des domaines des gens de main morte, d'économés séquestres, de notaires royaux et apostoliques. Les agents firent des remontrances : les bénéficiers, disaient-ils, étaient exposés à des frais capables de les réduire dans l'impuissance d'acquitter les charges de leurs bénéfices et de payer les décimes et dons gratuits. Pour les greffiers des domaines des gens de mainmorte, ils obtinrent une demi-satisfaction : la taxe ne porterait que sur l'enregistrement des baux passés devant notaire ou sous seing privé; les états des bénéfices afferlés donnés par les fermiers seraient exempts, ainsi que les déclarations des bénéficiers faisant valoir eux-mêmes, pour l'exactitude desquelles le roi s'en remettait à leur conscience. Mais pour les greffiers des insinuations ecclésiastiques, les remontrances restèrent sans résultat, bien que le clergé eût déjà financé plusieurs fois pour des créations de ce genre et que depuis longtemps la plupart des diocèses possédassent ces greffes à titre onéreux<sup>1</sup>. Le clergé de Languedoc traita en bloc pour le rachat de toutes ces charges à 100.000<sup>#</sup><sup>2</sup>; ailleurs on paya sans abonnement, ainsi le diocèse de Châlons versa 22.000<sup>#</sup><sup>3</sup>. En tout l'affaire rapporta au roi 2.200.000<sup>#</sup><sup>4</sup>. Ajoutons que les gages n'étaient pas toujours régulièrement payés aux diocèses acquéreurs d'offices; on s'en plaignit à plusieurs reprises; Noailles obtint du moins en 1704 que les acquisitions de ce genre

1. RA 1695 dans Pv. VI, *Pièces justificatives*, p. 59.

2. *Corr. des Contr. gén.*, I, 1159.

3. Bibl. Nat., ms. fr. 23.209 p. 36.

4. *Ibid.*, ms. fr. 11.103, p.65.

auxquelles le clergé était contraint, fussent exemptes du droit de nouvel acquêt<sup>1</sup>.

Outre les créations d'offices de 1691, il faut signaler deux affaires extraordinaires subies par le clergé pendant cette période :

1° En octobre 1694, une taxe dite des eaux et fontaines fut établie sur les propriétaires qui avaient des eaux dérivées des rivières navigables et autres. Les agents et l'archevêque de Reims eurent beau s'entremettre, il fallut payer. Leurs réclamations eussent été admises « si dans ce temps « les besoins du roi avaient été moins pressants : c'est ce « que Sa Majesté eut la bonté de leur dire<sup>2</sup> ». Le roi tira 2.000.000<sup>fr</sup> de la taxe des eaux<sup>3</sup>.

2°. Deux ans plus tard (novembre 1696) les ecclésiastiques et bourgeois furent obligés de faire enregistrer leurs armoiries moyennant finances et d'en inventer, quand ils n'en avaient pas, pour créer une matière imposable. Cette taxe, à propos de laquelle les tracasseries administratives se multiplièrent, fit beaucoup de mécontents<sup>4</sup>. Le clergé dès le début se plaignit de cette taxe ; elle suivait de trop près les grosses dépenses de 1695 qui avaient pu sembler un

1. RA 1705, p. 48.

2. RA 1700, dans Pv. VI, *Pièces justificatives*, p. 132.

3. Bibl. Nat., ms. fr. 11.103, p. 148.

4. L'affaire des armoiries, dit l'intendant de Franche-Comté, est « celle qui « fait le plus crier, parce qu'il faut faire payer le droit d'enregistrement par « quantité de gens de petite étoffe qui n'ont jamais eu ni pensé à avoir des « armes ». Bourgeois, notaires, médecins, greffiers et procureurs résistaient et ne payaient qu'à force de frais et d'exécutions. « L'affaire des armoiries », dit un autre intendant, « est d'une discussion infinie : en vérité, on est bien « embarrassé entre l'envie de soulager les peuples et l'obligation de faire « obéir aux ordres du roi » (*Corr. des Contr. gén.*, II, 17, 87).

gage de répit<sup>1</sup>. Cette recherche trop ingénieuse comportait des particularités bizarres : ainsi les évêques, abbés et prieurs avaient à faire enregistrer deux sortes d'armoiries : les unes personnelles, les autres pour les actes officiels, d'où deux taxes à payer<sup>2</sup>. En 1699, un archidiacre de Rouen refusa de s'exécuter : l'intendant se plaignit même qu'il avait maltraité publiquement l'huissier et ses recors, et invité les chanoines de Rouen à suivre son exemple; et le fougueux archidiacre fut exilé à Vire pour trois mois<sup>3</sup>. Les curés mêmes étaient obligés de prendre des armoiries, ce qui semblait « hors de raison » à l'évêque de Châlons<sup>4</sup>; on finit cependant par exempter les congruistes; en janvier 1699, l'abbé de Beaufort écrivait à l'évêque de Châlons : « Pour l'affaire des armoiries, après bien des allées et « venues, je vois qu'elle se réduit à décharger les curés à « portion congrue. Les traitants ont avancé 7 millions au « roi, et, quoi qu'on dise, il faut les retrouver... *Dies mali* « *sunt* : il en faut échapper comme on peut<sup>5</sup> ». Malgré les ordres donnés, quelques curés champenois furent encore inquiétés par l'intendant qui se disputa à ce sujet avec l'évêque de Châlons<sup>6</sup>. Enfin, en octobre 1699, on exempta

1. « MM<sup>rs</sup> du clergé se plaignent de ce qu'ayant traité avec le roi l'année « passée 1695 moyennant 10 millions de don gratuit et 4 millions tous les ans « durant la guerre, Sa Majesté leur promit de les exempter de toutes les « nouvelles impositions, et contre ce traité on les taxe pour armoiries. » (Notes du P. Léonard, Arch. Nat. L 401). L'engagement pris dans tous les contrats de ne plus rien demander au clergé n'était, on le voit, qu'une clause de style.

2. *Corr. des Contr. gén.*, I, 1995.

3. *Ibid.*, II, 21.

4. Bibl. Nat., ms. fr. 23.483, p. 105.

5. *Ibid.*, 23.208, p. 22.

6. *Ibid.*, 23.215, p. 214.

les bénéficiers n'ayant pas plus de 200<sup>h</sup> de revenus et les communautés dont les armoiries étaient conformes à celles déjà enregistrées de leurs supérieurs. L'année suivante, la recherche, devenue trop difficile et coûteuse, fut abandonnée après que le roi en eut tiré 7 millions<sup>1</sup>, et sans qu'il parût que l'ordre vint du contrôleur général<sup>2</sup>.

Entre temps avaient couru dans le clergé des bruits plus ou moins fondés, annonçant de nouveaux édits fiscaux. D'après l'évêque de Châlons, il était question, à la fin de 1696, au moment même où venait de paraître l'édit des armoiries, d'une nouvelle taxe sur les eaux : « Nous sommes à bout », écrit-il à son frère; « il nous serait impossible de « payer : ayez la bonté d'agir pour empêcher qu'on ne « fasse sur nous cette nouvelle imposition; vous savez la « voie que vous devez prendre et ce que vous devez dire « sur toutes ces impositions; nos intérêts sont bien entre vos « mains, ces affaires demandent diligence. » Noailles, qui venait déjà d'être sollicité par son frère de façon très pressante à propos des amortissements<sup>3</sup>, répondit qu'il n'aimait pas à parler au ministre et à s'exposer à des refus, qu'il valait mieux négocier avec les fermiers. Le mois suivant (janvier 1697), le bruit court d'une nouvelle taxe sur la vente des bois : « Les traitants », dit l'évêque de Châlons, « sont bien à la mode; » et son frère lui répond : « Il faut bien s'attendre à voir toujours de nouveaux édits, il n'y a que la paix qui les puisse arrêter, et il n'y a que Dieu qui nous la puisse donner »; et une fois la paix signée, Noailles modère encore

1. *Ibid.*, 11, 103, p. 181.

2. *Corr. des Contr. gén.*, II, 122.

3. Ci-dessus p. 8.

les impatiences de son frère : « Il faut que les pertes que la guerre a produites soient réparées avant que de pouvoir empêcher les nouveaux édits<sup>1</sup> » (mars 1698). Les recherches des armoiries et des amortissements ne furent closes qu'après la paix, mais il n'y eut pas, entre 1698 et 1700, de ces nouveaux édits redoutés du clergé.

Cette paix tant désirée durait depuis plus de deux ans quand commença l'assemblée de 1700. Le Tellier, désigné pour la présider, n'en attendit pas l'ouverture pour présenter au roi les doléances du clergé. On était alors, selon le mot de Saint-Simon<sup>2</sup> à propos des affaires d'Espagne, dans une position « jalouse », qui faisait mettre tout en œuvre pour « recouvrer de l'argent et se tenir en bonne « posture et prêts à tout événement ». Craignant qu'on ne demandât à l'Église des sommes considérables, Le Tellier prit les devants. Dans un mémoire présenté au roi à Versailles le 28 février, premier dimanche de carême<sup>3</sup>, il récapitula les sommes fournies par le clergé depuis 1690. En dix ans, le clergé venait de verser près de soixante millions dans les caisses royales : plus du double de ce qu'il avait donné pendant les quarante-sept premières années du règne, de 1643 à 1690<sup>4</sup>. Le roi voulut bien entendre lecture de ce

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23.483, p. 77, 81, 122.

2. *Mém.*, VII, 127.

3. Bibl. Nat., ms fr. 20.756, p. 75 et 88.

4. Voir le tableau p. 96. On verra que dans ce total Le Tellier ne compte pas les rentes sur l'Hôtel de Ville et qu'il évalue à 6 millions le produit des affaires extraordinaires venant du clergé de 1690 à 1700. Ce chiffre est assez vraisemblable, si l'on considère que le produit total en comptant la part des traitants a été d'environ 13 millions, dont 11 pour le roi (7 provenant des armoiries, 2.200.000 des ventes d'offices, 2 de la taxe des eaux). La seconde de

mémoire, et Le Tellier en rédigea le 14 mars une sorte de résumé sous forme de requête au roi. Il faisait remarquer que jusqu'en 1690 les dons étaient moindres dans les petites assemblées que dans les grandes ; or en 1690 (petite assemblée), le don avait été plus fort que jamais, mais en 1700, (petite assemblée également), on pouvait espérer une réduction, d'autant que jusqu'ici, après les traités de paix, « le roi a trouvé bon que les dons gratuits des assemblées « fussent diminués ». La conclusion du mémoire mérite d'être citée : Le Tellier prie le roi de considérer que les petits bénéfices ayant jusqu'ici supporté les plus lourdes charges, « il faudra que les plus gros bénéfices portent « dorénavant les impositions extraordinaires que l'on fera sur le clergé » ; il estime qu'il faut n'avoir recours qu'à l'imposition, « étant hors de toute apparence de raison de « constituer de nouvelles rentes qui sont une véritable « aliénation des biens de l'Église, laquelle est défendue « par les règles canoniques, et qui abîmerait bientôt le « clergé si on continuait d'en faire ». Le clergé espère ressentir dans l'assemblée prochaine « des effets de la justice, de la bonté et de la piété du roi, il connaît parfaitement que c'est son unique ressource ».

Dans sa harangue au roi<sup>1</sup>, le 11 juin, le Tellier fit encore allusion aux subsides fournis par le clergé dans la dernière guerre : « Les personnes instruites et équitables, « s'il y en a, sur le fait de nos biens temporels, nous rendront ce témoignage, pour user des paroles de saint Paul,

ces affaires ne concernait que le clergé : les deux autres s'appliquaient aussi aux laïques.

1. Pv. VI, 363.

« que le clergé a donné de bon cœur au delà de ce qu'il « pouvait. » A l'assemblée, les commissaires royaux, par l'organe de Pomereu, vinrent rappeler que, grâce à la paix, la France épuisée allait enfin pouvoir se rétablir, mais que le roi avait besoin d'argent « en attendant la « consommation de ce parfait bonheur qui s'approche de « jour en jour »; il ne prétendait pas d'ailleurs engager le clergé par honneur à suivre exactement les exemples des deux dernières assemblées. Le Tellier dans sa réponse, reprit la substance de ses requêtes au roi; il cita les mêmes chiffres et s'écria, rappelant les 24.400.000<sup>#</sup> données à l'État pendant les 47 premières années du règne : « Quelle proportion de cette somme à celle de « 59 millions et plus que Sa Majesté a tirés du clergé en « moins de dix ans! » Il exprima l'espoir que désormais le roi ne permettrait plus que les ecclésiastiques fussent compris comme des taillables dans les rôles des affaires extraordinaires, ni qu'on parlât dorénavant des clauses les plus expresses des contrats « comme si elles n'étaient que de style ». « Sa Majesté », ajouta-t-il, « est trop juste « pour vouloir que notre soumission aveugle dans ces « temps malheureux soit tirée dorénavant à conséquence « contre nous et fasse ainsi une brèche irréparable à nos « privilèges. » Partageant les espérances exprimées par son président, le clergé accorda 3 millions et demi, don relativement modéré, analogue à ceux des années de paix 1680 et 1685; aussi n'éprouva-t-il pas le besoin de recourir à l'emprunt, ni de taxer ses officiers; l'imposition suffit<sup>1</sup>.

1. Contrat de 1700, dans MC IX, 868.

## DEUXIÈME PARTIE

### LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### NOUVELLE RECHERCHE DES AMORTISSEMENTS ; LA SECONDE CAPITATION (1700-1701).

La guerre de Succession d'Espagne, comme celle de la Ligue d'Augsbourg, débuta pour le clergé par une recherche des amortissements ordonnée en mars 1700, avant l'assemblée, qui n'eut pas à s'en occuper. Au système des recouvrements espacés qui permettait aux ecclésiastiques de « brouiller les époques », c'est-à-dire de faire passer pour anciennes des acquisitions récentes<sup>1</sup>, le contrôle général substitua la perception régulière et continue. Jusqu'alors les ecclésiastiques, tant qu'ils n'avaient pas payé l'amortissement, étaient sujets au droit de *nouvel acquêt*<sup>2</sup>, se montant pour chaque année de jouissance à un ving-

1. « Aussitôt que les communautés religieuses ou autres ecclésiastiques « sont en possession de quelques fonds, ils travaillent à les confondre avec « les anciens pour jouir des mêmes avantages. » (Lettre de l'intendant de Franche-Comté dans la *Corr. des Contr. gén.*, II, 1225).

2. On confondait souvent ce droit avec celui de *franc fief* parce qu'en

tième du revenu des nouvelles acquisitions; ce droit qui avait fait l'objet d'une recherche en 1673 <sup>1</sup>, ne s'exerça plus au xviii<sup>e</sup> siècle que pour les bénéfices dont les gens de main-morte avaient seulement l'usufruit. Pour cette nouvelle période comme pour la précédente, il y eut des adoucissements; on exempta :

1° Les sommes données ou léguées à l'Église à charge de prières, obits, anniversaires, et messes quotidiennes, pour être consacrées à l'entretien des édifices religieux, et celles pour lesquelles le bienfaiteur ne stipulait pas de destination (juillet 1702);

2° Les donations en faveur de certaines œuvres (bouillons des pauvres<sup>2</sup>, écoles de charité des paroisses) (février 1710);

3° Les maisons acquises par les communautés pour l'agrandissement des églises, le service de la sacristie ou l'habitation des maisons religieuses (décembre 1714).

La recherche ordonnée en 1700 porta sur la période 1689-1699 où le clergé, assez chargé d'impôts, avait fait peu d'acquisitions; les lettres d'amortissement général

général le même traitant était chargé de les recouvrer. Le droit de franc fief sur les ecclésiastiques roturiers possédant des biens nobles en patrimoine évitait « qu'un roturier sous prétexte d'un bénéfice ou de l'ordre de « prétrise soit en droit de posséder tous les fiefs de son canton, prêter son « nom à qui bon lui semble, pour frustrer le roi par ce moyen indirect du « service personnel qui lui est dû par le possesseur noble d'un fief ou du « secours en argent que le roturier doit ». Il y eut des recherches de franc fief en 1672 et 1692, voir Pv. IV, 543, 727 et les arrêts dans la *Coll. Ron-donneau*, Arch. Nat., AD IX, 75.

1. Ainsi un bien acquis en 1653 a dû payer en 1673 une somme équivalente à un an de revenu; puis, en 1689, l'amortissement variant entre un tiers et un sixième du prix d'achat.

2. Les hôpitaux étaient, exempts pourvu qu'ils fussent érigés en titre par Lettres Patentes et reçussent des malades de toute provenance.

accordées en mars 1701 constatent que « le traitant a eu recette si modique qu'il n'a pu soutenir son bail ». Cependant l'affaire rapporta 4 millions, c'est-à-dire autant en proportion que la recherche de 1689; sans doute la recherche était plus fructueuse parce qu'elle portait sur un nombre moindre d'années, et le malheur des temps devait la rendre plus sévère<sup>1</sup>. Le traitant put encore donner 2 millions au roi en 1704 pour les années 1700-1704; la proportion était encore plus forte, mais en 1708 on ne retira de l'amortissement et des francs fiefs<sup>2</sup> que 720.000".

Les rentes constituées par dons et legs au profit des gens de mainmorte avaient été exemptées dans les recherches de 1689 et de 1700, mais une déclaration de 1704 les y assujettit, en constatant que de plus en plus le clergé préférait les rentes aux immeubles. Le droit fut fixé à un sixième du capital; on n'exempta en 1705 sur demande de l'assemblée que les rentes constituées par les ecclésiastiques avec leur épargne sur la caisse générale du clergé ou les caisses diocésaines, et celles qu'ils constitueraient à l'avenir pour trouver les fonds des dons gratuits et racheter les offices créés dans les diocèses. La recherche de ces rentes pour laquelle on remonta jusqu'à l'année 1600, traîna en longueur et ne fut guère productive. Il fallut bientôt modérer la taxe à deux ans de revenu (1706);

1. L'évêque de Châlons se plaint à son frère que les commis « passent souvent leurs ordres » (juillet 1701). L'archevêque promet d'en parler « très fortement », et ajoute : « On s'alarme un peu trop dans les diocèses quand « on voit des demandes contraires aux édits; il faut s'y opposer par les voies « de droit et ne point se laisser intimider par les menaces de ces commis ». Bibl. Nat., ms. fr. 23215, p. 228.

2. Bibl. Nat., ms. fr. 11.103, p. 297 et 445; 11.107, p. 42.

et le contrôleur général en annonçant cette réduction à l'intendant de Champagne écrivait : « Je crains fort, « quelques soins que nous nous donnions, qu'il ne soit « presque impossible de regagner le temps que nous ont « fait perdre jusqu'à présent les expédients pleins de dou- « ceur que l'on a bien voulu prendre avec toutes les com- « munautés <sup>1</sup>. » De son côté Noailles s'employait : « J'ai parlé de mon mieux, écrivait-il à son frère, « pour toutes « nos communautés sur le droit d'amortissement et pro- « posé de nouveaux expédients; j'espère qu'on traitera « doucement les plus pauvres, mais il n'y en aura pas « beaucoup de cette espèce pour le traitant ni peut-être « pour le ministre; le temps est si fâcheux qu'il faut « recourir à Dieu plus que jamais <sup>2</sup> ». En Provence, Cosnac fit réduire de moitié la taxe des communautés de femmes, qui n'étaient pas riches <sup>3</sup>. Les couvents du diocèse de Châlons se mirent en retard, ils conclurent en 1708 un abonnement de 20.000 # dont ils n'avaient pas encore payé la moitié trois ans après <sup>4</sup>. Cette levée qui s'éternisait ne rapporta au roi que 1.100.000 #, soit au total pour les droits d'amortissement, nouveaux acquêts et francs-fiefs, à partir de 1700, un peu plus de 7 millions <sup>5</sup>.

1. Bibl. Nat., ms. fr. 20.709, p. 126.

2. *Ibid.*, 23.215, p. 348.

3. *Mém.* de Cosnac, II, 346. A Grenoble, le Camus se plaignait vivement (déc. 1704) : « La déclaration allait à la ruine des maisons religieuses et particulièrement de celles de filles..., on ne pouvait pas agir de la sorte sans « l'autorité de l'Eglise et du Pape; il y avait à craindre dans ces temps fâ- « cheux que cela ne fit un méchant effet dans la province. » (Notes du P. Léonard, Bibl. Nat., ms. fr. 19.212, p. 122).

4. Bibl. Nat., ms. fr. 23.209, p. 118.

5. Bibl. Nat., ms. fr. 111.03, p. 297 et 445; 11107, p. 5 et 92. Cette somme a

\*  
\* \*

Le premier terme du don gratuit de 1700 était à peine payé et la recherche des amortissements venait de commencer quand éclata la guerre de Succession d'Espagne. Alors s'ouvrit, pour le clergé comme pour tous les sujets du roi, une seconde période de détresse financière qui renouvela en les aggravant, après un trop court intervalle de paix, les misères de l'époque précédente et porta à son maximum la fiscalité royale.

Le 12 mars 1701, peu avant l'ouverture des hostilités, parut l'édit rétablissant la capitation. Cette fois, plus d'hésitation au sujet du clergé, comme en 1695 : l'édit l'exemptait en exprimant l'espoir d'un secours équivalent, comme la subvention accordée pendant la dernière guerre<sup>1</sup>. Ce secours devait être volontaire; il fallait donc pour en régler la forme et les moyens une assemblée extraordinaire du clergé. Cette assemblée dont on annonçait la réunion à la cour dès le 2 avril<sup>2</sup> fut de courte durée (du 15 juin au 20 juillet). Noailles la présida. Un mois avant l'ouverture, Le Tellier, comme en 1700, remit au roi un mémoire<sup>3</sup> destiné à être fournie presque entièrement par le clergé, mais les laïques contribuaient aux francs fiefs.

1. « Voulons qu'aucun de nos sujets... ne soit exempt de la capitation, à « la réserve du clergé et des ecclésiastiques séculiers et réguliers que nous « en avons exceptés, ne doutant point que ce corps qui compose le premier « ordre de notre royaume, ne se porte de lui-même à nous témoigner son « zèle dans cette conjoncture en nous accordant des secours volontaires proportionnés à ses facultés et aux besoins de l'État, ainsi qu'il a fait pendant « la dernière guerre. » (*Corr. des Contr. gén.*, II, p. 505.)

2. Sourches, *Mém.*, VII, 43.

3. Ce mémoire annoté de la main de Le Tellier et conservé dans ses papiers (Bibl. Nat., ms. fr. 20.756, p. 6), servit sans doute à établir ceux que Noailles et

tiné à atténuer les exigences probables du Trésor. Ce mémoire visait surtout à prouver que le clergé ne pourrait pas donner cette fois 4 millions par an, comme il l'avait fait pour la première capitation. « Toutes les taxes  
« extraordinaires tombent presque, présentement, sur les  
« gros bénéfices, car les petits sont comme anéantis par  
« l'augmentation des décimes ordinaires, et s'il fallait leur  
« faire porter leur part d'une subvention annuelle de 4 mil-  
« lions, leurs titulaires deviendraient insolvables et le ser-  
« vice manquerait dans la plus grande partie des petits  
« chapitres. » Dans la première capitation, affirme Le Tellier, le clergé était plus chargé que les laïques; si donc dans la seconde les laïques vont payer plus que dans la première, ce n'est pas une raison pour augmenter la subvention du clergé; il faut même la diminuer, car les ecclésiastiques ont de lourdes charges, portions congrues augmentées en 1686, décimes ordinaires accrues par les emprunts, sans compter les trois termes qui restent du don de 1700, et ce qui est nécessaire pour les aumônes et les réparations des églises; ils ne peuvent pas, comme les laïques, emprunter sur le fonds de leurs bénéfices : bref il leur est « absolument impossible » de payer 4 millions par an. Le mémoire se termine sur le vœu que le roi diminue la somme qu'il veut demander à l'assemblée, et que, sur cette somme diminuée, il fasse une réduction jusqu'au début de 1703<sup>1</sup>.

Le Tellier remirent au roi un peu plus tard et dont il est question dans le procès-verbal de l'assemblée (Pv. VI, 632).

1. A ce mémoire, Le Tellier a ajouté de sa main quelques notes datées du 5 juin 1701 :

Le roi ayant pris connaissance des mémoires qu'on lui présentait persista à demander 4 millions par an pour la durée de la guerre : en 1701 seulement il se contenterait de 1.500.000<sup>#</sup> payables en octobre, puisque l'on devait encore la plus grande partie du don de 1700. Son premier commissaire, Pomereu, fit à l'assemblée « un discours très « éloquent, mais il n'avait pas besoin de toute son élo-  
« quence pour persuader les députés du clergé<sup>1</sup> ». Noailles déclara que le clergé ne pouvait donner moins que pendant la dernière guerre, et dès le 20 juin la capitation fut accordée à l'unanimité<sup>2</sup> telle que le roi la demandait<sup>3</sup>. Le même jour il remercia l'assemblée de son empressement<sup>4</sup> et le 11 juillet le contrat<sup>5</sup> fut signé. Les clauses n'en étaient pas tout à fait conformes aux demandes du clergé : celui-ci dut payer les frais de la levée (50.000<sup>#</sup> par an), qu'il avait espéré mettre à la charge du roi ; il ne put imposer les pensionnai-

« Donner tout ce qui sera possible.

« Rien par aliénation ; on n'en peut demander ni en consentir ; cela serait même contre le service de l'Etat.

« M<sup>r</sup> le Chancelier conviendra qu'il en aurait quitté le clergé à beaucoup « moins, si feu M<sup>r</sup> l'archevêque de Paris ne s'était pas conduit comme on le « sait.

« L'assemblée à Paris ; il suffit qu'elle soit d'un député de chaque ordre « (par province) ; songer à la bien composer. »

1. Sourches, *Mém.*, VII, 82.

2. Notes du P. Léonard, Arch. Nat. G<sup>91</sup>.

3. Le bruit courut que de Cosnac, voulant jouer le même rôle qu'Harlay en 1695, avait conseillé aux ministres de demander 6 millions par an, « ce qui ferait voir qu'il a toujours été brouillon et qu'il a sacrifié les intérêts de l'Eglise aux siens. » (*Ibid.*)

4. « J'ai vu avec plaisir la manière dont l'assemblée s'est conduite et la diligence avec laquelle elle a fait ce que je désire. » Ce court billet fut jugé « si honorable à la Compagnie » qu'elle l'inséra dans son procès-verbal.

5. MC IX, 1104.

res que jusqu'à un sixième de leurs pensions et non jusqu'au quart comme il le désirait, et il ne put obtenir que ses officiers et domestiques fussent inscrits sur les rôles de la « subvention » au lieu de l'être sur ceux de la capitation laïque<sup>1</sup>.

Le clergé obtint donc en 1701 le privilège de renouveler son abonnement au même tarif qu'en 1695, alors que les laïques voyaient leur part augmentée d'un tiers d'abord, puis en 1705 d'un dixième en sus. A ce taux le clergé eût payé chaque année 5.800.000<sup>fr</sup>, à peu près ce que Cosnac, disait-on, avait conseillé aux ministres de demander. Dans cette seconde capitation, qui produisit année moyenne 30 millions, la part du clergé fut de près de 12 %, alors qu'elle avait été de 15 % dans la première ; si elle ne fut pas plus faible encore, malgré l'augmentation imposée aux laïques, c'est que le rendement pour les laïques resta au-dessous des prévisions<sup>2</sup>.

1. Le clergé obtint en 1702 quelques arrêts destinés à faciliter la perception sur les clercs mineurs placés sous l'autorité de leurs parents ou tuteurs, et sur les aumôniers, chapelains, et précepteurs ; pour ceux-ci la capitation était retenue sur leurs gages, les propriétaires étaient responsables s'ils laissaient déménager un ecclésiastique avant le paiement de la taxe. Les bénéficiers astreints à résidence et demeurant ailleurs sans nécessité, purent être taxés doublement, au domicile et à la résidence (RA 1705, p. 35).

2. Il aurait pu dépasser 35 millions, au taux de la première capitation ; la part du clergé n'aurait alors été que de 10 %.

*Note sur la seconde capitation.*

La répartition de la seconde capitation fut encore plus mauvaise que celle de la première. A la fin de 1701, Boisguillebert écrivait au contrôleur général que, dans sa généralité, les fermiers des gens de condition payaient une taille dérisoire et ajoutait : « Pour la capitation, je trouve le même mé-  
« compte, comme vous verrez, M<sup>sr</sup>, par les mémoires de la laïque, et huit  
« jours après vous aurez celle des ecclésiastiques qui vous surprendra encore

« plus que tout le reste. » Autre texte : « J'ai vu ce matin M<sup>r</sup> de Chamillart qui conjointement avec M<sup>r</sup> de Pontchartrain, se déchaîne contre vos répartitions de don gratuit et de capitation ; ils disent qu'il n'y a ni ordre ni équité dans ce que font les évêques qui ne songent qu'à se soulager eux, et leur chapitre. » (Lettre de M<sup>me</sup> de Maintenon à Noailles, du 29 mai 1701 ; Recueil Lavallée, IV, 427.) On remarquera qu'à cette date l'assemblée générale n'avait pas encore commencé. Plus tard, vers 1705 et 1706, on parla souvent d'évêques qui ne payaient pas leur capitation ou faisaient des profits illicites sur les sommes versées dans leurs diocèses. Il y eut des plaintes de ce genre dans les diocèses d'Évreux, du Mans et de Toulouse ; à l'assemblée provinciale de Paris en 1705, l'évêque de Chartres s'en fit l'écho et Noailles « appuya fort » ses assertions (*Corr. des contr. gén.*, II, p. 527 ; papiers du P. Léonard, Arch. Nat. L 730, 737, 745 ; Bibl. Nat. ms. fr. 19.209, p. 141 ; 19.222, p. 149 et 152).

## CHAPITRE II

### L'AFFAIRE DU HUITIÈME DENIER; LE DON DE 1705.

La seconde capitation permit au roi d'attendre le don de 1705 sans demander autre chose au clergé qu'une concession faite en 1702<sup>1</sup> et qui motiva la réunion d'une nouvelle assemblée extraordinaire.

On sait que de temps en temps le roi percevait sur les possesseurs des biens ecclésiastiques aliénés la taxe du *huitième denier*, moyennant quoi il les confirmait dans leur possession pour une durée de trente ans; et le clergé obtenait alors du roi, en échange de cette renonciation temporaire à recouvrer ses biens, une indemnité qui entrait en ligne de compte pour le don gratuit. C'est ainsi qu'en 1641, puis en 1675<sup>2</sup>, le clergé obtint 600.000'', puis

1. Outre quelques affaires extraordinaires en 1703 et 1704 dont il sera question plus loin (p. 84).

2. Les rôles de la taxe imposée en 1675 sont dans les cartons 110 et suivants de la série Q<sup>3</sup> aux Arch. Nat., ils sont rangés par diocèses et énumèrent les taxes, les bénéfices et les détenteurs; ils ont été faits au conseil royal des finances et sont signés du roi et de Colbert. Ils sont résumés dans un énorme in-folio (Arch. Nat., KK 941) : « Rôle du huitième denier des biens « ecclésiastiques aliénés, perçu de novembre 1675 à juin 1679. » Le tome 189 des *Mémoires de Colbert* donne la liste des biens possédés dans 32 diocèses par baux emphytéotiques (dépassant 30 ans); les détenteurs en 1677 et 1678 avaient dû payer un an de leur revenu pour obtenir une prolongation de jouissance de 5 ans.

400.000 <sup>#</sup> qui formèrent une partie des dons alors accordés.

En 1702, le nouveau terme de trente ans assigné par le contrat de 1675 à la jouissance paisible des détenteurs n'était pas encore écoulé; mais le roi, à court d'argent, ne pouvait attendre 1705 et il écouta les avis des traitants. Ceux-ci proposaient de taxer une dernière fois les détenteurs et de leur accorder en échange un droit de propriété définitif. Mais le roi ne pouvant contraindre le clergé à cette renonciation, devait l'assembler pour lui demander son consentement. Dès le 18 février Noailles annonçait à son frère: « Nous allons avoir une assemblée pour le huitième denier, mais fort courte et aux dépens du roi <sup>1</sup> »; et le 8 mars on en parlait à la cour <sup>2</sup>. La lettre de convocation <sup>3</sup> disait, sans préciser autrement, que le roi voulait prendre l'avis du clergé sur certaines propositions des traitants: Noailles rassura son frère inquiet: « Ce n'est point par finesse », lui écrivit-il le 7 avril, mais par prudence, qu'on n'a pas mis dans la lettre du roi de quelles affaires on traitera; tout le monde le sait, et sûrement on n'y en proposera pas d'autre; ainsi les députés peuvent l'examiner par avance et ces assemblées extraordinaires sont sans conséquence <sup>4</sup> ». De fait l'assemblée, présidée par Noailles, ne s'occupa que du huitième denier. Le clergé comprit vite que la reprise de ses biens aurait été pour lui très onéreuse, car il aurait dû rembourser, en sus du prix de vente, le montant des deux taxes perçues en

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23215, p. 245.

2. Sourches, *Mém.*, VII, 227.

3. Procès-verbal de l'assemblée de 1702, dans Pv. VI, 614-710.

4. Bibl. Nat., ms. fr. 23.215, p. 247.

1641 et en 1675 (soit un quart de ce prix), et la valeur des améliorations faites par les détenteurs. Et ce rachat désavantageux aurait troublé beaucoup de gens qui, possédant ces biens depuis longtemps, avaient intérêt, au prix d'une nouvelle et dernière « finance », à donner à leur occupation un caractère définitif. L'opération eût été ruineuse pour le clergé, et gênante pour les détenteurs. L'assemblée s'en rendit compte : elle renonça définitivement au rachat, et permit ainsi au roi de faire une « affaire extraordinaire » sur les détenteurs; vu la misère des temps et les besoins de l'État, elle ne demanda aucune indemnité et se borna à « supplier Sa Majesté de remettre « à un autre temps à donner au clergé de nouvelles marques de sa bonté, et de récompenser son désintéressement ». « Je trouve », écrivit le 16 juin l'archevêque d'Albi à celui de Paris, « qu'on ne pouvait mieux faire « pour le roi, pour les particuliers et pour le clergé « même, dans les circonstances présentes, que de céder « à Sa Majesté le droit de rentrer dans les biens ecclésiastiques aliénés pour cause de subvention. Car outre « que le clergé ne sera jamais en état ni par conséquent « en volonté d'y rentrer, Votre Éminence dit une raison « sans réplique sur cela, qui est qu'il est temps de laisser en repos les familles<sup>1</sup> qui jouissent de ces biens depuis si longtemps et que le nom du clergé ne serve plus « à les tourmenter comme par le passé<sup>2</sup>. » Tous les députés

1. C'est pour cette raison que les juges laïques regardaient ces rachats faits par le clergé comme contraires à la sûreté des acquisitions et à la paix des familles. (Fleury, *Institution...* II, 249.)

2. Bibl. Nat., ms. fr. 23225, p. 186.

étaient dans les mêmes sentiments, et les propositions du roi furent reçues « d'un consentement unanime <sup>1</sup> ».

D'après le contrat signé le 2 juillet<sup>2</sup>, les détenteurs durent payer non le huitième, mais le sixième denier<sup>3</sup>. Les ecclésiastiques purent payer la taxe par préférence (pour eux on la réduisait au huitième) et racheter les biens avant le 31 octobre 1705 (terme fixé en 1675), à condition de payer aux détenteurs les revenus à échoir jusqu'à ce terme. Ils purent emprunter pour faire ces rachats à condition de ne pas hypothéquer d'autres biens d'Église; s'ils avaient commencé une action pour le rachat, ils eurent six mois pour la terminer sans avoir à payer la taxe; ils purent aussi rentrer en possession des biens à bail emphytéotique, en payant deux ans des revenus. Un certain

1. Notes du P. Léonard, Arch. Nat., G<sup>9</sup> 1. Il y eut cependant un opposant, l'évêque d'Alet, Taffoureau. Il protesta pour le principe; car, fait remarquer le P. Léonard, « les précédents renoncements n'étaient que pour un temps, « celui-ci, à perpétuité, est une véritable aliénation, et de plus sans le Pape, « ce dont on n'a pas d'exemple en France ». Taffoureau ajouta : « Il faut assis-  
« ter le roi, il est juste; mais faisons-le par des moyens qui soient dignes  
« de nous et qui peuvent rapporter de plus grosses sommes à Sa Majesté en  
« donnant tous les ans la moitié des revenus de nos bénéfices, ce qui se peut  
« faire facilement en retranchant nos dépenses. Je suis prêt à donner non  
« seulement 6.000 livres, même d'aller jusqu'à 10, en me conservant seulement  
« 2.000 livres, pour vivre dans mon séminaire où je me retirerai; et par là nous  
« soulagerons l'État et les peuples qui sont pour la plus grande partie dans  
« la misère et les délivrerons des nouvelles vexations des gens d'affaires... ».  
« Cette louable et pieuse remontrance, » dit le P. Léonard, « n'a pas été écoutée;  
« au contraire MM. de l'assemblée firent ce qu'ils purent afin qu'elle ne vint  
« point à la connaissance du public. » L'incident est également rapporté par  
l'abbé Dorsanne, député à l'assemblée, dans une lettre à l'évêque de Châlons  
(Bibl. Nat., ms. fr. 23208, p. 113).

2. MC. IX, 1510.

3. Ils payèrent de la sorte pour un bien acquis avant 1641 trois taxes (1641, 1675, 1702), équivalant à plus de 40 % de la valeur de ce bien.

nombre d'ecclésiastiques, usant de ces avantages<sup>1</sup>, rachetèrent des biens; plus tard on leur réclama l'amortissement, comme s'il s'agissait de nouvelles acquisitions, et ils durent le payer malgré l'intervention des agents<sup>2</sup>.

\*  
\* \*

L'argent tiré par le roi du sixième denier lui permit d'attendre l'assemblée de 1705. A cette assemblée il avait d'abord l'intention de demander un subside sans fixer de chiffre, ainsi qu'il l'avait fait de 1670 à 1690, puis en 1700, mais quelques évêques s'y opposèrent, « disant que ce « procédé ferait gronder les provinces qui ne manqueraient pas de dire que l'assemblée avait accordé plus « que le roi ne lui avait demandé. Sur quoi on conclut « qu'on suivrait l'usage ordinaire » ». On évita ainsi les soupçons des provinces sur l'excessive complaisance de quelques députés<sup>4</sup>. Le roi consentit donc à préciser sa demande et les six millions qu'il désirait lui furent accordés<sup>3</sup>.

1. Un personnage bien appuyé pouvait enlever au clergé son droit de préférence pour le paiement de la taxe. En 1705, les agents se plaignent que M. de Bonneval, mestre de camp d'un régiment de cavalerie, ait obtenu des lettres d'Etat annulant à son profit le droit de préférence du clergé (RA 1705, p. 45).

2. RA 1710, p. 151.

3. Pap. du P. Léonard. Arch. Nat., G<sup>9</sup> 1.

4. On a vu plus haut (p. 40 et 59, n. 3) la conduite de Harlay en 1695 et les soupçons dont Cosnac fut l'objet en 1701.

5. Les commissaires, par une délicate attention, dirent que si le roi fixait un chiffre, c'était de crainte que le zèle du clergé « ne le portât, non au delà des besoins de l'État, mais de ses forces et son pouvoir ». Le clergé, comme d'habitude, représenta sa détresse, et, faisant allusion à l'amortissement sur les rentes des communautés décidé en 1704 (ci-dessus, p. 55), montra les religieuses « obligées de quitter leurs couvents pour disputer leur

Ce ne fut pas sans peine que la commission des moyens trouva les ressources nécessaires; une note émanant du rapporteur, l'archevêque de Rouen, montre les difficultés de la situation<sup>1</sup> : « Savoir combien on peut faire prendre  
 « d'augmentation de gages aux officiers du clergé : il faut  
 « examiner ce qu'on peut leur demander avec justice.  
 « Faire un calcul exact de l'augmentation des décimes  
 « ordinaires depuis 1690 pour faire encore plus sentir  
 « dans le rapport la nécessité d'acquitter le fond des  
 « emprunts qu'on va faire. Il faudra voir combien rapporte  
 « la conversion du denier 16 au denier 20<sup>2</sup>, ce qui revient  
 « du fonds des rentes amorties<sup>3</sup> ». Puis on cherche à faire flèche de tout bois : le clergé pourrait aliéner ses droits de chasse et de justice, et les droits honorifiques tels que titres, places dans le chœur, prières nominales, etc.,  
 « à condition que cela tourne au profit du corps du clergé  
 « et non des seuls bénéficiers qui jouissent de ces droits, de même que dans l'affaire des bois<sup>4</sup> » ; mais sur les droits honorifiques une note ajoute : « On ne croit pas que le

pain avec les traitants, et tombant dans une pauvreté forcée beaucoup plus dure pour ce monde et moins méritoire pour l'autre ».

1. Bibl. Nat., *Mél. Colbert*, III, 281, 300.

2. Les rentes au denier 16, créées en 1695, furent converties au denier 18 en 1697 ; et l'année suivante, toutes les rentes créées en 1690, 1693 et 1695 furent converties au denier 20. Ces conversions produisirent un revenant bon de près de 100.000 livres. Mais la conversion de 1700 pour réduire au denier 20 les gages des officiers (augmentés aux deniers 14, 16 et 18 en 1675, 1690, 1693 et 1695) et dont on attendait 80.000 livres, n'eut pas le même succès. Après 1700, les charges nouvelles s'accumulent et empêchent le clergé de dégager l'arriéré, les diocèses employent leurs revenants bons à acquitter non leurs dettes, mais leurs charges courantes. (RA 1700, p. 117, et 1705, p. 4.)

3. Voir A. Cans, *L'organisation financière du clergé de France*, p. 162.

4. Ci-dessus, p. 21.

« clergé en puisse rien tirer si on n'y joint des droits  
« utiles ». On pensa également à taxer séparément la riche  
congrégation de S. Maur, à établir une tontine (deux  
moyens déjà rejetés en 1665<sup>1</sup>), à créer trois charges de  
receveur général du clergé, ainsi que des offices de rece-  
veur et contrôleur des dons gratuits (les officiers existants  
ne percevant que les décimes). Toutes ces propositions  
furent écartées et l'on se contenta d'emprunter 4.200.000<sup>2</sup>,  
et de lever 1 million sur les bénéficiers et 800.000<sup>2</sup> sur  
les officiers, ce qui fit les six millions promis<sup>2</sup>.

1. Pv. IV, 895.

2. Contrat de 1705 dans MC IX, 904.

### CHAPITRE III

#### L'AFFAIRE DES BILLETS DE MONNAIE (1707)

#### LE RACHAT DE LA CAPITATION (1710)

Muni du don de 1705, le roi, malgré la perception continue de la capitation, ne put attendre le terme de 1710 pour tirer du clergé un nouveau secours. Le 9 février 1707, il convoqua une assemblée extraordinaire <sup>1</sup> dont on parlait à la cour depuis une semaine <sup>2</sup> : voici de quoi il s'agissait. A l'occasion des dépenses de la guerre, l'État avait émis des « billets de monnaie <sup>3</sup> », qui, inconsiderément multipliés depuis 1704, avaient sans cesse diminué de valeur; l'argent était devenu rare, le commerce était très gêné, et à la grande joie des coalisés, ces billets, selon le contrôleur général lui-même, étaient en train de « détruire l'État ». On pensa que le clergé pourrait retirer une partie, — de 21 à 25 millions <sup>4</sup> —, des 175 ou 180 millions de

1. Le procès-verbal dans Pv. VI, 936-976; les pièces dans MC IX, 941 sqq.

2. Sourches, *Mém.*, X, 257.

3. M. de Boislisle a consacré aux billets de monnaie un savant appendice de son Saint-Simon (XIV, 603), M. de Cosnac en a parlé dans la préface des *Mémoires de Cosnac*, p. cii. Nous n'avons à montrer ici que la part prise par le clergé à cette affaire en 1707.

4. 21, d'après la *Gazette d'Amsterdam*, citée par M. de Boislisle, p. 609,

billets qui étaient en circulation. « Nos sujets », disait la lettre de convocation, « déjà informés de cet expédient, le  
 « désirent avec empressement par la grande confiance  
 « qu'ils ont de traiter avec un corps si réglé dans l'admi-  
 « nistration de ses affaires temporelles. » A la même époque (6 février), Noailles exposait à son frère le projet du roi : « Comme le public souffre beaucoup des billets  
 « de monnaie, on a pris la résolution de les retirer du  
 « commerce et d'en faire prendre à plusieurs compagnies  
 « certain nombre, le roi engageant de son domaine pareille  
 « somme pour sûreté du principal. Le roi souhaite que le  
 « clergé en prenne pour 27 millions, et donne pareille  
 « somme sur les aides et gabelles ou autres fonds au choix  
 « du clergé. Voilà le sujet de l'assemblée dans lequel on  
 « prétend que le clergé ne fait que prêter son nom. » —  
 « Je sais », ajoutait Noailles un mois après (6 mars), « toute  
 « la conséquence du sujet et la crains autant que je dois,  
 « mais j'espère que nous éviterons les suites par les sûre-  
 « tés que le roi veut nous donner <sup>1</sup>. »

L'assemblée s'ouvrit le 18 mars. Les commissaires royaux y vinrent le 24 : « Le roi », dit Le Peletier de Souzy, « demande que vous lui prêtiez votre nom et le  
 « crédit que votre exacte économie et votre sage adminis-  
 « tration vous ont acquis, pour en faire un usage qui,  
 « sans vous être à charge, deviendra très utile au public ». Le clergé, acceptant les propositions du roi, décida d'em-

n. 2; — 24 à la fin de janvier d'après Pv. VI, 936; — 24 ou 25 d'après Sourches, passage cité. Le roi demandait 24 dans la lettre de convocation, puis écrivit avant l'assemblée une seconde lettre exprimant l'avis que le clergé pouvait aller au delà de ce chiffre.

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23.208, p. 170, et 23.215, p. 372.

prunter 33 millions qu'il recevrait en billets, les retirant ainsi de la circulation, et de constituer des rentes au denier 22, soit pour 1.500.000 <sup>fr</sup>. Comme garantie, parmi plusieurs fonds qu'on lui proposait, l'assemblée jugea celui des postes comme le plus clair, le plus exigible et le plus convenable au clergé : on en estimait le bail à 3.200.000 <sup>fr</sup> en temps de guerre et 3.400.000 <sup>fr</sup> en temps de paix <sup>1</sup>. La ferme générale des postes, tant en fonds qu'en revenu, serait donc aliénée au clergé à titre d'engagement jusqu'à concurrence de 33 millions; le receveur général pourrait décerner des contraintes contre les fermiers des postes. Le 14 avril, le contrat <sup>2</sup> fut signé et l'assemblée se sépara.

Ce nouvel emprunt du clergé n'eut pas le même succès que les précédents : « On n'a encore rien porté au clergé », dit un mémoire contemporain <sup>3</sup>, « et il n'y a pas grande apparence que l'on y porte, à cause de l'intérêt trop modique que le clergé doit payer ». Le même mémoire faisait remarquer que c'était en réalité le roi qui retirait les billets du commerce, puisqu'il se chargeait de payer les rentes de l'emprunt, et pour permettre au clergé de les payer, aliénait ses revenus à proportion. Le clergé n'avait fait que « donner par son assemblée acte de sa soumission »; il s'était borné à « prêter son nom », comme l'avaient dit Noailles avant l'assemblée, et à l'assemblée les commissaires royaux. Cependant, sans s'être « engagé à rien », il se trouva bientôt chargé d'une nouvelle

1. Il fallait en déduire 400.000 livres de rentes sur les postes créées en 1700.

2. MC IX, 957.

3. Cité par M. de Boislesle, p. 609.

rente. A partir de 1707, le roi supprima la plus grande partie des billets par plusieurs moyens, « lesquels le public a trouvés plus convenables à ses intérêts particuliers que les dites rentes sur le clergé au denier 22 ». Le clergé se trouva en 1710 n'avoir emprunté qu'un million; et le roi consentit alors à le décharger de ses obligations pour le reste des 33 millions, en gardant à sa charge le service des rentes pour le million emprunté <sup>1</sup>. Mais le fonds des postes, encore libre en 1710, se trouva bientôt « aliéné d'ailleurs »; et le clergé fut obligé de payer les rentiers de ses deniers; en 1714 <sup>2</sup>, il payait encore de ce chef la somme de 46.172 <sup>3</sup>. de sorte qu'en réalité le clergé fit mieux que « prêter son nom »; il augmenta sa dette pour avoir retiré de la circulation un million de billets de monnaie.

\*  
\* \*

Depuis 1701, le clergé continuait à payer la capitation, mais avec beaucoup de retards à partir de 1705 <sup>3</sup>. L'hiver rigoureux de 1709 multiplia les non-valeurs : un arrêt de novembre 1709 constatait que pour les années 1708 et 1709

1. Contrat de 1710 dans MC IX, 1229.

2. Pv. VI, 1418.

3. En 1705, sur les plaintes du Receveur général qui a fait pour 890.000 livres d'avances, l'assemblée fait avertir les évêques de payer l'arriéré le plus tôt possible et d'y apporter plus de diligence à l'avenir (Pv. VI, 876). En 1707, les agents avertissent les diocèses retardataires et les prient d'emprunter sur place, car à Paris on ne trouve à emprunter qu'au denier 10, et ce taux pourrait même doubler vu la rareté de l'argent et l'avidité des prêteurs. Cette même année, Crozat se plaint en vain à Chamillart que les receveurs en beaucoup d'endroits soient payés en billets de monnaie; à Paris notamment on paye en billets les trois quarts de la capitation (Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1746).

des sommes « considérables » restaient dues et décidait que les receveurs en retard veraient leurs offices saisis et vendus<sup>1</sup>. C'est alors que le roi, voyant les difficultés du recouvrement, et prévoyant que le don de 1710 pourrait s'en ressentir, pensa à proposer au clergé de se racheter moyennant une grosse somme qui tiendrait lieu de don gratuit. On avait déjà permis le rachat dans les pays d'États (sept. 1708); les gens désireux de se racheter avaient versé au roi une somme équivalente au sextuple de leur taxe, et recevaient des rentes au denier 20, l'affaire avait produit 2.500.000<sup>fr.</sup><sup>2</sup>. Ainsi le roi dispensait volontiers de la capitation ceux qui pouvaient d'un coup lui donner de fortes sommes; à cet égard le clergé était mieux en situation que les particuliers; aussi l'idée vint de lui proposer la même combinaison et le rachat de sa capitation fut résolu à la fin de 1709. Avant même la réunion de l'assemblée, nécessaire pour conclure cette opération, les diocèses furent priés de prendre les devants, et d'emprunter afin de commencer à racheter eux-mêmes leur part<sup>3</sup>.

1. Les diocèses en retard, au nombre de 15, devaient près de 750.000<sup>fr.</sup> dont 200.000 dues par le diocèse de Paris. L'assemblée les autorisa (juin 1710) à emprunter; ils purent constituer des rentes payables à la ville épiscopale et exemptes, comme les rentes sur le clergé général, des droits d'amortissement, afin que les communautés ecclésiastiques pussent en acquérir (MC IX, 1129, 1132).

2. Bibl. Nat., ms. fr. 11103, p. 53.

3. Le 25 décembre 1709 le contrôleur général demande à Noailles d'approuver ces emprunts. Le 22 janvier, il prie les évêques de s'occuper des emprunts en sorte que, « dans les mouvements que vous pourrez vous donner pour répondre à ses intentions [du roi], il paraisse que vous n'agissez pas tant « par ses ordres que par un esprit d'économie pour le bien de votre diocèse<sup>a</sup> ».

a. Crozat avait écrit le 18 janvier au contrôleur général : « Ces sortes de petits intérêts (l'esprit d'économie pour le diocèse) sont plus sensibles à une assemblée

L'assemblée <sup>1</sup>, réunie à la date ordinaire, entendit un discours flatteur des commissaires royaux : La somme demandée, disaient-ils, paraîtrait énorme « à qui serait « moins instruit de la puissance du clergé, du crédit « qu'une exacte économie et une sage administration lui « ont acquis, et des moyens dont il peut se servir pour « exécuter avec facilité tout ce que son zèle lui inspirera « dans une occasion si importante ». Le clergé demanda surtout qu'on cessât de l'accabler d'affaires extraordinaires ; ses dons gratuits y gagneraient, et quelque brèche qu'ils fissent à ses affaires, on pourrait la réparer plus tard, « par la bénédiction de Dieu, à qui de tels dons sont « agréables, aussi bien que par l'économie des hommes ». La brèche consista cette fois à donner au roi 24 millions <sup>2</sup>

Les évêques, répondant courrier par courrier, affirment leur bonne volonté, mais doutent en général du succès : on ne les croira pas sur parole, on voudra voir les Lettres Patentes autorisant l'emprunt, et connaître le taux qu'adoptera le clergé général ; les circonstances sont défavorables (misère, fléaux naturels, rareté d'argent, lourdeur des impositions) : « Les fréquents « emprunts », dit l'évêque d'Amiens, « ont beaucoup diminué notre crédit » ; et l'archevêque de Sens : « Le clergé est presque sans crédit présentement à « Sens comme autre part. On le voit incessamment emprunter, ou en particulier ou en général, et qu'il ne fait néanmoins aucun remboursement ; et « tous ceux qui ont de l'argent en concluent qu'il s'obère de jour en jour ». Plus optimiste, l'agent de Maulevrier estime à plus de 16 millions les sommes que les diocèses pourraient emprunter, et l'évêque de Gap a vivement recommandé l'emprunt à ses archiprêtres : « Vous savez, Messieurs, « que le clergé est le corps le plus solide et par conséquent que chacun doit « se faire un plaisir d'y pouvoir placer ses deniers ». Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1747 et *Corr. des Contr. gén.*, III, 683.

1. Procès verbal dans Pv. VI, 987-1158.

2. Une lettre de Noailles au contrôleur général, datée du 11 février, montre

ecclésiastique d'un diocèse que l'avantage de contribuer à faire le bien de Sa Majesté et de l'Etat. » (Arch. Nat., *ibid.*)

d'un coup, moyennant quoi le clergé fut définitivement déchargé de la capitation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1710. Il décida d'emprunter cette somme au denier 12 et d'imposer chaque année 2 millions pour les intérêts, et 1 million pour l'amortissement de manière à avoir remboursé le capital au bout de 14 ans. Ces 24 millions tinrent lieu du don gratuit de 1710, et le clergé renonça à demander au roi les rentes au denier 20 accordées par l'édit de septembre 1708 aux particuliers qui se rachetaient de la capitation.

L'emprunt réussit rapidement, montrant une fois de plus que, malgré les plaintes exagérées de quelques évêques, le clergé gardait ce solide crédit qu'avaient loué les commissaires royaux<sup>1</sup>. Un mois avant la signature du contrat, le 5 juin, le contrôleur général écrivait à Noailles que la plupart des bénéficiaires se mettaient en état de racheter la capitation par des emprunts diocésains; il l'exhortait à donner tous ses soins à ce rachat : « Le « succès de cette affaire est très important pour le service « du roi. » Il lui promettait — et la clause fut insérée dans

qu'à ce moment le roi avait l'intention de demander davantage. (Arch. Nat., *ibid.*)

1. Les documents émanés des évêques et cités ci-dessus montrent surtout que les conditions locales étaient variables, mais dans l'ensemble le crédit du clergé restait encore solide, comme le montre le succès de tous les emprunts. Les plaintes des évêques semblent venir surtout de la crainte d'être désavoués tant que le rachat n'est pas résolu par l'assemblée générale, et d'échouer parce que leurs emprunts diocésains ne se présentent pas avec les garanties ordinaires. Sur le crédit du clergé, nous avons un témoignage précis de l'intendant de Rouen dans une lettre au contrôleur général du 13 juin 1710 : « Le clergé soutient encore son crédit, au lieu que la confiance « des constitutions sur Sa Majesté est perdue ; chacun préférerait de prêter « au clergé. » (*Corr. des Contr. gén.*, III, 777.)

le contrat, que — ceux qui prêteraient au moins 6.000 <sup>l</sup> aux diocèses ne seraient pas compris dans le rôle des rentes provinciales<sup>1</sup>. Après le contrat, il renouvela ses exhortations, fit valoir que la bonne récolte de 1710 succédant aux désastres de l'hiver de 1709 devait faciliter l'emprunt<sup>2</sup>. Le succès répondit bien à l'attente du contrôleur général : les diocèses rachetèrent pour plus de 8 millions, les particuliers en prêtèrent plus de 14 au clergé général, le clergé en leva un peu plus d'un ; ainsi furent complétés les 24 millions, et l'emprunt fut clos dès les premiers mois de 1711<sup>3</sup>.

Si la capitation laïque avait cessé avec la guerre, en 1713, le clergé aurait eu lieu de se repentir du rachat, car il se serait trouvé avoir payé six ans d'impôts au lieu de trois ou quatre ; mais comme elle dura jusqu'à la Révolution, le clergé se trouva avoir fait une affaire avantageuse ; au lieu de 24 millions, c'est plus de 310 qu'il aurait eu à fournir. En permettant au clergé de s'affranchir d'un impôt qu'il avait payé déjà pendant plus de

1. Ces rentes, assignées sur les aides et gabelles, devaient être réparties en 1710 entre les « aisés », jusqu'à concurrence de 300.000 livres. Certaines personnes craignaient que cet emprunt du roi ne nuisit à l'emprunt du clergé : c'était l'avis du Premier Président au Parlement de Paris, et l'archevêque de Rouen trouvait que les rentes provinciales faisaient « cacher l'argent dans le sein de la terre » ; l'intendant de Caen estimait que, dans sa généralité, on préférerait prêter au roi qu'au clergé, mais son collègue de Rouen pensait au contraire que « la préférence donnée au clergé enlèverait absolument le se-  
« cours des rentes provinciales dans cette généralité ». *Corr. des Contr. gén.*, III, 739, 777.

2. Bibl. Nat. ms. fr. 23,209. p. 102.

3. L'intendant de Languedoc écrit au contrôleur général le 23 février 1711 : « Présentement le fonds de 24 millions est rempli à peu de chose près. » (*Corr. des Contr. gén.*, III, 967.)

dix ans<sup>1</sup> et qui par là tendait à devenir régulier, Louis XIV a sacrifié au besoin immédiat d'argent<sup>2</sup> une source de recettes assurées pour l'avenir et perdu l'occasion qui s'offrait d'assujettir le clergé à un impôt permanent : et l'on peut se demander si pour le clergé même il n'eût pas mieux valu continuer cette levée régulière à laquelle il commençait à s'habituer, que de persévérer dans le fâcheux système des emprunts où il s'était engagé en 1690 afin d'acquitter des dons gratuits, plus espacés sans doute, mais bien plus considérables que la levée annuelle de la capitation.

1. La 2<sup>e</sup> capitation rapporta au roi 33,500.000 livres ; les frais de perception furent plus élevés que pour la première, ils atteignirent 418.750 livres (Pv. VI, 759, 1072); soit une moyenne de près de 45.500 par an au lieu de 33.780.

2. La lettre du contrôleur général aux évêques citée plus haut (p. 73, n. 2), commence par invoquer la considération qui a prévalu dans le rachat de la capitation comme dans les affaires de l'amortissement et des bois ecclésiastiques : « l'espérance de trouver un secours prompt et considérable ».

## CHAPITRE IV

### LE DIXIÈME (1711). — LES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES.

Pendant que se poursuivait dans de bonnes conditions le rachat de la capitation, le roi, par sa déclaration du 14 octobre 1710, établissait le dixième. Comme la capitation, ce nouvel impôt aurait blessé les immunités de l'Église; mais ici rien n'indique que le roi ait songé, même un moment, à y soumettre le clergé. L'édit ne nommait pas les ecclésiastiques comme sujets au dixième; il espérait seulement que le premier ordre ne se porterait pas « avec moins de zèle et de volonté que tous nos autres sujets à contribuer à un secours aussi nécessaire. » Contribuer » ne signifiait pas que le premier ordre paierait le dixième sous la même forme que les deux autres : on eut cependant au sein du clergé quelques inquiétudes. En novembre l'intendant de Champagne prétendit par une ordonnance, obliger les ecclésiastiques à payer le dixième. Ceux de Châlons protestèrent : « Jamais », dirent-ils « les rois n'ont compris et confondu les ecclésiastiques avec les laïques dans les levées et impositions qu'ils ont faites dans tous les temps et sur leurs autres sujets », et ils rappelèrent le précédent de la capitation convertie en une « subvention » volontaire, et les grosses sommes four-

nies pour les décimes et pour cette même capitation<sup>1</sup>. Avertis de l'incident, les agents présentèrent, pour faire préciser l'exemption du clergé, une requête où ils exposaient les mêmes arguments<sup>2</sup>.

La situation ne tarda pas à s'éclaircir. En évitant de comprendre le clergé dans sa déclaration, le roi avait voulu « ne rien faire qui pût sembler donner la moindre atteinte aux usages<sup>3</sup> ». Le 14 mars, il convoqua une assemblée extraordinaire afin de « régler ce qui concerne le dixième des revenus en fonds ». Cette formule vague laissait entrevoir son intention d'accorder au clergé la faculté de remplacer le dixième par un don gratuit ; et déjà, quelques jours auparavant, l'intendant d'Auvergne venait de faire annuler les rôles du dixième distribués par erreur aux ecclésiastiques du diocèse de Clermont<sup>4</sup>. Cependant le clergé ne se rassura pas immédiatement : l'archevêque d'Aix regardait l'assemblée comme une « espèce de certitude » qu'on ferait payer aux communautés le dixième de leurs rentes<sup>5</sup> ; l'évêque de Fréjus, Fleury, redoutait aussi le dixième<sup>6</sup> ; et le diocèse de Châ-

1. Protestation du bureau diocésain de Châlons, Arch. Nat. G<sup>9</sup> 1.

2. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1748.

3. *Ibid.* (Lettre du contrôleur général au chancelier, 13 mars).

4. *Corr. des Contr. gén.*, III, 1000.

5. Arch. Nat. G<sup>7</sup> 1748 (lettre au contrôleur général, 30 mars) : « Je crois, Monsieur, que si ce que le roi exigera du clergé ne tombe que sur les bénéfices consistoriaux, prieurés passant un certain revenu, et mensues conventuelles, ce sera chose juste ; car si vous le portez jusque sur les vicaires congruistes et autres du bas clergé, dans la suite le service manquera en bien des endroits. »

6. Bibl. Nat., ms. fr. 23.217, p. 40) ; lettre à Noailles du 24 mars) : « Si on compte de lui faire payer [au clergé] le dixième sans prélever les charges, les bénéfices sont perdus ; et si on les ôte, le secours sera peu considérable »

lons, menacé quelques mois auparavant, écrivait : « Il  
 « paraîtrait préjudiciable aux privilèges du clergé qu'on  
 « levât le dixième denier sur les revenus ecclésiastiques  
 « comme sur les revenus laïques ; les assemblées ont tou-  
 « jourseugrand soin d'éviter de faire sur les ecclésiastiques  
 « des impositions semblables aux tailles ; » et rappelant  
 le précédent de la capitation : « On ne doute point que  
 « l'assemblée de 1711 ne garde la même conduite et  
 « qu'au lieu de lever le dixième denier, elle ne prenne le  
 « parti d'accorder un don gratuit au roi pour subvenir  
 « aux grands besoins de l'État<sup>1</sup>. » Noailles, président  
 désigné de l'assemblée, assura le contrôleur général du  
 dévouement du clergé : « Si nos forces étaient pro-  
 « portionnées à notre zèle, elles iraient aussi loin que  
 « vos besoins<sup>2</sup> ; » mais, même sachant qu'un don gratuit  
 remplacerait le dixième, il exprimait quelques craintes :  
 « Me voilà encore chargé », écrivait-il le 28 mai, « d'une  
 « affaire pesante et difficile ; j'y ferai à mon ordinaire de  
 « mon mieux pour le service du roi, mais j'y trouverai  
 « plus de peine, nos forces étant encore diminuées<sup>3</sup>. »

L'assemblée<sup>4</sup> s'ouvrit le 12 juin, et dès le 19, après la  
 première visite des commissaires royaux<sup>5</sup>, elle accorda

« pour le roi : toutes les maisons religieuses sont absolument hors d'état de  
 « rien payer. »

1. Arch. Nat. G<sup>9</sup> 1.

2. *Ibid.*, G<sup>7</sup> 1748 (9 avril).

3. *Ibid.*, G<sup>7</sup> 742.

4. Procès-verbal dans Pv. VI, 1166-1242.

5. Le Peletier fit valoir qu'en 1710 le roi n'avait pas demandé de don gra-  
 tuit ; Noailles, de son côté, fit remarquer que le clergé avait renoncé à l'intérêt  
 des 24 millions qu'il donnait au roi et ajouta : « Nous oublierons nos droits  
 pour les besoins de l'État. »

un don gratuit de 8 millions : le même jour, le roi de sa main écrivit à Noailles une lettre de remerciement « rédigée dans les termes les plus flatteurs pour le clergé et son « président<sup>1</sup> ». Le roi pouvait être satisfait puisqu'il se proposait, non d'astreindre le clergé au nouvel impôt, mais de tirer de lui, comme toujours, « un secours prompt et considérable ». Pour payer les 8 millions, le clergé décida de n'avoir recours qu'à l'emprunt, comme l'année précédente : mais il comptait pouvoir faire subir à ses rentiers la retenue du dixième, comme le faisaient ceux qui payaient le nouvel impôt. Sur ce point, Noailles négocia avec le contrôleur général immédiatement après la promesse du don : il avait déjà examiné la question avant l'assemblée avec le receveur général et avait alors conclu qu'en retenant un dixième à ses rentiers (sauf les rentiers ecclésiastiques), le clergé n'obtiendrait qu'un « faible soulagement », sur lequel on ne pourrait « fonder une augmentation du don gratuit ». Mais une fois le don accordé, il pensa que le soulagement, si faible fût-il, n'était pas à dédaigner. Il écrivit ou parla dans ce sens au contrôleur général qui le 23 juin lui adressa la réponse suivante : « Sa Majesté m'a fait l'honneur de me dire qu'elle a « fait fond sur un don purement gratuit, et qu'elle attend « du zèle du clergé qu'il prendra les moyens convenables « et nécessaires pour fournir les 8 millions, et assurer le « remboursement de ceux qui prêteront au clergé, sans « que Sa Majesté y contribue. D'ailleurs le clergé faisant « un don qui l'exempte du dixième, il n'est pas dans le

1. C'est un billet court et très élogieux, analogue à celui que nous avons cité p. 59, n. 4. Le texte en est dans Pv. VI, 1193.

« cas de ceux qui le paient, auxquels la déclaration du  
 « mois d'octobre permet de retenir à leurs créanciers le  
 « dixième des rentes qu'ils doivent. Votre Éminence con-  
 « naît les besoins et la nécessité de conserver tout ce qui  
 « peut aider à soutenir les dépenses dans des conjonctures  
 « si difficiles; elle ne doit pas s'étonner que le roi ne  
 « donne pas au clergé tout ce qu'il donnerait dans un  
 « autre temps. » Puis Desmarets presse Noailles de faire  
 vite : « L'affaire du don gratuit étant la seule que l'assem-  
 « blée ait à traiter, on s'attend qu'elle travaillera sans  
 « perte de temps à finir tout ce qui est nécessaire pour en  
 « assurer le paiement; je suis persuadé que Votre Émi-  
 « nence pense uniquement à terminer l'assemblée, et que  
 « ceux qui la composent désirent tous également de la  
 « finir. J'avoue qu'en mon particulier, je suis peiné de  
 « voir que la situation des affaires ne me permette pas de  
 « faire tout ce que le zèle et l'ardeur avec laquelle le clergé  
 « est porté pour les besoins de l'État me semble pouvoir  
 « exiger, et que je désirerais fort qu'on eût pu se relâcher  
 « sur le dixième que Votre Éminence a demandé. » —  
 « Rien n'est pareil, Monsieur », répondit Noailles, « à la  
 « politesse de votre refus, mais il n'en est pas moins refus,  
 « et nous n'en sommes pas moins embarrassés. » En marge  
 de cette lettre le contrôleur général écrivit : « Voir ce qu'on  
 pourra faire en faveur du clergé<sup>1</sup>. »

La bienveillance du contrôleur général ne resta pas sans  
 résultat. Outre le droit de faire la retenue sur ses rentiers,  
 le clergé demandait l'exemption du dixième pour ses biens

1. Arch. Nat., G 7 1748.

patrimoniaux : « Il y'a lieu de croire qu'on l'obtiendrait, » disait le diocèse de Châlons, « puisque Sa Majesté a bien voulu consentir que ces biens fussent sujets à la subvention et déchargés de la capitation laïque<sup>1</sup>. » La requête exposée par Noailles le 25 juin au contrôleur général<sup>2</sup>, ne fut pas exaucée; on lui expliqua que « cela dérangerait trop l'idée que Sa Majesté avait prise pour la levée du dixième ». En revanche, sur la question de la retenue, le clergé obtint une demi-satisfaction : le droit de prendre chaque année 100.000 # sur les rentes payées par le receveur général, tant qu'on lèverait le dixième sur ces rentes<sup>3</sup>. Le contrat signé le 13 juillet<sup>4</sup> enregistra cette clause. L'emprunt de 8 millions exigea une levée annuelle de 875.000 # dont 186.997 destinées au remboursement du capital, qui devait être achevé en moins de 17 ans. Cette fois, les congruistes furent exemptés, de même les pensionnaires, jusqu'au remboursement complet des 24 millions de 1710 : ils paieraient ensuite jusqu'à 1/6 de leurs pensions. Des mesures rigoureuses furent édictées pour assurer la levée annuelle dans les meilleures conditions de rapidité et d'économie<sup>5</sup>.

1. Arch. Nat., G<sup>9</sup> 1.

2. *Ibid.*, G<sup>7</sup> 1748.

3. Pv. VI, 1195. Le clergé fit un compte spécial de ces retenues. Le registre G<sup>8\*</sup> 1512 des Arch. Nat. en contient une liste pour les nouvelles rentes seulement; il donne aussi la liste des bénéficiers et communautés qui possédaient de ces rentes (environ 70.000 # et autant de gages d'officiers): ces rentes possédées par des ecclésiastiques n'étaient soumises à la retenue que si elles étaient biens de patrimoine.

4. MC IX, 1025.

5. La *Corr. des Contr. gén.* et le rapport d'agence de 1715 permettent d'ajouter quelques détails sur le « don gratuit tenant lieu de dixième ». L'em-

\*  
\* \*

Pendant la guerre de Succession d'Espagne comme pendant celle de la Ligue d'Augsbourg, le clergé dut, malgré ses privilèges, subir plusieurs affaires extraordinaires sous forme de créations d'offices. En octobre 1703 des contrôleurs furent adjoints aux officiers créés en 1691<sup>1</sup>. Cette création qui rapporta un million au roi, mécontenta le clergé : elle entraînait une augmentation des taxes sur les lettres d'ordres et de degrés, « ce qui dégoûtera les « pauvres d'entrer dans l'état ecclésiastique, même d'étudier, et l'Église se trouvera par ce moyen privée d'un très « grand nombre d'excellents sujets » ; les frais de provisions en cour de Rome et de prise de possession des bénéfices se trouvaient également augmentés, ce qui grevait particulièrement les petits bénéfices<sup>2</sup>. Quelques mois après (février 1704,) un édit créait des offices de « trésoriers, receveurs et payeurs des revenus des fabriques et confréries

prunt fut clos en avril 1712 : six millions vinrent des particuliers ; deux des diocèses. Malgré le contrat on poursuivit souvent des ecclésiastiques pour leur réclamer le dixième, peut-être par suite de confusion entre des bénéfices et des biens de patrimoine ; une requête des agents en 1715 signale des plaintes émanant de nombreux diocèses, et elles reçurent satisfaction : le contrôleur général annote : « Bien, écrire aux intendants ». Les collèges des Jésuites dotés par le roi ou les villes ne furent pas imposés, non plus que les honoraires des prédicateurs. La Sorbonne fut soumise au dixième, sauf pour les lieux occupés par les docteurs ou servant aux exercices. L'abbesse de Fontevault fut imposée par le clergé, malgré ses prétentions (*Corr. des Contr. gén.*, III, 1262, 1828 ; RA 1715, p. 33 et 72 ; Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1748 (lettre de remerciement du P. Le Tellier au contrôleur général, du 25 octobre 1712) ; G<sup>7</sup> 1749 (requête des agents en 1715).

1. Voir ci-dessus p. 46

2. Bibl. Nat., ms. fr. 11.103, p. 367, et 20.757, p. 135.

dans chaque paroisse du royaume où il y avait une justice royale (Parlement, présidial, bailliage, sénéchaussée, élection, grenier à sel, viguerie, etc. <sup>1</sup>). Ces trésoriers administreraient les fabriques et en conserveraient les archives. Ces fabriques étaient invitées à acheter ces offices dans les deux mois au traitant chargé de l'affaire à Paris; elles ne se pressèrent pas, bien que le contrôleur général leur eût demandé un état de leurs dettes et donné ordre d'installer partout les nouveaux officiers le 20 avril; le délai fut prolongé à deux reprises jusqu'à la Pentecôte sur les instances de l'archevêque<sup>2</sup>; puis on parvint à conclure un accommodement : les paroisses de Paris paieraient 110.000<sup>#</sup> pour dédommager le traitant. L'édit qui enregistra cette transaction (sept. 1704), disait qu'on avait d'abord cru les marguilliers incapables de remplir leurs fonctions, mais que depuis on avait appris le contraire, et que, par suite, on daignait accepter les secours volontaires du clergé au lieu de la finance qu'on aurait pu retirer de la vente des offices : il était difficile de déguiser plus mal le caractère fiscal de l'affaire. La répartition de la taxe fut arrêtée en octobre par l'archevêque, et il fallut payer avant la fin de l'année; moyennant quoi « cette maltôte par son crédit n'eut point lieu<sup>3</sup> ». En province, les diocèses achetèrent

1. Arch. Nat., AD XVII 17 A.

2. Le 17 juin, les marguilliers de St-André des Arcs, église endettée, où depuis plus d'un an on avait cessé de chanter les offices les jours ouvrables, allèrent trouver Noailles qui leur répondit : « Il faudra payer dans huit jours pour tout délai. » Arch. Nat., L 716.

3. *Ibid.* Le rôle annexé aux édits (Arch. Nat., AD XVII 17 A) montre l'importance des fabriques de Paris en 1704 (cf. ci-dessous p. 95.) Sur les 49 fabriques qui y figurent, trois sont taxées à 8.000 <sup>#</sup> (St-Eustache, St-Paul, St-Sulpice); trois à 6.000 (St-Germain l'Auxerrois, St-Gervais, St-Jacques la

les offices<sup>1</sup> : ceux qui restaient à vendre en janvier 1705 furent déclarés unis aux fabriques moyennant une taxe à régler de concert par les intendants et les évêques. Elle donna lieu à quelques vexations ; l'évêque de Noyon s'en plaignit à l'assemblée de 1705<sup>2</sup> et déclara qu'il y avait très peu de fabriques dans les provinces en état de supporter ces taxes, même modérées par le Conseil, et il fallut accorder un sursis jusqu'en décembre 1705. L'affaire rapporta au roi un peu plus d'un demi-million<sup>3</sup>. Les créations d'offices de 1703 et de 1704 sont les seules affaires extraordinaires qui aient été imposées au clergé pendant la guerre de Succession d'Espagne.

Boucherie) ; trois à 5.000 (St-Jean en Grève, St-Martin des Champs, St-Roch) ; quatre à 4.000 (St-André des Arcs, St-Étienne du Mont, St-Louis en l'Île, St-Merri), une à 3.000 (St-Leu et St-Gilles) ; quatre à 2.000 (St-Barthélemy, St-Benoît, St-Sauveur, St-Séverin) ; puis 9 à 1.000, 10 à 300, 8 à 200 et 4 à 100.

1. Celui de Reims paya près de 5.000 livres (Bibl. Nat., ms. fr. 20.709, p. 116).

2. Pv. VI, 863.

3. Bibl. Nat., ms. fr. 11.803, p. 404.

## CONCLUSION

---

Après le don gratuit tenant lieu de dixième (1711), le clergé n'eut à supporter aucune levée d'argent jusqu'à la paix<sup>1</sup>; il ne nous reste plus qu'à examiner la situation temporelle à la fin du règne, quand s'ouvrit l'assemblée de 1715 qui devait encore emprunter 12 millions pour les donner au roi. En décembre 1712, le cardinal de Noailles, accusé de jansénisme, desservi auprès du roi par une étrange cabale où l'on voyait réunis M<sup>me</sup> de Maintenon, Bouillon et Fénelon<sup>2</sup>, écrivit à Louis XIV pour se justifier et rappela aussi quelle avait été sa conduite dans les affaires temporelles du clergé comme président des assemblées depuis 1700 : « J'aurais pu aisément », dit-il, « trouver des difficultés aux dons immenses que nos assemblées ont faits à Votre Majesté. Elle sait que plusieurs prélats, même de ceux qu'elle a le plus honorés de son estime, en auraient eu du scrupule à ma place; elle n'a pas oublié que j'en ai eu comme eux<sup>3</sup>; mais, au fond, ne s'agissant

1. Les affaires extraordinaires qui avaient produit plus de 180 millions de 1700 à 1705, n'en donnèrent qu'une trentaine de 1710 à 1715. (Bibl. Nat., ms. fr., p. 11.103 et 11.107.

2. Voir Leroy, *la France et Rome*, passim.

3. Allusion peut-être à sa lettre de 1695, voir ci-dessus, p. 25.

« que d'un bien temporel qui n'est pas essentiel à la religion et qu'on peut donner dans une pressante nécessité, « j'ai surmonté mon scrupule et travaillé le premier à la « ruine du clergé pour sauver votre État et pour soutenir « votre trône <sup>1</sup> ». Ces paroles caractérisent bien l'attitude de Noailles et celle de la majorité des députés dans les assemblées qu'il a présidées : pendant la guerre de Succession d'Espagne, comme pendant celle de la Ligue d'Augsbourg, le clergé de France comprit les besoins considérables de l'État, et l'intérêt même de l'Église ; il sut se tenir à égale distance des courtisans trop complaisants comme Harlay et Cosnac, disposés à tout sacrifier aux désirs du roi, et des indépendants trop rigides comme Montgaillard et Taffoureau, ces évêques de montagnes, qui, dans des intentions assurément très honorables, auraient compromis les rendements normaux de l'impôt ecclésiastique, car ce qu'ils proposaient était une véritable révolution que leur généreuse initiative n'eût pas suffi à réaliser. En somme, le clergé, dans cette longue crise, avait bien servi l'État, il n'avait guère marchandé son concours financier ; sa conduite à ce point de vue avait été bien plus digne de lui et du pays qu'aux époques précédentes et notamment à l'époque mazarine. Sans doute les habitudes autoritaires de Louis XIV, tempérées d'ailleurs par son exquise politesse <sup>2</sup>,

1. Bibl. Nat., ms. fr. 23.484, p. 39. Cette lettre est citée, pour la partie qui concerne le jansénisme, par Leroy, *ouvr. cité*, p. 427 : « C'est », dit-il, « la « lettre la plus courageuse et la plus fière que Louis XIV peut-être ait jamais reçue de l'un de ses évêques ».

2. « Nous avons vu Sa Majesté ressentir aussi vivement que nous les « refus que des conjonctures si pressantes et si dangereuses l'obligeaient de « nous faire. » RA 1715, p. 2. En 1711, le roi dit aux députés du clergé « qu'il

contribuèrent à ce changement, mais il y eut aussi chez le clergé, — et il serait injuste de le méconnaître, — une vue plus nette de la situation, une reconnaissance sincère pour le roi qui avait tant fait pour l'Église, un loyalisme clairvoyant se traduisant par les sacrifices consentis au souverain malheureux et à la France épuisée.

Le clergé, d'ailleurs, n'était pas à bout de forces en 1715. Le *Rapport d'agence* et les comptes de cette même année<sup>1</sup> nous montrent une situation plus satisfaisante qu'on ne s'y attendrait. « Les finances du clergé », dit le début du *Rapport*, « sont dans un état auquel la difficulté des recouvrements semblait ne devoir pas permettre de s'attendre. » Son crédit est toujours considérable, il vient même de surpasser toutes les espérances, permettant en 1714 la conversion au denier 2½ des rentes créées de 1690 à 1705, ce qui procure un revenant bon annuel de 100.000 #; de sorte que ces rentes qui, en 1710, étaient de 760.000 #, sont ramenés à 660.000 #; par les conversions faites depuis 1697 elles ont en tout diminué de plus de moitié. Quant au remboursement des capitaux, le *Rapport* ne nous en parle que pour les sommes empruntées en 1710 et 1711 et nous fait constater que pour les 32 millions, plus de 22 sont déjà remboursés : on espère achever en 1725 et 1728 ; ces délais sont un peu plus longs que ceux fixés au moment de l'emprunt, mais ce léger retard n'est pas alarmant, pourvu que

« était fâché d'assembler si souvent le clergé de son royaume, que ce n'était « nullement son intérêt qui l'y portait, mais le besoin de l'État qui l'y obligeait, que le clergé de son royaume l'avait beaucoup assisté dans ses besoins, « et qu'il ferait son possible à l'avenir pour n'y avoir pas recours ». Sourches, *Mém.*, XIII, 134.

1. Arch. Nat., G<sup>8</sup>\* 131 et 937.

de gros emprunts ultérieurs ne viennent pas le prolonger; le remboursement des emprunts est alors le point noir pour l'avenir dans la situation financière du clergé, mais le total des levées annuelles est bien inférieur à celui des années de capitation<sup>1</sup>; avec des précautions le clergé peut arriver à rembourser ses dettes qui ne sont pas encore considérables, et il acquitte facilement les rentes anciennes et nouvelles.

Ce qu'on peut reprocher au roi dans toute cette période, c'est d'avoir assujetti le clergé à des affaires extraordinaires et de n'avoir pas assez tenu la main à l'observation de ses privilèges : les infractions à ces privilèges, garantis par la parole royale dans des contrats solennels, étaient continues<sup>2</sup>; or, puisque le clergé était privilégié et qu'il n'était pas question d'abolir ses privilèges, il fallait les maintenir franchement, au lieu de les confirmer en bloc et de les violer en détail : c'était le meilleur moyen de pouvoir le soumettre à des impositions plus fortes et plus régulières. De plus, l'observation exacte de ces privilèges était le principal fondement de son crédit. Le roi ayant besoin de

1. Total des dépenses annuelles du clergé en 1715 :

|                                        |           |         |
|----------------------------------------|-----------|---------|
| Décimes ordinaires ou anciennes rentes | 1.520.000 | livres. |
| Nouvelles rentes de 1690 à 1705        | 660.000   | —       |
| 1707                                   | 46.000    | —       |
| 1710                                   | 174.600   | —       |
| 1711                                   | 91.900    | —       |
| 1714 (emprunt                          |           |         |
| pour la conversion au denier 24)       | 197.000   | —       |
|                                        | 2.689.500 | livres. |

2. Sans être systématiques; elles résultaient en général d'excès de zèle des officiers de finance, et de vexations des traitants. On en trouvera signalées à chaque pas dans les Procès-Verbaux, les Rapports d'agence, la Correspondance des contrôleurs généraux. Elles alternaient souvent avec des faveurs.

ce crédit, auquel il prenait l'habitude de faire appel, devait s'appliquer à le conserver intact aux yeux du public. C'est ce qu'expliquèrent les agents au roi dans une requête qu'ils lui adressèrent en 1715 : « Le crédit du clergé », disaient-ils, « n'est fondé que sur ce que le public s'imagine que le clergé n'est point soumis aux impositions arbitraires, qu'il accorde volontairement à Votre Majesté les sommes qu'elle lui demande et que ses dons étant volontaires, ils ne surpassent jamais ses forces ; mais lorsque le public verra ses privilèges méprisés et sans exécution, il n'aura plus de confiance sur un crédit dont les principes se trouveraient renversés<sup>1</sup>. » Il était un peu tard pour parler ainsi en 1715, mais en s'exprimant au futur, les agents montraient bien, comme ils le faisaient à la même époque dans leur rapport à l'assemblée, que la situation financière du clergé n'était pas inquiétante et que son crédit, fortement mis à l'épreuve pendant ces vingt années de crise, subsistait toujours. Ce qu'ils n'ajoutaient pas, nous croyons pouvoir l'exprimer comme conclusion de cette étude, c'est que les finances du clergé étaient assez solides pour traverser sans encombre de nouveaux périls, mais à deux conditions :

1° Que le roi les mit à contribution d'une façon plus régulière, sans ces brusques à-coups et ces variations considérables qui résultaient de besoins momentanés, et qu'il fit mieux respecter les privilèges qu'il avait solennellement garantis, dans l'intérêt même du crédit du clergé ;

1. Arch. Nat., G<sup>7</sup> 1749. Dès 1693, les *Nouvelles ecclésiastiques* avaient dit : « La pauvre Église ne connaît plus d'immunités en France, mais au contraire les charges des trois états. » Bibl. nat., ms. fr. 23.503, p. 109.

2° Que le clergé répartit mieux ses impôts, en frappant davantage les gros revenus et en ménageant les petits, en tenant mieux compte des charges, ce qu'il n'a vraiment essayé de faire qu'à partir de 1760. Il aurait pu, à cette condition, lever plus d'argent, et prendre sans regret l'habitude de contributions régulières assez fortes, comme celles qu'il avait fournies plus de dix ans pour la capitation; il aurait pu aussi rembourser ses dettes et éviter ces fâcheux emprunts<sup>1</sup> qui engageaient ses biens, augmentaient ses charges, et risquaient de le conduire à la banqueroute, et il aurait donné à l'administration royale, qui en aurait eu grand besoin, un modèle d'exactitude et de justice dans la question capitale de la répartition de l'impôt.

1. On a vu le système des emprunts critiqué non seulement par les intransigeants comme Montgaillard, mais par les prélats qui dirigeaient les affaires du clergé, et jouissaient de la faveur royale, comme Noailles (p. 26) et Le Tellier (p. 51).

# APPENDICES

---

## APPENDICE I

### La capitation dans le diocèse de Paris.

Nous pouvons nous représenter comment la capitation fut répartie dans le diocèse de Paris par les notes du P. Léonard sur l'épiscopat de Noailles <sup>1</sup> et par le département diocésain dressé en 1696 <sup>2</sup>. Le 10 janvier, Noailles prescrivit à tous les bénéficiers du diocèse de donner dans les quinze jours un état de leurs revenus, charges déduites ; passé ce délai, aucune plainte ne serait reçue. On ne se pressa pas de fournir ces déclarations, et une nouvelle ordonnance les demanda dans la huitaine (20 mars) ; après ce délai de faveur, les ecclésiastiques seraient taxés « selon l'estimation et opinion commune que l'on aura de leurs biens et facultés ». En juillet parut chez Muguet, l'imprimeur du clergé, au nom de l'archevêque et du bureau diocésain et signée du greffier de ce bureau, une ordonnance singulière : elle défendait d'établir dans des fonctions ecclésiastiques quiconque ne pourrait montrer sa quittance de la subvention ; cette quittance allait-elle être une sorte de « formulaire » temporel ? Envoyée partout, l'ordon-

1. Arch. Nat., L 439.

2. *Ibid.* Z<sup>1</sup>, p. 10.

nance fit grand bruit et fut regardée comme abusive et odieuse. L'archevêque eut vite fait de désavouer cette œuvre apocryphe <sup>1</sup>, si bien que le P. Léonard ne put s'en procurer un exemplaire.

Le rôle fut dressé par une commission composée de l'archevêque, quatre chanoines et le curé de Saint-Eustache. La part du diocèse, qui s'estime surchargé et se réserve de protester à l'assemblée prochaine, est de 354.247<sup>#</sup>, tous frais compris, soit près de 9 % du total fourni par le clergé de France. Le rôle, naturellement, fut très critiqué, « les uns payant beaucoup, ce qui les incommode, les autres peu, pouvant davantage ». On peut cependant le regarder comme donnant des indications approximatives sur l'importance des bénéfices. Voici quelques chiffres. L'archevêque paie 2.234<sup>#</sup> <sup>2</sup>. Pour le chapitre de Notre-Dame, la taxe la plus forte est de 380<sup>#</sup>; les plus faibles, celles des chantres, de 4 à 6<sup>#</sup>. L'abbé de Saint-Germain des Prés est taxé à 9.822<sup>#</sup>, l'abbaye à 1.429; le prieur de Saint-Martin des Champs à 8.934, l'abbé de Sainte-Geneviève à 6.030. Viennent ensuite les communautés, chapelles, maladreries de la ville, des faubourgs et de la banlieue; sur 60, 9 seulement payent plus de 100<sup>#</sup>, quelques-unes ne payent que 2, 3 ou 4<sup>#</sup>. Puis les paroisses : Saint-Paul 1.205, Saint-Gervais 904, Saint-Eustache 805, Saint-Sulpice 782, la Madeleine 112, Saint-Médard 33; les séminaires (à Saint-Sulpice sur 148 taxes, 13 dépassent 50<sup>#</sup>); dans les collèges les taxes sont faibles (les 67 jésuites de Louis-le-Grand payent en tout 448<sup>#</sup>). En dehors de Paris, l'abbaye de Saint-Denis paye

1. « On avait fort mal supposé son nom, car elle paraît incompatible avec les intérêts de l'Eglise », disent les *Nouvelles ecclésiastiques*, Bibl. Nat., ms. fr. 23.505, p. 222, qui donnent p. 183 le texte de l'ordonnance.

2. On trouva que c'était trop peu, et que la taxe de Saint-Denis était exorbitante; Furstemberg se plaignit de celle de Saint-Germain des Prés. « L'abbé Testu prétend que vous ne vous taxez pas à proportion des autres, » écrivit M<sup>me</sup> de Maintenon à Noailles. (Recueil Lavallée, IV, 107). L'archevêque répondit qu'il avait beaucoup de charges et on pensa qu'il payait secrètement la part de plusieurs ecclésiastiques pauvres.

22.711<sup>#</sup> (dont 14.000 imposées sur l'abbé); 5 abbayes et 6 prieurés payent chacun plus de 1.000; les paroisses payent rarement moins de 10<sup>#</sup> et très rarement plus de 100. Les fabriques sont taxées à part; le total pour les 54 fabriques de Paris et les 408 du diocèse, est de 9.391<sup>#</sup>, évalué au 1/40 des revenus, ce qui les supposerait de 375.000<sup>#</sup>. Sur les 54 fabriques urbaines, 19 payent 100<sup>#</sup> ou plus (Saint-Eustache 550, Saint-Jacques la Boucherie 475, Saint-Paul 425, Saint-Séverin 400). Aucune fabrique hors de Paris n'est taxée à 100<sup>#</sup>, beaucoup payent moins de 10, quelques-unes 1 et 2 (Saint-Germain en Laye 95, Gonesse 82, Brie-Comte-Robert 50, Rueil 47, Chevreuse 40<sup>1</sup>).

1. Tous ces chiffres auraient plus de signification si nous pouvions les comparer au revenu des bénéfices. Nous pouvons faire cette comparaison pour le diocèse de Reims, grâce à un état des revenus dressé par l'archevêque en vue de l'établissement des rôles de la capitation, et annexé à ce rôle (Arch. départ. de la Marne, G 191). Les chapitres sont peu chargés : celui de Reims paie 3 % de ses revenus (les taxes par tête varient beaucoup : l'abbé de Louvois paie 960<sup>#</sup>, Maucroix 86). De même les couvents de femmes, les mendiants et les jésuites (4 à 6 %) ; au contraire, les communautés d'hommes, abbayes et prieurés sont plus chargées (de 10 à 22 %) sans qu'il y ait un taux progressif. On remarque de fortes inégalités : ainsi l'abbaye de Signy évaluée à 10.000<sup>#</sup> et comptant 8 moines paie 11 % de son revenu et celle d'Hautvilliers, évaluée à 10.000<sup>#</sup> également et comptant 28 moines, est soumise à une taxe double (22 % de son revenu). L'archevêque n'a pas évalués ses revenus ; sa taxe est de 3.600<sup>#</sup>, ce qui, d'après les évaluations de cette époque, ferait 7 à 10 %.

## APPENDICE II

A. Tableau des sommes fournies au roi par le clergé de 1690 à 1715.

| DATES<br>des assemblées et<br>affaires traitées<br>par elles.        | SOMMES FOURNIES PAR |                               |               | TOTAL. | AFFAIRES<br>extraordinaires traitées<br>en dehors<br>des assemblées. |        |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------|--------|----------------------------------------------------------------------|--------|
|                                                                      | Imposition.         | Taxe<br>sur les<br>officiers. | Em-<br>prunt. |        |                                                                      |        |
| 1690 (assemblée).                                                    | 1 <sup>1</sup>      | 2,5                           | 5,5           | 12     | Amortissement<br>(recherche de<br>1689 à 1699)...                    | 18     |
| 1691.....                                                            |                     |                               |               |        | Création d'offices.                                                  | 2,2    |
| 1693 (assemblée<br>extraordinaire :<br>affaire des bois).            | 1,3                 |                               | 2,7           | 1      |                                                                      |        |
| 1694.....                                                            |                     |                               |               |        | Taxe des eaux..                                                      |        |
| 1695 (assemblée<br>1 <sup>re</sup> capitation)...                    | 4,3                 | 2,2                           | 3,5           | 10     |                                                                      | 3,8(?) |
| 1696.....                                                            | 4 <sup>2</sup>      |                               |               | 4      | Taxe des armoi-<br>ries.....                                         |        |
| 1697.....                                                            | 4                   |                               |               | 4      |                                                                      |        |
| 1698.....                                                            | 4                   |                               |               | 4      |                                                                      |        |
| 1700 (assemblée).                                                    | 3,5                 |                               |               | 3,5    | Amortissement<br>désormais an-<br>nuel.....                          | 7      |
| 1701 (assemblée<br>extraordinaire :<br>2 <sup>e</sup> capitation)... | 1,5                 |                               |               | 1,5    |                                                                      |        |
| 1702 (assemblée<br>extraordinaire :<br>8 <sup>e</sup> denier).....   | 4                   |                               |               | 4      |                                                                      |        |
| 1703.....                                                            | 4                   |                               |               | 4      | Création d'offices.                                                  | 1      |
| 1704.....                                                            | 4                   |                               |               | 4      | Commissaires<br>des fabriques.                                       | 0,5    |
| 1705 (assemblée).                                                    | 4                   | 0,8                           | 1,2           | 4      |                                                                      |        |
| 1706.....                                                            | 4                   |                               |               | 6      |                                                                      |        |
| 1707 (assemblée<br>extraordinaire :<br>billets de mon-<br>naie)..... | 4                   |                               | 1             | 4      |                                                                      |        |
| 1708.....                                                            | 4                   |                               |               | 4      |                                                                      |        |
| 1709.....                                                            | 4                   |                               |               | 4      |                                                                      |        |
| 1710 (assemblée,<br>rachat de la ca-<br>pitation).....               | 1                   |                               | 23            | 24     |                                                                      |        |
| 1711 (assemblée<br>extraordinaire,<br>dixième).....                  |                     |                               | 8             | 8      |                                                                      |        |
|                                                                      | 57,6                | 5,5                           | 47,9          | 111 »  |                                                                      | 32,5   |

1. Chiffres en millions.

2. Les chiffres en italique sont ceux de la capitation.

Le total général des sommes fournies par le clergé au roi pendant ces vingt-cinq ans est donc de 143.500.000<sup>fr</sup>, soit une moyenne annuelle de 5.740.000<sup>fr</sup>. De 1660 à 1690, le clergé avait fourni 17.100.000<sup>fr</sup>, dont 13.450.000 imposées, le reste demandé aux officiers de décimes ou à certains moyens accessoires, soit une moyenne annuelle de 570.000<sup>fr</sup>, dix fois moins forte.

Si l'on y ajoute les décimes ordinaires, qui sont fournies aux rentiers du clergé, mais qui servent surtout à acquitter des dettes royales, on arrive, en les évaluant à 660.000<sup>fr</sup> par an<sup>1</sup>, aux résultats suivants :

|                                                 |                            |          |
|-------------------------------------------------|----------------------------|----------|
| 1 <sup>o</sup> Pour la période de 1660 à 1690 : | { Dons gratuits .....      | 17 M, 1  |
|                                                 | { Décimes : 660.000 × 30.  | 19 M, 8  |
| Moyenne annuelle : 1.230.000 .....              |                            | 36 M, 9  |
| 2 <sup>o</sup> Pour la période de 1690 à 1715 : | { Dons gratuits et taxes.. | 143 M, 5 |
|                                                 | { Décimes : 660.000 × 25.  | 16 M, 5  |
| Moyenne annuelle : 6.400.000 .....              |                            | 160 M.   |

#### B. *Proportion entre les sommes fournies par le clergé et ses revenus.*

En adoptant comme chiffre des revenus du clergé de France celui de 110 millions<sup>2</sup>, qui semble également éloigné de toutes les exagérations, le clergé aurait fourni de 1660 à 1690, 11 0/00 et de 1690 à 1715, 58 0/00 de ses revenus annuels<sup>3</sup>.

1. Voir A. Cans, *L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV*, p. 57.

2. C'est à peu près la moyenne entre les chiffres de 75 et de 150 fournis par Vauban et Boisguillebert (*Corr. des Contr. gén.*, II, p. 545); comme évaluations manifestement exagérées, on peut citer :

1<sup>o</sup> Celle de 36 millions, faite par l'abbé Legendre (*Vita Harlaei*, p. 247);

2<sup>o</sup> Celle de 286 millions, faite dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, par un mémoire de source anglaise, cité par de Boislisle (Saint-Simon, VII, 516);

3<sup>o</sup> Celle de 312 millions, donnée par un libelle de 1710, dont se plaignit l'assemblée du clergé (Pv. VI, 1147).

3. Sans doute une partie des sommes fournies pendant la seconde période a été obtenue par des emprunts, mais il faut remarquer que, jusqu'en 1710, ces emprunts, en y comprenant les taxes sur les officiers de décimes, ne s'élèvent qu'à 22.400.000<sup>fr</sup> et ne représentent par conséquent que 20 % des sommes fournies. Les deux gros emprunts de 1710 et 1711 portent cette proportion à 37 % pour la période de 1690 à 1715. Mais si l'on considère que le

C. *Proportion entre les sommes fournies par le clergé au roi et les sommes fournies par l'ensemble du pays.*

Les sommes fournies par l'ensemble du pays peuvent se décomposer en revenus ordinaires, capitation et dixième, deniers extraordinaires.

1° Revenus ordinaires :

|                     |             |              |
|---------------------|-------------|--------------|
| De 1690 à 1695..... | 1291 × 6... | 774 millions |
| De 1696 à 1709..... | 115 × 14... | 1.610        |
| De 1710 à 1715..... | 110 × 5...  | 550          |
| Total.....          |             | <u>2.934</u> |

2° Capitation et dixième :

|                                             |             |            |
|---------------------------------------------|-------------|------------|
| Première capitation.....                    |             | 80         |
| Deuxième capitation (1701-1715). 24 × 14... |             | 336        |
| Dixième (1711-1715).....                    | 28,5 × 4... | 114        |
| Total.....                                  |             | <u>530</u> |

|                                         |  |              |
|-----------------------------------------|--|--------------|
| 3° Deniers extraordinaires.....         |  | <u>1.750</u> |
| Total général pour les 3 catégories.... |  | <u>5.214</u> |

La part du clergé dans ce total étant de 160 millions (décimes ordinaires comprises), la proportion serait de 3 %.

clergé avait à payer outre les sommes fournies au roi par imposition, les « nouvelles rentes », les gages aux officiers de décimes, et les frais d'administration, on peut estimer que le total de ce qu'il imposait sur ses membres n'était guère inférieur au total des sommes qu'il fournissait au roi, en y comprenant celles qu'il empruntait.

1. Moyennes établies d'après le *Compte rendu...* de Mallet, et, à son défaut, par les chiffres fournis au tome III de l'*Histoire de l'Impôt...* de Clamageran.

VU, LE 10 MAI 1909 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

VU

ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.

# INDEX ALPHABÉTIQUE

## DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

---

- Aguesseau (d'), 22.  
Aix (archevêque d'), 79.  
Albi (archevêque d'), 64.  
Alençon (généralité d'), 9.  
Alet (évêque d'), 65.  
Alexandre VIII, 6.  
Amiens (généralité d'), 9.  
— (évêque d'), 43, 74.  
Angleterre (reine d'), 8.  
Arles (archevêque d'), 19.  
Augsbourg (guerre de la Ligue d'),  
1, 10, 45, 53, 84, 88.  
Autrichiens, 39.  
Auvergne (intendant d'), 79.
- Beaufort (abbé de), 48.  
Beaune, 30.  
Béarn, 8.  
Boisguillebert, 60, 97.  
Bonneval (mestre de camp), 66.  
Bouillon (cardinal de), 87.  
Bourdaloue, 12.  
Bourgogne, 30.  
Bretagne, 7.  
Brie-Comte-Robert (fabrique de), 95.
- Caen (généralité de), 9.  
— (intendant de), 76.  
Camus (cardinal le), 56.
- Chaillot (Visitandines de), 8.  
Chaise (P. La), 4, 29.  
Châlons (évêque de), 8, 25, 28, 48,  
49, 55, 65.  
— (diocèse de), 46, 56, 78, 79, 83.  
— (généralité de), 9.  
Chamillart, 61, 72.  
Champagne (généralité de), 8.  
— (intendant de), 56, 78.  
Chartres (évêque de), 25, 27, 28, 61.  
Chéron (abbé), 12.  
Chevreuse (fabrique de), 95.  
Clermont (diocèse de), 79.  
Coislin (évêque d'Orléans), 40, 41.  
Colbert (contrôleur général), 15, 16,  
17, 29, 30, 62.  
Colbert de Croissy (secrétaire d'État),  
37, 38.  
Conserans (évêque et chanoines de),  
45.  
Cosnac (archevêque d'Aix), 7, 18, 32,  
33, 56, 59, 60, 66, 88.  
Crozat (caissier du clergé), 72, 73.
- Desmarets (contrôleur général), 82.  
Dorsanne (abbé), 65.
- Empereur (l'), 38.  
Esculape, 42.

Espagne, 50, 53, 57, 84, 86, 88.  
Evreux (diocèse d'), 61.

Fénelon, 87.

Feuillants, 12.

Flandre, 2.

Fleury (évêque de Fréjus), 79.

Fontevault (abbesse de), 84.

Forbin-Janson (cardinal), 35, 38, 39.

Franche-Comté (intendant de), 46, 53.

Fréjus (évêque de), 79.

Fumée (traitant), 3.

Furstemberg (cardinal), 94.

Gap (évêque de), 74.

Giraud (traitant), 18.

Gisors, 30.

Godet des Marais (évêque de Chartres),  
28.

Gonesse (fabrique de), 95.

Grenoble (évêque de), 56.

Harlay (archevêque de Paris), 4, 7,  
11, 17, 18, 19, 20, 21, 24, 28, 31, 32,  
33, 40, 41, 43, 44, 59, 66, 88.

Hautvillers (abbaye de), 95.

Jansénisme, 12, 88.

Jésuites, 8, 12, 84, 94.

Languedoc (États de), 31.

— (intendant de), 76.

— (clergé de), 39, 46.

Léonard (le Père), 94.

Limousin, 22.

Louis-le-Grand (collège), 94.

Louis XIV, 1, 6, 10, 14, 29, 35, 38,  
39, 77, 87, 88.

Louvois (secrétaire d'État), 12.

Louvois (abbé de), 95.

Lyon (archevêque de), 43.

Madeleine (la), 94.

Maestricht, 23.

Maintenon (Madame de), 28, 61, 87,  
94.

Mans (diocèse du), 61.

Maucroix (chanoine), 74.

Meaux (évêque de), 15, 16.

Metz (intendant de), 16.

Monnaie (la), 10, 11, 12.

Montauban (intendant de), 45.

Montgaillard (évêque de St-Pons), 40,  
41, 88, 92.

Muguet (imprimeur du clergé), 93.

Narbonne (assemblée provinciale de),  
28.

Noailles (évêque de Châlons, puis  
archevêque de Paris), 9, 27, 28, 46,  
49, 56, 57, 59, 61, 63, 70, 71, 73,  
74, 75, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 87,  
88, 92, 93, 94.

Noirmoutier (abbé de), 38.

Notre-Dame (de Paris), 12, 94.

Noyon (évêque de), 86.

Orléans (généralité de), 9.

— (évêque de), 40.

Paris (ville), 18, 23, 28, 72, 85, 94, 95.

— (diocèse de), 11, 12, 93.

— (archevêque de), 3, 8, 23, 25, 27,  
32, 40, 41, 59, 64.

— (généralité de), 9.

— (paroisses de), 85.

— (fabriques de), 85, 95.

Peletier de Souzy (commissaire royal  
aux assemblées du clergé), 70, 80.

Le Pelletier (contrôleur général), 8.

Poitou, 22.

Pomereu (commissaire royal aux  
assemblées du clergé), 52, 59.

Pontchartrain (contrôleur général),  
7, 8, 12, 18, 33, 41, 61.

Provence (communautés religieuses  
de), 13, 56.

Pussort (commissaire royal aux as-  
semblées du clergé), 23.

Reims (diocèse de), 11, 86, 95.

— (archevêque de), 19, 43, 47.

— (églises de), 11.

Rennes (généralité de), 9.

- Rome, 6, 27, 35, 38, 39, 40, 84.  
 Rouen (généralité de), 9.  
 — (intendant de), 75.  
 — (archidiacre de), 48.  
 — (archevêque de), 67, 76.  
 Roussillon, 2.  
 Rueil (fabrique de), 95.  
 Ryswick (paix de), 34.
- Sens (archevêque de), 15, 25, 74.  
 Signy (abbaye de), 95.  
 Soissons (généralité de), 9.  
 Soissonnais, 22.  
 Sorbonne, 3, 29, 84.  
 Spada (cardinal), 35, 37.  
 Saint-André des Arcs (église de Paris), 85, 86.  
 Saint-Barthélemy (journée de la), 8.  
 Saint-Barthélemy (église de Paris), 86.  
 Saint-Benoît (église de Paris), 86.  
 Saint-Denis (abbaye), 10, 94.  
 Saint-Étienne-du-Mont (église de Paris), 86.  
 Saint-Eustache (église de Paris), 85, 94, 95.  
 Sainte-Geneviève (abbé de), 94.  
 Saint-Germain-des-Prés (abbé de), 94.  
 Saint-Germain-l'Auxerrois (église de Paris), 85.  
 Saint-Germain-en-Laye (ville), 32.  
 Saint-Germain-en-Laye (fabrique de), 95.  
 Saint-Gervais (église de Paris), 85, 94.  
 Saint-Jacques-la-Boucherie (église de Paris), 85, 95.  
 Saint-Jean-en-Grève (église de Paris), 86.
- Saint-Leu et Gilles (église de Paris), 86.  
 Saint-Louis-en-l'Île (église de Paris), 86.  
 Saint-Louis-en-l'Île (maison des Jésuites), 15.  
 Saint-Martin-des-Champs (prieur de), 94.  
 Saint-Martin-des-Champs (église de), 86.  
 Saint-Maur (congrégation de), 68.  
 Saint-Médard (église de Paris), 94.  
 Saint-Merri (église de Paris), 86.  
 Saint-Nicolas du Chardonnet (séminaire de), 7.  
 Saint-Paul (apôtre), 51.  
 Saint-Paul (église de Paris), 85, 94, 95.  
 Saint-Pons (évêque de), 28, 40.  
 Saint-Roch (église de Paris), 86.  
 Saint-Sauveur id. , 86.  
 Saint-Séverin id. , 86.  
 Saint-Sulpice id. , 85, 94.  
 Saint-Sulpice (séminaire de), 94.
- Taffoureaux (évêque d'Alais), 65, 88.  
 Le Tellier (archevêque de Reims), 11, 41, 45, 50, 51, 52, 57, 58.  
 Tellier (le Père), 84, 92.  
 Testu (abbé), 94.  
 Toulouse (diocèse de), 61.  
 Tours (généralité de), 9.  
 Trianon, 32.
- Vauban, 35, 97.  
 Versailles, 50.  
 Vire, 48.  
 Visitandines, 8.



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                    | Pages. |
|--------------------|--------|
| BIBLIOGRAPHIE..... | V      |
| INTRODUCTION ..... | IX     |

---

## PREMIÈRE PARTIE

### LA GUERRE DE LA LIGUE D'AUGSBOURG

|                                                                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Les amortissements (1689). — Le don gratuit de 1690. Suite de la recherche des amortissements. — L'argenterie des églises (1690)..... | 1  |
| CHAPITRE II. — L'affaire des bois; son origine; l'assemblée de 1693.....                                                                            | 14 |
| CHAPITRE III. — Le don de 1695. — La capitation (1695-1698).....                                                                                    | 23 |
| CHAPITRE IV. — Les affaires extraordinaires (créations d'offices 1691, taxe des eaux 1694, taxe des armoiries 1696). — Le don de 1700....           | 45 |

---

## DEUXIÈME PARTIE

### LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

|                                                                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Nouvelle recherche des amortissements (1700). Rétablissement de la capitation (1701).....      | 53 |
| CHAPITRE II. — L'affaire du huitième denier; l'assemblée de 1702; le don de 1705.....                        | 62 |
| CHAPITRE III. — L'affaire des billets de monnaie; l'assemblée de 1707; le rachat de la capitation (1710).... | 69 |

|                                                                                      | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE IV. — Le dixième (1711). — Les affaires extraordinaires (1703-1704).....    | 78    |
| CONCLUSION .....                                                                     | 87    |
| APPENDICE I. — La capitation dans le diocèse de Paris .....                          | 93    |
| APPENDICE II. — Tableau des sommes fournies au roi par le clergé de 1689 à 1715..... | 96    |

## CORRECTIONS ET ERRATA

---

P. 14, note 1; *lire* : Nouvelles ecclésiastiques, ms. 23501, *au lieu de* : *ibid.*

P. 22, ligne 2; *lire* : d'Aguesseau, *au lieu de* : d'Aguessau.

P. 43, ligne 3; ce chiffre de deux mille écus comprend la taxe des abbayes de le Tellier, car pour son archevêché, la taxe ne fut que de 3600# (voir p. 95, note).

P. 67, ligne 9; *lire* : fonds, *au lieu de* : fond.

P. 77, ligne 15; *lire* : n. 3, *au lieu de* : n. 2.

P. 97, note 1; *lire* : p. 157, *au lieu de* : p. 57.









